



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 SEPTEMBRE 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 16, 1961

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960.

53551 — 1-53-0

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE.

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Québec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-0

Lettres patentes

(P.G. 12499-61)

Agence Assurances
Marcel Prud'Homme Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Georges-C. Lachance, André Perreault et Harold Pickel, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Agence Assurances Marcel Prud'Homme Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8105, rue St-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

(A.G. 12499-61)

Agence Assurances
Marcel Prud'Homme Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Georges-C. Lachance, André Perreault and Harold Pickel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Agence Assurances Marcel Prud'Homme Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8105 St-André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13366-61)

**Les Agences d'Assurance Normandie Inc.
Normandie Insurance Agencies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, de Laval-sur-le-Lac, Annette April, avocate, Laurence Ostiguy et Jeanne Le Sieur, secrétaires, ces trois dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Les Agences d'Assurance Normandie Inc. — Normandie Insurance Agencies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13366-61)

**Les Agences d'Assurance Normandie Inc.
Normandie Insurance Agencies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Claude Guérin, advocate, of Laval-sur-le-Lac, Annette April, advocate, Laurence Ostiguy and Jeanne Le Sieur, secretaries, the latter three filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Les Agences d'Assurance Normandie Inc. — Normandie Insurance Agencies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13553-61)

**Bomarc Finance Ltd.
Finance Bomarc Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1961, constituant en corporation: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, tous deux de Montréal, et J.-Éloi Gervais, de Longueuil, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Bomarc Finance Ltd. — Finance Bomarc Ltée », avec un capital total de \$225,000, divisé en 2,250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9920 rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13553-61)

**Bomarc Finance Ltd.
Finance Bomarc Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of July, 1961, incorporating: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, both of Montreal, and J.-Éloi Gervais, of Longueuil, all lawyers, for the following purposes:

To do business as a financial company, under the name of "Bomarc Finance Ltd. — Finance Bomarc Ltée", with a total capital stock of \$225,000, divided into 2,250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9920 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13528-61)

Chantigny Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Léo Desparois, commerçant, Geraldine Chassé Desparois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo Desparois, tous deux de Châteauguay-Centre, Alexandre Racine, technicien-ingénieur, et Marthe Lemay Racine, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alexandre Racine, ces deux derniers de Repentigny, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Chantigny Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 13528-61)

Chantigny Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Léo Desparois, trader, Geraldine Chassé Desparois, housewife, wife separate as to property of the said Léo Desparois, both of Châteauguay-Centre, Alexandre Racine, technician-engineer, and Marthe Lemay Racine, housewife, wife separate as to property of the said Alexandre Racine, the latter two of Repentigny, for the following purposes:

To act as builders, and to deal in construction materials, under the name of "Chantigny Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Château-guay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12708-61)

A. Clements & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1961, constituant en corporation: Alick Clements, agent d'immeubles, de St-Martin, Philip Shrague Garonce, de Côte-Saint-Luc, et Hyman Laddie Schnaiberg, de Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « A. Clements & Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12809-61)

Construction Monza Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1961, constituant en corporation: Jacqueline Matte, Micheline Verdon, secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Claude Thivierge, avocat, de Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Monza Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12779-61)

L. A. Electrical Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1961, constituant en corporation: Jacques Caron, avocat, Huguette Lessard, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Monique Colette, secrétaire célibataire, de Verdun, pour les objets suivants:

Commerce d'accessoires électriques, sous le nom de « L. A. Electrical Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Château-guay-Centre, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12708-61)

A. Clements & Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of May, 1961, incorporating: Alick Clements, real estate agent, of St. Martin, Philip Shrague Garonce, of Côte-Saint-Luc, and Hyman Laddie Schnaiberg, of Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction and investment company, under the name of "A. Clements & Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12809-61)

Construction Monza Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Jacqueline Matte, Micheline Verdon, secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, and Claude Thivierge, advocate, of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction Monza Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12779-61)

L. A. Electrical Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of June, 1961, incorporating: Jacques Caron, advocate, Huguette Lessard, secretary, spinster, both of Montreal, and Monique Colette, secretary, spinster, of Verdun, for the following purposes:

To deal in electrical accessories, under the name of "L. A. Electrical Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 1er jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12698-61)

Italvine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: Maurice Riel, Clermont Vermette, tous deux de La Prairie, et Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Commercer de produits alimentaires, sous le nom de « Italvine Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9245, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 29e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12697-61)

Kasimer & Kasimer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: Cecily Nielsen, Lorna Richmond, secrétaires, filles majeures, et Eva Mathies, dactylo, épouse séparée de biens d'Arthur Mathies, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers d'assurances et agir comme une compagnie d'immeubles et de constructions, sous le nom de « Kasimer & Kasimer Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 29e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13313-61)

**J. H. Lalonde Construction Ltée
J. H. Lalonde Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Hubert Lalonde, constructeur, de Laval-des-Rapides, Mlle Cécile Guillemette, secrétaire, de Montréal, et Guy Major, étudiant, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « J. H. Lalonde Construction Ltée — J. H. Lalonde Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12698-61)

Italvine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Maurice Riel, Clermont Vermette, both of La Prairie, and Godfroy Marin, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Italvine Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9245 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12697-61)

Kasimer & Kasimer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Cecily Nielsen, Lorna Richmond, secretaries, spinsters of the full age of majority, and Eva Mathies, typist, wife separate as to property of Arthur Mathies, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and to act as a real estate and construction company, under the name of "Kasimer & Kasimer Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-0

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13313-61)

**J. H. Lalonde Construction Ltée
J. H. Lalonde Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Hubert Lalonde, builder, of Laval-des-Rapides, Miss Cécile Guillemette, secretary, of Montreal, and Guy Major, student, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "J. H. Lalonde Construction Ltée — J. H. Lalonde Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13379-61)

Largo Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Georges Gosselin, entrepreneur, de Chomedey, Denis Gosselin, de Montréal, et Larry Smith, de Montréal-Nord, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, sous le nom de «Largo Construction Inc.», avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 41, rue Vigeant, village Bélanger, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13379-61)

Largo Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Georges Gosselin, contractor, of Chomedey, Denis Gosselin, of Montreal, and Larry Smith, of Montreal-North, the latter two salesmen, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Largo Construction Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 41 Vigeant St., Bélanger village, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12727-61)

Manon Chapeaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1961, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, Melvin Leonard Rothman et Robert Benson, tous avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames, sous le nom de «Manon Chapeaux Inc.», avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12727-61)

Manon Chapeaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, incorporating: Ivan Edward Phillips, Melvin Leonard Rothman and Robert Benson, all advocates, of Westmount, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "Manon Chapeaux Inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 50 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12753-61)

Northern Lake Domain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1961, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi de la Reine, Michèle Cantin, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et June Norregaard, secrétaire, célibataire, de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de «Northern Lake Domain Inc.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12753-61)

Northern Lake Domain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, incorporating: Henri Crépeau, advocate and Queen's Counsel, Michèle Cantin, secretary, spinster, both of Montreal, and June Norregaard, secretary, spinster, of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Northern Lake Domain Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12232-61)

Pâtisserie Vaudreuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 12232-61)

Pâtisserie Vaudreuil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day

du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Clément Dostie, commerçant, d'Arvida, Pierre Bergeron, avocat, et Huguette Gaudreault, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Pâtisserie Vaudreuil Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 205, rue LaSalle, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13463-61)

Peggy Allen Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, Nahum Gelber, tous deux avocats, et John Hamilton fils, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames et exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Peggy Allen Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7095 rue Alexandra, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12707-61)

Peters' Tobacco & Stationery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1961, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback et John Michael Schlesinger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme vendeurs de tabacs et de journaux, sous le nom de « Peters' Tobacco & Stationery Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2654 rue DeSalaberry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12955-61)

A. E. Poole Construction (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

of July, 1961, incorporating: Clément Dostie, trader, of Arvida, Pierre Bergeron, advocate, and Huguette Gaudreault, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit makers, under the name of "Pâtisserie Vaudreuil Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10 common shares of a par value of \$100 each and 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 205 LaSalle Street, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13463-61)

Peggy Allen Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of July, 1961, incorporating: Nathaniel H. Salomon, Nahum Gelber, both advocates, and John Hamilton Jr., secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's clothing and to carry on business as an investment company, under the name of "Peggy Allen Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 7095 Alexandra Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12707-61)

Peters' Tobacco & Stationery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of May, 1961, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback and John Michael Schlesinger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as tobacconists and news vendors, under the name of "Peters' Tobacco & Stationery Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2654 DeSalaberry Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12955-61)

A. E. Poole Construction (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day

du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Albert Edward Poole, président, Jessie Beryl Royle Poole, secrétaire, tous deux de Baie-d'Urfé, et William Bergman, gérant des ventes, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « A. E. Poole Construction (Quebec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 218 Oak Ridge Drive, Baie-d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13540-61)

Rejvan Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: William Tetley, de Mont-Royal, John H. Gomery et Jean-Claude Delorme, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Rejvan Investments Limited », avec un capital total de \$4,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12711-61)

Rendezvous Administration Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1961, constituant en corporation: Howard Rosen, marchand, Eric Field, Jack Ellard, tous deux professeurs de danse, et Manuel Sachs, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme restaurateurs et approvisionneurs, sous le nom de « Rendezvous Administration Co. Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13675-61)

Robert Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, Alfred Leclerc, comptable, tous deux de Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, pour les objets suivants:

of July, 1961, incorporating: Albert Edward Poole, president, Jessie Beryl Royle Poole, secretary, both of Baie-d'Urfé, and William Bergman, sales manager, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "A. E. Poole Construction (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 218 Oak Ridge Drive, Baie-d'Urfé, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13540-61)

Rejvan Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: William Tetley, of Mount Royal, John H. Gomery and Jean-Claude Delorme, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Rejvan Investments Limited", with a total capital stock of \$4,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$1 each and 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12711-61)

Rendezvous Administration Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of May, 1961, incorporating: Howard Rosen, merchant, Eric Field, Jack Ellard, both dance instructors, and Manuel Sachs, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To act as restaurateurs and caterers, under the name of "Rendezvous Administration Co. Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13675-61)

Robert Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Marcel Cinq-Mars, advocate, Alfred Leclerc, accountant, both of Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, of Rouyn, for the following purposes:

Commerce de transport, sous le nom de « Robert Transport Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rougemont, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
58649-o

(P.G. 13315-61)

Rona Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, avocat, Stefania Kozłowska, secrétaire, veuve de Witold Kozłowski, tous deux de Montréal, et Halina Kos-Rabcewicz-Zubkowski, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, d'Outremont, pour les objets suivants:

Diriger et exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Rona Development Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 40 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
58649

(P.G. 13509-61)

Sherven Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, Arthur Shulman, et Gregory Charlap, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sherven Construction Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 40 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
58649

(P.G. 12710-61)

Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1961, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de la cité de Saint-Lau-

To carry on the transportation business, under the name of "Robert Transport Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rougemont, county of Rouville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
58649

(A.G. 13315-61)

Rona Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, incorporating: Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, advocate, Stefania Kozłowska, secretary, widow of Witold Kozłowski, both of Montreal, and Halina Kos-Rabcewicz-Zubkowski, housewife, wife separate as to property of the said Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of Outremont, for the following purposes:

To conduct and carry on business as builders and general contractors, under the name of "Rona Development Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 40 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
58649-o

(A.G. 13509-61)

Sherven Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Morris Chaikelson, Arthur Shulman and Gregory Charlap, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Sherven Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 40 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
58649-o

(A.G. 12710-61)

Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of May, 1961, incorporating: Samuel H. Shriar, of the city of Saint-Laurent, Murray B. Spiegel,

rent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, Mollie Schwartz, d'Outremont, et Ann Blunt, de Pointe-Claire, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Tam Plumbing & Heating Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

of Montreal West, both advocates, Mollie Schwartz, of Outremont, and Ann Blunt, of Pointe-Claire, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12833-61)

P. Baillargeon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juillet 1961, à la compagnie « P. Baillargeon Ltée », modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-o

RAYMOND DOUVILLE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12833-61)

P. Baillargeon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 19th day of July, 1961, to "P. Baillargeon Ltée", altering the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 19, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12644-61)

Bedford Plastics Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mai 1961, à la compagnie « Housewares Manufacturers Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7e jour d'août 1959, changeant son nom en celui de « Bedford Plastics Co. Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12644-61)

Bedford Plastics Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Housewares Manufacturers Co. Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 7th day of August, 1959, changing its name to that of "Bedford Plastics Co. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-o

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12977-61)

Robert Bibeau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juin 1961, à la compagnie « Lacharité & Bibeau, Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 avril 1956, 1° changeant son nom en celui de « Robert Bibeau Limitée »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12977-61)

Robert Bibeau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 9th day of June, 1961, to "Lacharité & Bibeau, Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 24, 1956, 1. changing its name to "Robert Bibeau Limitée"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 9, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11169-60)

Boulevard Hôtel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1961, à la compagnie « Boulevard Hôtel Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$800,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 18,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 58,000 actions communes de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 11169-60)

Boulevard Hôtel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of May, 1961, to "Boulevard Hôtel Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$800,000, the additional capital stock being divided into 18,000 preferred shares of \$10 each and into 58,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 12783-61)

Branded Hosiery Mills Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de juillet 1961, à la compagnie « Branded Hosiery Sales Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28e jour de février 1961, changeant son nom en celui de « Branded Hosiery Mills Corporation ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58649

(A.G. 12783-61)

Branded Hosiery Mills Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Branded Hosiery Sales Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 28th day of February, 1961, changing its name to that of "Branded Hosiery Mills Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58649-o

(P.G. 12749-61)

Brian Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juillet 1961, à la compagnie « Dolansky Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour de novembre 1955, 1° changeant son nom en celui de « Brian Enterprises Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58649

(A.G. 12749-61)

Brian Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dolansky Investment Corp.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 12th day of November, 1955, 1. changing its name to that of "Brian Enterprises Ltd."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58649-o

(P.G. 12738-61)

Café de l'Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 juillet 1961, à la compagnie « Café de l'Est Inc. », 1° abrogeant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune, le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$200,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 12738-61)

Café de l'Est Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of July, 1961, to "Café de l'Est Inc.", 1. repealing certain provisions of its letters patent; 2. increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 1,600 preferred shares of \$100 each, the amount with which the company will continue its operations being fixed at not less than \$200,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 17, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 12486-61)

**Centre d'Achat Fabreville Inc.
Fabreville Shopping Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mai 1961, à la compagnie « Les Constructeurs Unis du Québec Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 janvier 1961, 1° changeant son nom en celui de « Centre d'Achat Fabreville Inc. — Fabreville Shopping Center Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12482-61)

Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 juin 1961, à la corporation « Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc. », abrogeant certaine disposition de ses lettres patentes.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13685-61)

Chambly Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de juillet 1961, à la compagnie « Metro Housing Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 16e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « Chambly Realities Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12996-61)

Champion Bowling Equipment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de juin 1961, à la compagnie « D.B. Bowl More Co. Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1961, changeant son nom en celui de « Champion Bowling Equipment Corporation ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12486-61)

**Centre d'Achat Fabreville Inc.
Fabreville Shopping Center Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 12th day of May, 1961, to "Les Constructeurs Unis du Québec Inc.", under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 19, 1961, 1. changing its name into that of "Centre d'Achat Fabreville Inc. — Fabreville Shopping Center Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12482-61)

Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June 8, 1961, to "Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc.", repealing a certain provision of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 8, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13685-61)

Chambly Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Metro Housing Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 16th day of April, 1959, changing its name to that of "Chambly Realities Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12996-61)

Champion Bowling Equipment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "D.B. Bowl More Co. Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 30th day of March, 1961, changing its name to that of "Champion Bowling Equipment Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12973-61)

Lucien Charbonneau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juin 1961, à la compagnie « Lucien Charbonneau Limitée », 1° imposant certaines restrictions sur le transfert de ses actions; 2° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à cinq.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 12973-61)

Lucien Charbonneau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 9th day of June, 1961, to "Lucien Charbonneau Limitée", 1. imposing certain restrictions on the transfer of its shares; 2. increasing the number of its directors from three to five.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 9, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 12374-61)

Chemicals Refineries Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de mai 1961, à la compagnie « Michema Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23e jour d'août 1960, changeant son nom en celui de « Chemicals Refineries Corp. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649

(A.G. 12374-61)

Chemicals Refineries Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Michema Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 23rd day of August, 1960, changing its name to that of "Chemicals Refineries Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649-o

(P.G. 10678-60)

The Chequers Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de juillet 1961, à la compagnie « The Chequers Corporation », diminuant son capital de \$40,000 à \$1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 9,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649

(A.G. 10678-60)

The Chequers Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Chequers Corporation", reducing its capital from \$40,000 to \$1,000, the capital stock annulled being divided into 9,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649-o

(P.G. 12963-61)

**Clerk Windows Limited
Les Fenêtres Clerk Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juin 1961, à la compagnie « Clerk Windows Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 juin 1950, changeant son nom en celui de « Clerk Windows Limited — Les Fenêtres Clerk Limitée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 12963-61)

**Clerk Windows Limited
Les Fenêtres Clerk Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 22nd day of June, 1961, to "Clerk Windows Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 23, 1950, changing its name to "Clerk Windows Limited — Les Fenêtres Clerk Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 22, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 13688-61)

Le Club de Curling St-Cyrille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13688-61)

Le Club de Curling St-Cyrille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juillet 1961, à la compagnie « Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc.—The Jacques-Cartier Curling Club Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 16 juillet 1942, changeant son nom en celui de « Le Club de Curling St-Cyrille Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11949-61)

**Le Club de l'Union Nationale
(district de Montréal) Inc.
National Union Club
(Montreal District) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juin 1961, à la corporation « Club National de Montréal Inc. », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 30 juin 1960, changeant son nom en celui de « Le Club de l'Union Nationale (district de Montréal) Inc.—National Union Club (Montreal District) Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12362-61)

**Le Club des Papetiers
Jonquière-Kénogami Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 juin 1961, à la corporation « Le Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc. », abrogeant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12560-61)

Le Club Nautique de la Batture

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1961, à la corporation « Le Club Nautique de la Batture », abrogeant certaine disposition de ses lettres patentes.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13233-61)

Club Nautique de la Matapédia Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la pro-

vince des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juillet 1961, à la compagnie « Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc.—The Jacques-Cartier Curling Club Inc. », incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, letters patent of July 16, 1942, changing its name into that of « Le Club de Curling St-Cyrille Inc. ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11949-61)

**Le Club de l'Union Nationale
(district de Montréal) Inc.
National Union Club
(Montreal District) Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June 16, 1961, to « Club National de Montréal Inc. », incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of June 30, 1960, changing its name to « Le Club de l'Union Nationale (district de Montréal) Inc.—National Union Club (Montreal District) Inc. ».

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12362-61)

**Le Club des Papetiers
Jonquière-Kénogami Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June 8, 1961, to « Le Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc. », repealing a certain provision of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 8, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12560-61)

Le Club Nautique de la Batture

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June 7, 1961, to « Le Club Nautique de la Batture », repealing a certain provision of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13233-61)

Club Nautique de la Matapédia Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieute-

vince de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juin 1961, à la corporation « Club Nautique de la Matapédia Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13136-61)

**Consolidated Halliwell Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de juin 1961, à la compagnie « Consolidated Halliwell Limited » (No Personal Liability), augmentant son capital de \$10,000,000 à \$12,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 20e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12515-61)

**Les Constructions Deschênes Ltée
Deschênes Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de mai 1961, à la compagnie « Western Quebec Construction Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17e jour de juillet 1953, changeant son nom en celui de « Les Constructions Deschênes Ltée — Deschênes Construction Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13216-60)

Continental Discount Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 juillet 1961, à la compagnie « Continental Discount Corporation », augmentant son capital de \$500,000 à \$650,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées, classe « C », de \$25 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12835-61)

Cyclorama de Jérusalem Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 juin 1961, à la compa-

nant-Governor of the Province of Quebec, dated the 22nd day of June, 1961, to "Club Nautique de la Matapédia Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 22, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13136-61)

**Consolidated Halliwell Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Consolidated Halliwell Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from \$10,000,000 to \$12,000,000, the additional capital stock being divided into 2,000,000 shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

58649-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12515-61)

**Les Constructions Deschênes Ltée
Deschênes Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Western Quebec Construction Limited", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 17th day of July, 1953, changing its name to that of "Les Constructions Deschênes Ltée — Deschênes Construction Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

58649-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13216-60)

Continental Discount Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of July, 1961, to "Continental Discount Corporation", increasing its capital stock from \$500,000 to \$650,000, the additional share capital being divided into 6,000 preferred class "C" shares of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 24, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12835-61)

Cyclorama de Jérusalem Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 5th day of June, 1961, to "Cyclorama de

gnie « Cyclorama de Jérusalem Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait au transfert des actions.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13238-61)

De Lair Food Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juillet 1961, à la compagnie « Blouin Sales Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 août 1959, changeant son nom en celui de « De Lair Food Ltd ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13354-61)

J. L. Demers Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juin 1961, à la compagnie « J. L. Demers Ltée », 1° réduisant son capital de \$1,000,000 à \$400,000, le capital-actions annulé étant divisé en 12,000 actions privilégiées de \$50 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$400,000 à \$1,200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13519-61)

**Charles Desjardins & Cie Ltée
Charles Desjardins & Co. Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juillet 1961, à la compagnie « Charles Desjardins & Cie Ltée — Charles Desjardins & Co. Ltd », réduisant son capital de \$300,000 à \$12,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune et en 880 actions ordinaires de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10896-61)

Drummond Automotive Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1961, à la compagnie « Drummond Automotive Supplies Inc. », 1° changeant ses 2,000 actions sans valeur au pair

Jérusalem Inc.", modifying the provisions of its letters patent in such matters as concern the transfer of shares.

Given at the office of the Province Secretary, this 5th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13238-61)

De Lair Food Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 6th day of July, 1961, to "Blouin Sales Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 14, 1959, changing its name to "De Lair Food Ltd".

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 6, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13354-61)

J. L. Demers Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 16th day of June, 1961, to "J. L. Demers Ltée", 1. reducing its capital stock from \$1,000,000 to \$400,000, the cancelled share capital being divided into 12,000 preferred shares of \$50 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from \$400,000 to \$1,200,000, the additional share capital being divided into 16,000 preferred shares of \$50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13519-61)

**Charles Desjardins & Cie Ltée
Charles Desjardins & Co. Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 6th day of July, 1961, to "Charles Desjardins & Cie Ltée — Charles Desjardins & Co. Ltd", reducing its capital stock from \$300,000 to \$12,000, the cancelled share capital being divided into 2,000 preferred shares of \$100 each and 880 common shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 6, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10896-61)

Drummond Automotive Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of June, 1961, to "Drummond Automotive Supplies Inc.", 1. changing its 2,000 shares of no par value into 2,000 common shares of \$10

en 2,000 actions communes de \$10 chacune; 2° subdivisant et convertissant 100 de ses 400 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune; 3° convertissant les 300 actions privilégiées restantes de \$100 chacune en 300 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune; 4° augmentant son capital de \$60,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12786-61)

Drummond Ready Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er juin 1961, à la compagnie « Drummond Ready Mix Ltd. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant les privilèges attachés à ses actions privilégiées; 3° augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions communes de \$25 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13393-61)

Dynamic Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1961, à la compagnie « Cobra Industries Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27e jour de décembre 1932, changeant son nom en celui de « Dynamic Industries Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12975-61)

Éditions HMM, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 juillet 1961, à la compagnie « Association Canadienne d'Édition, Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 octobre 1960, changeant son nom en celui de « Éditions HMM, Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13403-61)

Jack Ein Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

each; 2. subdividing and converting 100 of its 400 preferred shares of \$100 each into 1,000 preferred class "A" shares of \$10 each.; 3. converting its remaining 300 preferred shares of \$100 each into 300 preferred class "B" shares of \$100 each; 4. increasing its capital stock from \$60,000 to \$150,000, the additional share capital being divided into 9,000 preferred class "A" shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12786-61)

Drummond Ready Mix Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 1st day of June, 1961, to "Drummond Ready Mix Ltd.", 1. extending its powers; 2. modifying the privileges attached to its preferred shares; 3. increasing its capital from \$100,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 4,000 common shares of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13393-61)

Dynamic Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cobra Industries Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 27th day of December, 1932, changing its name to that of "Dynamic Industries Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12975-61)

Éditions HMM, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 5th day of July, 1961, to "Association Canadienne d'Édition, Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of October 26, 1960, changing its name into that of "Éditions HMM, Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13403-61)

Jack Ein Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de juillet 1961, à la compagnie « Jack Ein Inc. », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions de catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins que \$6,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12625-61)

Encore Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mai 1961, à la compagnie « F. & G. Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21e jour de mai 1958, changeant son nom en celui de « Encore Mart Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12787-61)

Les Entreprises Balamy Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 juin 1961, à la compagnie « La Construction Mont-Rouge Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 mai 1961, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Balamy Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11225-61)

Entreprises LaSalle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 mai 1961, à la compagnie « Entreprises LaSalle Inc. », augmentant son capital de \$75,000 à \$180,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,050 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15858-60)

La Fondation Bertrand

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires,

bearing date the 3rd day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jack Ein Inc.", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 1,000 class "B" shares without nominal or par value, the amount with which the company shall continue its operations being fixed at not less than \$6,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12625-61)

Encore Mart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "F. & G. Company Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 21st day of May, 1958, changing its name to that of "Encore Mart Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12787-61)

Les Entreprises Balamy Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 5th day of June, 1961, to "La Construction Mont-Rouge Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 29, 1961, changing its name to "Les Entreprises Balamy Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 5, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11225-61)

Entreprises LaSalle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 31st day of May, 1961, to "Entreprises LaSalle Inc.", increasing its capital stock from \$75,000 to \$180,000, the additional share capital being divided into 1,050 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 31, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 15858-60)

La Fondation Bertrand

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

en date du 20 juillet 1961, à la corporation « La Fondation Bertrand », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13320-61)

Fort Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de juin 1961, à la compagnie « Elberg Associates Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « Fort Investments Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13993-60)

Les Fournisseurs Laurentiens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 juin 1961, à la compagnie « Les Fournisseurs Laurentiens Inc. », réduisant son capital de \$150,000 à \$40,000, le capital-actions annulé étant divisé en 8,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13686-61)

Grand'Mère Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de juillet 1961, à la compagnie « Magic Hosiery Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1958, changeant son nom en celui de « Grand'Mère Mills Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13765-61)

Gray Autograph Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'août 1961, à la compagnie « Gray Autograph (Quebec) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec,

July 20, 1961, to "La Fondation Bertrand", altering certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13320-61)

Fort Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Elberg Associates Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 10th day of April, 1959, changing its name to that of "Fort Investments Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13993-60)

Les Fournisseurs Laurentiens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 12th day of June, 1961, to "Les Fournisseurs Laurentiens Inc.", reducing its capital from \$150,000 to \$40,000, the capital stock annulled being divided into 8,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13686-61)

Grand'Mère Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Magic Hosiery Co. Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 9th day of September, 1958, changing its name to that of "Grand'Mère Mills Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13765-61)

Gray Autograph Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gray Autograph (Quebec) Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 5th day

par lettres patentes en date du 5e jour de juillet 1960, changeant son nom en celui de « Gray Audograph Canada Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13285-60)

The Green Publication Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de mai 1961, à la compagnie « The Green Publication Inc. », augmentant son capital de \$30,000 à \$58,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 280 actions ordinaires de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11787-61)

La Huronne, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 avril 1961, à la compagnie « La Huronne, Limitée », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 900 actions classe « A » de \$5 chacune et en 3,600 actions privilégiées classe « B » de \$25 chacune, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$10,150.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13687-61)

Hygrade Food Products Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1961, à la compagnie « Hygrade Food Products Incorporated », augmentant son capital de \$40,000 à \$510,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11423-61)

L'Imprimerie Yamaska

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 mars 1961, à la compagnie « L'Imprimerie Yamaska », augmentant son capital de \$10,000 à \$330,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-0 RAYMOND DOUVILLE.

of July, 1960, changing its name to that of "Gray Audograph Canada Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

- RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13285-60)

The Green Publication Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Green Publication Inc.", increasing its capital from \$30,000 to \$58,000, the additional capital stock being divided into 280 common shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11787-61)

La Huronne, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of April, 1961, to "La Huronne, Limitée", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 900 class "A" shares of \$5 each and 3,600 class "B" preferred shares of \$25 each, the amount with which the company will carry on its operations shall be fixed at no less than \$10,150.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13687-61)

Hygrade Food Products Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hygrade Food Products Incorporated", increasing its capital from \$40,000 to \$510,000, the additional capital stock being divided into 4,700 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11423-61)

L'Imprimerie Yamaska

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 15th day of March, 1961, to "L'Imprimerie Yamaska", increasing its capital from \$10,000 to \$330,000, the additional capital stock being divided into 200 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13857-61)

Les Industries Treco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juillet 1961, à la compagnie « Les Industries Treco Inc. », 1° réduisant son capital de \$100,000 à \$96,500, le capital-actions annulé étant divisé en 35 actions communes de \$100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$96,500 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 535 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-0

(A.G. 13857-61)

Les Industries Treco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 25th day of July, 1961, to "Les Industries Treco Inc.", 1. reducing its capital stock from \$100,000 to \$96,500, the cancelled share capital being divided into 35 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from \$96,500 to \$250,000, the additional share capital being divided into 535 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 25, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 13034-61)

**Inter-Presse, Inc.
Inter-Press, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juin 1961, à la compagnie « Inter-Presse, Inc. — Inter-Press, Inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° réduisant son capital de \$22,000 à \$2,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 3° augmentant son capital ainsi réduit de \$2,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions communes de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune; 4° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à sept.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-0

(A.G. 13034-61)

**Inter-Presse, Inc.
Inter-Press, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 9th day of June, 1961, to "Inter-Presse, Inc. — Inter-Press, Inc.", 1. altering the provisions of its letters patent; 2. reducing its capital stock from \$22,000 to \$2,000, the cancelled share capital being divided into 2,000 preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock thus reduced from \$2,000 to \$60,000, the additional share capital being divided into 8,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$50 each; 4. increasing the number of its directors from three to seven.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 9, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 13766-61)

Lacroix & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juillet 1961, à la compagnie « Les Entreprises Québec-Rimouski Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 août 1957, changeant son nom en celui de « Lacroix & Frères Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-0

(A.G. 13766-61)

Lacroix & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 19th day of July, 1961, to "Les Entreprises Québec-Rimouski Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 6, 1957, changing its name into that of "Lacroix & Frères Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 11910-61)

Lemay Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 juillet 1961, à la compagnie « Lemay & Gagné Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 mai 1958, changeant son nom en celui de « Lemay Construction Ltée ».

(A.G. 11910-61)

Lemay Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 5th day of July, 1961, to "Lemay & Gagné Limitée" incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent of May 6, 1958, changing its name into that of "Lemay Construction Ltée".

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 5 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13691-61)

Pierre L'Heureux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 juillet 1961, à la compagnie « Spécialités Pyro Inc. — Pyro Specialties Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 juin 1960, changeant son nom en celui de « Pierre L'Heureux Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 17 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11382-61)

Les Loisirs St-Gérard Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juin 1961, à la corporation « Les Loisirs St-Gérard Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 9 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10907-61)

MacDonald Tobacco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de juillet 1961, à la compagnie « MacDonald Tobacco Inc. », diminuant son capital de \$655,000 à \$145,000, le capital-actions annulé étant divisé en 5,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 4e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11353-61)

McNamara Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juin 1961, à la compagnie « McNamara (Quebec) Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour de février 1956, changeant son nom en celui de « McNamara Quebec Limited ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 7e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 5th day of July, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13691-61)

Pierre L'Heureux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of July, 1961, to "Spécialités Pyro Inc. — Pyro Specialties Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 6, 1960, changing its name into that of "Pierre L'Heureux Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 17th day of July, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11382-61)

Les Loisirs St-Gérard Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June 9, 1961, to "Les Loisirs St-Gérard Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary,
on June 9, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10907-61)

MacDonald Tobacco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "MacDonald Tobacco Inc.", reducing its capital from \$655,000 to \$145,000, the capital stock annulled being divided into 5,100 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of July, 1961.

58649-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11353-61)

McNamara Quebec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "McNamara (Quebec) Limited", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 12th day of February, 1956, changing its name to that of "McNamara Quebec Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of June, 1961.

58649-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13855-61)

Mesco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 août 1961, à la compagnie « Mesco Inc. », augmentant son capital de \$60,000 à \$230,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune, 7,500 actions classe « A » de \$10 chacune et en 20,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 13855-61)

Mesco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of August, 1961, to "Mesco Inc.", increasing its capital stock from \$60,000 to \$230,000, the additional share capital being divided into 7,500 preferred shares of \$10 each, 7,500 class "A" shares of \$10 each and 20,000 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 13307-61)

L. N. Messier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 juin 1961, à la compagnie « L. N. Messier Limitée », modifiant et étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 13307-61)

L. N. Messier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of June, 1961, to "L. N. Messier Limitée", altering and extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 12746-61)

La Métallurgie de St-Raphaël Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 juillet 1961, à la compagnie « La Métallurgie de St-Raphaël Ltée », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions communes de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 12746-61)

La Métallurgie de St-Raphaël Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of July, 1961, to "La Métallurgie de St-Raphaël Ltée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 6,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 12173-61)

Edgar Milot Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 avril 1961, à la compagnie « Edgar Milot Inc. », abrogeant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58649-o

(A.G. 12173-61)

Edgar Milot Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of April, 1961, to "Edgar Milot Inc.", repealing certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58649

(P.G. 12342-61)

Morgan & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juillet 1961, à la compagnie « Morgan & Co. Ltd. », augmentant son capital de \$1,000,000 à \$1,240,000, le capital-

(A.G. 12342-61)

Morgan & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of July, 1961, to "Morgan & Co. Ltd.", increasing its capital stock from \$1,000,000 to \$1,240,000, the additional share capital being

actions additionnel étant divisé en 240,000 actions privilégiées classe « C » de \$1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12042-61)

Motel Chez Nous Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1961, à la compagnie « Le Motel St. Martin Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 16 avril 1957, 1° changeant son nom en celui de « Motel Chez Nous Ltée »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,600 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12485-61)

North American Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juin 1961, à la compagnie « North American Utilities Corporation », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1946, changeant son nom en celui de « North American Holdings Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10222-61)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux
de Les Escoumins Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 mai 1961, à la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Les Escoumins Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13000-61)

**Les Oeuvres du Club Kinsmen
de Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 juillet 1961, à la corporation « Les Oeuvres du Club Kinsmen de Québec Inc. », modifiant et étendant ses pouvoirs.

dividés en 240,000 preferred class « C » shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12402-61)

Motel Chez Nous Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of June, 1961, to « Le Motel St. Martin Ltée », incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 16, 1957, 1. changing its name into that of « Motel Chez Nous Ltée »; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 1,600 class « A » preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12485-61)

North American Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to « North American Utilities Corporation », incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 23rd day of December, 1946, changing its name to that of « North American Holdings Ltd. ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10222-61)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux
de Les Escoumins Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May 31, 1961, to « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Les Escoumins Inc. », extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 31, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13000-61)

**Les Oeuvres du Club Kinsmen
de Québec Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July 29, 1961, to « Les Oeuvres du Club Kinsmen de Québec Inc. », altering and extending its powers.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 20 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13321-61)

Orbit Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de juillet 1961, à la compagnie « Kay Cleaners East End Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Orbit Cleaners Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11961-61)

**Orphelinat Italien St-Joseph
(Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 mai 1961, à la corporation « Institut Italien St-Joseph — Istituto Italiano S. Giuseppe », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 mai 1921, changeant son nom en celui de « Orphelinat Italien St-Joseph (Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe) ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 29 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13603-61)

Oxygène Côte Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 juillet 1961, à la compagnie « Service d'Oxygène Côte Nord Inc. — North Shore Oxygen Service Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 janvier 1957, changeant son nom en celui de « Oxygène Côte Nord Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 28 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13764-61)

Pacemaker Homes Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de juillet 1961, à la compagnie « P. Laporta Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par

Given at the office of the Provincial Secretary,
on July 20, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13321-61)

Orbit Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kay Cleaners East End Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 31st day of March, 1959, changing its name to that of "Orbit Cleaners Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 20th day of July, 1961.

58649-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11961-61)

**Orphelinat Italien St-Joseph
(Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May 29, 1961, to "Institut Italien St-Joseph — Istituto Italiano S. Giuseppe", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of May 4, 1921, changing its name to "Orphelinat Italien St-Joseph (Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)".

Given at the office of the Provincial Secretary,
on May 29, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13603-61)

Oxygène Côte Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of July, 1961, to "Service d'Oxygène Côte Nord Inc. — North Shore Oxygen Service Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 23, 1957, changing its name to "Oxygène Côte Nord Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
on July 28, 1961.

58649 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13764-61)

Pacemaker Homes Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "P. Laporta Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 14th day of January,

lettres patentes en date du 14e jour de janvier 1956, changeant son nom en celui de « Pacemaker Homes Corp. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13598-61)

Parenteau-Gratton Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 juillet 1961, à la compagnie « E. Parenteau Ltée — Ltd », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 15 juillet 1955, changeant son nom en celui de « Parenteau-Gratton Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13001-61)

Ernest Pitt & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de juillet 1961, à la compagnie « Ernest Pitt & Son Inc. », 1° amendant et modifiant les dispositions de ses lettres patentes par l'imposition de restrictions sur le transfert des actions de son capital-actions; 2° convertissant ses 4,000 actions de catégorie « A » de \$5 chacune en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11941-61)

**Place Fleur-de-Lis Shopping District Inc.
Le Quartier Commercial
Place Fleur-de-Lis Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de mars 1961, à la compagnie « Place Fleur de Lys Shopping District Inc.—Le Quartier Commercial Place Fleur de Lys Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1960, changeant son nom en celui de « Place Fleur-de-Lis Shopping District Inc.—Le Quartier Commercial Place Fleur-de-Lis Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12091-61)

Principal Entreprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

1956, changing its name to that of "Pacemaker Homes Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13598-61)

Parenteau-Gratton Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 13th day of July, 1961, to "E. Parenteau Ltée — Ltd", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of July 15, 1955, changing its name into that of "Parenteau-Gratton Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13001-61)

Ernest Pitt & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ernest Pitt & Son Inc.", 1. amending and modifying the provisions of its letters patent by the imposition of restrictions on the transfer of shares of its capital stock; 2. converting its 4,000 class "A" shares of \$5 each into 4,000 common shares of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11941-61)

**Place Fleur-de-Lis Shopping District Inc.
Le Quartier Commercial
Place Fleur-de-Lis Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Place Fleur de Lys Shopping District Inc.—Le Quartier Commercial Place Fleur de Lys Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 26th day of April, 1960, changing its name to that of "Place Fleur-de-Lis Shopping District Inc.—Le Quartier Commercial Place Fleur-de-Lis Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12091-61)

Principal Entreprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mai 1961, à la compagnie « Principal Entreprises Ltd. », 1° réduisant son capital de \$5,000 à \$2,000, le capital-actions annulé étant divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$2,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,930 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait à ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13622-61)

**Les Produits Alimentaires La Pérade Inc.
La Pérade Food Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 juillet 1961, à la compagnie « Fromage Champlain Cheese Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er décembre 1950, changeant son nom en celui de « Les Produits Alimentaires La Pérade Inc. — La Pérade Food Products Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12559-61)

Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de mai 1961, à la compagnie « Reading Anthracite Canadian Company Limited — La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26e jour de juillet 1928, changeant son nom en celui de « Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12920-61)

**Rouanda Heating Inc.
Chauffage Rouanda Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 juin 1961, à la compagnie « Bess-Heat Incorporated », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 décembre 1957, changeant son nom en celui de « Rouanda Heating Inc. — Chauffage Rouanda Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

Governor of the Province of Quebec, dated the 1st day of May, 1961, to "Principal Entreprises Ltd.", 1. reducing its capital stock from \$5,000 to \$2,000, the cancelled share capital being divided into 300 common shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from \$2,000 to \$200,000, the additional share capital being divided into 1,930 preferred class "A" shares of \$100 each and 500 preferred class "B" shares of \$10 each; 3. altering the provisions of its letters patent in such matters as concern its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13622-61)

**Les Produits Alimentaires La Pérade Inc.
La Pérade Food Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the July 11th day of July, 1961, to "Fromage Champlain Cheese Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 1, 1950, changing its name into that of "Les Produits Alimentaires La Pérade Inc. — La Pérade Food Products Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12559-61)

Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Reading Anthracite Canadian Company Limited — La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 26th day of July, 1928, changing its name to that of "Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649-0

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12920-61)

**Rouanda Heating Inc.
Chauffage Rouanda Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 8th day of June, 1961, to "Bess-Heat Incorporated", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 4, 1957, changing its name to "Rouanda Heating Inc. — Chauffage Rouanda Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 8, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13762-61)

Rouville Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 juillet 1961, à la compagnie « Rouville Construction Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13762-61)

Rouville Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 20th day of July, 1961, to "Rouville Construction Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12782-61)

St. Adolphe Construction and Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de juin 1961, à la compagnie « St. Adolphe Development and Construction Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11e jour d'avril 1961, changeant son nom en celui de « St. Adolphe Construction and Development Corp. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12782-61)

St. Adolphe Construction and Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Adolphe Development and Construction Corp.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 11th day of April, 1961, changing its name to that of "St. Adolphe Construction and Development Corp."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13871-61)

St. Martin Equipment & Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'août 1961, à la compagnie « St. Martin Tire & Supply Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10e jour de mars 1953, changeant son nom en celui de « St. Martin Equipment & Supply Limited ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13871-61)

St. Martin Equipment & Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Martin Tire & Supply Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 10th day of March, 1953, changing its name to that of "St. Martin Equipment & Supply Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12751-61)

St. Régis Paving & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 mai 1961, à la compagnie « St. Régis Paving & Supplies Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 février 1959, changeant son nom en celui de « St. Régis Paving & Supplies Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12751-61)

St. Régis Paving & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 31st day of May, 1961, to "St. Régis Paving & Supplies Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 20, 1959, changing its name to "St. Régis Paving & Supplies Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 31, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13602-61)

St. Sauveur Golf Club

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé

(A.G. 13602-61)

St. Sauveur Golf Club

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary

par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juillet 1961, à la corporation « St. Sauveur Golf Club », modifiant et étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13599-61)

Le Salon Matignon Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de juillet 1961, à la compagnie « Samuel Mintz Enterprises Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27e jour de janvier 1953, changeant son nom en celui de « Le Salon Matignon Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12344-61)

Service Social de Joliette

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juin 1961, à la « Corporation du Service d'Assistance du Diocèse de Joliette », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 avril 1951, 1° changeant son nom en celui de « Service Social de Joliette »; 2° étendant ses pouvoirs par l'augmentation du montant des biens immobiliers que peut posséder ladite corporation de \$50,000 à \$300,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12970-61)

Sherbrooke Wood Products, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 juillet 1961, à la compagnie « Sherbrooke Wood Products, Inc. », augmentant son capital de \$50,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées 6% de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,**
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11349-61)

Sicard Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juin 1961, à la compagnie « Sicard Enterprises Inc. », réduisant son capital

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated July 14, 1961, to "St. Sauveur Golf Club", altering and extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13599-61)

Le Salon Matignon Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Samuel Mintz Enterprises Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 27th day of January, 1953, changing its name to that of "Le Salon Matignon Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12344-61)

Service Social de Joliette

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated June 9, 1961, to "Corporation du Service d'Assistance du Diocèse de Joliette", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of April 13, 1951, 1. changing its name to "Service Social de Joliette"; 2. extending its powers by increasing the amount of the value of the immoveable property which said corporation may hold from \$50,000 to \$300,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 9, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12970-61)

Sherbrooke Wood Products, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 20th day of July, 1961, to "Sherbrooke Wood Products, Inc." increasing its capital stock from \$50,000 to \$150,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares 6% of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11349-61)

Sicard Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 9th day of June, 1961, to "Sicard Enterprises Inc.", reducing its capital from \$150,000 to

de \$150,000 à \$100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 130 actions ordinaires émises de \$100 chacune et en 370 actions privilégiées non-émises de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12969-61)

Star Uniforms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9^e jour de juin 1961, à la compagnie « Stratford Clothes Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11^e jour de janvier 1950, changeant son nom en celui de « Star Uniforms Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12201-61)

Summit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1^{er} jour de mai 1961, à la compagnie « Investment Consultants Corporation », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27^e jour de mars 1957, changeant son nom en celui de « Summit Corporation ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1^{er} jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11223-61)

Super Marché Montour Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 juillet 1961, à la compagnie « Super Marché R. Mayrand Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 décembre 1958, changeant son nom en celui de « Super Marché Montour Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12916-61)

**Taxi Aérodrôme —
Montreal International —
Autobus et Taxis Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juin 1961, à la compagnie

\$100,000, the capital stock annulled being divided into 130 issued common shares of \$100 each and 370 unissued preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12969-61)

Star Uniforms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Stratford Clothes Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 11th day of January, 1950, changing its name to that of "Star Uniforms Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12201-61)

Summit Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Investment Consultants Corporation", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 27th day of March, 1957, changing its name to that of "Summit Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11223-61)

Super Marché Montour Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 12th day of July, 1961, to "Super Marché R. Mayrand Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 29, 1958, changing its name into that of "Super Marché Montour Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12916-61)

**Taxi Aérodrôme —
Montreal International —
Autobus et Taxis Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 6th day of June, 1961, to "Airport Taxi Service

« Airport Taxi Service Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 mars 1961, changeant son nom en celui de « Taxi Aérodrôme — Montreal International — Autobus et Taxis Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12752-61)

Terres Noires Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 juillet 1961, à la compagnie « Société de Culture des Terres Noires Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 novembre 1958, changeant son nom en celui de « Terres Noires Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13236-61)

**Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 juin 1961, à la compagnie « Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada », augmentant son capital de \$6,000,000 à \$9,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12781-61)

Treder Construction Ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1961, à la compagnie « Treder Construction Ltée-Ltd. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° convertissant 100 de ses 200 actions privilégiées de \$100 chacune en 100 actions classe « A » de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12857-61)

United Red Feather Services

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de juillet 1961, à la compagnie « Welfare Federation of Montreal », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9e jour de novembre 1922,

Inc. », incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 22, 1961, changing its name to "Taxi Aérodrôme — Montreal International — Autobus et Taxis Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 6, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12752-61)

Terres Noires Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 13th day of July, 1961, to "Société de Culture des Terres Noires Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 3, 1958, changing its name into that of "Terres Noires Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13236-61)

**Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 23rd day of June, 1961, to "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", increasing its capital stock from \$6,000,000 to \$9,000,000, the additional share capital being divided into 300,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 23, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12781-61)

Treder Construction Ltée-Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 30th day of May, 1961, to "Treder Construction Ltée-Ltd.", 1. extending its powers; 2. converting 100 of its 200 preferred shares of \$100 each into 100 shares class "A" of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12857-61)

United Red Feather Services

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Welfare Federation of Montreal", incorporated in virtue of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 9th day of November, 1922, changing its name to that of

changeant son nom en celui de « United Red Feather Services ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13192-60)

J. P. Vincent & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juin 1961, à la compagnie « J. P. Vincent & Frères Ltée », augmentant son capital de \$75,000 à \$115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11915-61)

The White Eagle Polish Society Incorporated

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1961, à la compagnie « The White Eagle Polish Society Incorporated », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13520-61)

Williams Chev.-Olds. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de juillet 1961, à la compagnie « Turpin Motors Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25e jour de novembre 1954, changeant son nom en celui de « Williams Chev.-Olds. Ltd ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12555-61)

Winnil Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juin 1961, à la compagnie « Mount Royal Foundations Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « Winnil Construction Co. Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

« United Red Feather Services ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13192-60)

J. P. Vincent & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 16th day of June, 1961, to « J. P. Vincent & Frères Ltée », increasing its capital from \$75,000 to \$115,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11915-61)

The White Eagle Polish Society Incorporated

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « The White Eagle Polish Society Incorporated », extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13520-61)

Williams Chev.-Olds. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Turpin Motors Ltée », incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 25th day of November, 1954, changing its name to that of « Williams Chev.-Olds. Ltd ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12555-61)

Winnil Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Mount Royal Foundations Ltd. », incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 18th day of September, 1959, changing its name to that of « Winnil Construction Co. Ltd. ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649-0 Assistant Secretary of the Province.

**Action en séparation
de biens**

Poltrini vs Parizeau

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 547660. Dame Rolande Poltrini, ménagère, épouse commune en biens de Roger Parizeau, domiciliée au No 1895 rue Maisonneuve, Montréal, et dûment autorisée aux fins des présentes, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Roger Parizeau, entrepreneur plâtrier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une actions en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ème jour d'août 1961.

Le Procureur de la demanderesse,

ME J. A. DUPUIS.

20 est, rue St-Jacques, suite 28-29,
Montréal.

58687-0

**Action for separation
as to property**

Poltrini vs Parizeau

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 547660. Dame Rolande Poltrini, housewife, wife common as to property of Roger Parizeau, domiciled at 1895 Maisonneuve Street, Montreal, and duly authorized for the purposes of these presents, of the city and district of Montreal, plaintiff vs Roger Parizeau, plasterer contractor, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on August 29, 1961.

ME J. A. DUPUIS,

Attorney for the plaintiff.

20 St. James East, suite 28-29,
Montreal.

58687-0

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1827

Québec, le 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement des Maisons Hertel de la Fresnière et de Gannes, aux Trois-Rivières, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des affaires culturelles:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (S.R.Q., 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51, et par la loi du Ministère des affaires culturelles, 9-10 Elizabeth II, chapitre 23), le classement fait par la Commission des monuments historiques par résolution du 25 mai 1961, du consentement du propriétaire, des Maisons Hertel de la Fresnière et de Gannes situées respectivement sur les lots numéros 2129 et 2130 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la cité de Trois-Rivières, soit approuvé;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement des immeubles précités ait force de loi à compter de cette publication.

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

58680-0

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1827

Quebec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the "Maisons Hertel de la Fresnière et de Gannes", at Trois-Rivières, in accordance with the Historic Monuments' and Sites Act.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT, in accordance with section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of act 15-16 George VI, chapter 24, amended by act 4-5 Elizabeth II, chapter 51, and under the Act of the Department of Cultural Affairs, 9-10 Elizabeth II, chapter 23), the classification made by the Commission of Historic Monuments and Sites, by resolution of May 25, 1961, with the consent of the owner, of the "Maison Hertel de la Fresnière et de Gannes" respectively situated on lots numbers 2129 and 2130 on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the city of Trois-Rivières, be approved;

THAT the present order in council be published in the *Quebec Official Gazette* and that the classification of the above mentioned immovables have the force of the law as from the date of this publication.

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

58680

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1852

Québec, le 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Réserve de Pohénégamook.

ATTENDU qu'il se construit une station de télévision sur la montagne Bleue, à Pelletier, comté de Kamouraska;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1852

Québec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Pohénégamook Reserve.

WHEREAS there is a television station being erected on "Montagne Bleue", at Pelletier, county of Kamouraska;

ATTENDU QUE la montagne Bleue est située partie dans le canton Parke et partie dans le canton Pohénégamook;

ATTENDU QUE la chasse et le port d'armes sont prohibée dans le canton Parke qui est une réserve forestière cantonale et qu'il y aurait lieu de prohiber également la chasse et le port d'armes sur les lots 20 à 34 dans le canton Pohénégamook et ceci, pour la protection de ceux qui se rendront au studio de télévision.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le territoire comprenant les lots 20 à 34 du rang I, canton Pohénégamook, soit maintenant connu sous le nom de Réserve de Pohénégamook;

QUE toute chasse et le port d'armes y soient prohibés à l'année longue.

L. DÉSILETS,
58679-o Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1833
Section « D »

Québec, 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 juin 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Les mots « d'une épaisseur supérieure à .0598 de pouce » sont ajoutés après les mots « relatives à l'utilisation du métal en feuille » apparaissant à la fin du paragraphe « i » de l'article I.

2° Sujet à l'augmentation générale mentionnée au paragraphe c-5 de l'article IV, l'échelle de salaires des magasiniers apparaissant au paragraphe « a » dudit article IV est remplacée par la suivante:

	Par semaine		
	Zones I	II	III
« Magasinier en charge	\$71.55	\$68.85	\$67.50
Magasinier:			
1ère année.....	43.20	41.85	40.95
2ème année.....	46.35	44.55	43.65
3ème année.....	54.00	52.00	51.00
4ème année.....	62.00	60.00	59.00
5ème année.....	69.30	63.00	61.20 »

WHEREAS "Montagne Bleue" is partly situated in the township of Parke and partly in the township of Pohénégamook;

WHEREAS hunting and the carrying of firearms are prohibited in the township of Parke which is a township forestry reserve and that it is deemed expedient to also prohibit hunting and the carrying of firearms on lots 20 and 34 in the township of Pohénégamook and this, for the protection of those who go to the television studio.

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, on the recommendation of the Minister of Game and Fisheries:

THAT the territory comprising lots 20 to 34 of range I, township Pohénégamook, be presently known under the name of Reserve of Pohénégamook;

THAT any hunting and the carrying of firearms be therein prohibited year-in, year-out.

L. DÉSILETS,
58679 Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1833
Section "D"

Québec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the metal trades in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Québec, rendered obligatory by decree number 973 of June 30, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 30, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. The words "thicker than .0598 of an inch." are added after the words "with sheet metal" appearing at the end of paragraph "i" of article I.

2. Subject to the general increase mentioned in paragraph c-5 of article IV, the scale of wages for storemen appearing in paragraph "a" of article IV is replaced by the following:

	Per week		
	Zones I	II	III
"Storeman in charge...	\$71.55	\$68.85	\$67.50
Storeman:			
1st year.....	43.20	41.85	40.95
2nd year.....	46.35	44.55	43.65
3rd year.....	54.00	52.00	51.00
4th year.....	62.00	60.00	59.00
5th year.....	69.30	63.00	61.20"

3° Le paragraphe « b » de l'article IV est modifié en remplaçant les termes « 4ème année, 1er 10% », « 4ème année, 2ème 10% », « 4ème année, 3ème 10% » par les termes « 5ème année, 1er semestre », « 5ème année, 2ème semestre », « 6ème année, 2ème semestre », respectivement.

4° Le paragraphe « c » de l'article VII est radié et remplacé par le suivant :

« c) Au terme de sa quatrième année d'apprentissage, l'apprenti peut demander de subir un examen devant le Bureau des Examineurs. Suivant le résultat, il est classé compagnon ou poursuit son apprentissage. Dans ce dernier cas, lorsqu'il a atteint sa 6ème année, 2ème semestre, il doit subir un examen devant le Bureau des Examineurs; suivant le résultat obtenu, il est classé compagnon ou demeure apprenti 6ème année, 2ème semestre. Cet examen peut être répété à toutes les périodes additionnelles d'une année d'apprentissage. »

5° Le paragraphe « c » de l'article VIII est modifié en y remplaçant les mots « son 3ème 10% d'augmentation » par les mots « sa 6ème année, 2ème semestre ».

58650-o

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

3. Paragraph "b" of article IV is amended by replacing items "4th year, 1st 10%", "4th year, 2nd 10%", "4th year, 3rd 10%", by items "5th year, 1st six months", "5th year, 2nd six months", "6th year, 2nd six months", respectively.

4. Paragraph "c" of article VII is replaced by the following:

"c) At the expiration of his 4th year of apprenticeship, the apprentice may sit for an examination before the Board of Examiners. According to the results, he is either classified as journeyman or continues his apprenticeship. In the latter case, he shall, at the time of entering upon the sixth year, second six months, sit for an examination before the Board of Examiners. According to the results of such examination, he is either classified as journeyman or remains a 6th year, 2nd six months apprentice. Such examination can be repeated after every additional apprenticeship period of one year.

5. Paragraph "c" of article VIII is amended by replacing the words "when they obtain their 3rd 10% increase" by the words "when they enter upon the 6th year, 2nd six months."

58650-o

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1833
Section « H »

Québec, 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des Matériaux de construction, relativement à l'administration du décret régissant l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des Matériaux de construction, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 878 du 7 juin 1960, section « E », amendé par l'arrêté en conseil numéro 1398 du 14 juin 1961, section « G », relativement à l'administration du décret numéro 660 du 19 juin 1958, régissant l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 novembre 1961, aux mêmes taux et conditions.

58650-o

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1874
Section « A »

Québec, 7 septembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1833
Section "H"

Quebec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Building materials Joint Committee, relating to the administration of the decree governing the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Materials Joint Committee, authorized by a by-law approved by order in council number 878 of June 7, 1960, section "E", amended by Order in Council number 1398 of June 14, 1961, section "G" relating to the administration of the decree number 660 of June 19, 1958, governing the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal, be again extended until November 30, 1961 with the same rates and conditions.

58650-o

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1874
Section "A"

Quebec, September 7, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the commercial establishments in the town of St-Félicien and a radius of five (5) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective

collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1297 du 26 novembre 1953 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 juin 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1297, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Duration du travail*: a) L'heure dont fait mention le décret est l'heure légale en vigueur dans la juridiction territoriale.

b) La semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures pour les salariés des deux sexes, réparties de la façon suivante:

1. De 8.30 a.m. à 5.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi.

2. De 8.30 a.m. à 9 p.m. le vendredi et la veille des fêtes chômées.

c) Tout salarié a droit à une heure et quinze minutes (1.15) pour le repas du midi, et les jours où il doit retourner au travail le soir, à une (1) heure pour le repas du soir.

d) Toutefois, en ce qui concerne les employés féminins des magasins de nouveauté au détail ainsi que des établissements commerciaux communément appelés \$0.05 - \$0.10 - \$0.15 ou « bazars », le travail ne doit commencer qu'à 9 a.m. tous les jours de la semaine et la semaine de travail ne doit pas dépasser 46 heures.

e) L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 9 p.m. sans rémunération supplémentaire, les trois (3) jours ouvrables précédant la veille de Noël. Cependant, la veille de Noël, le travail se termine à 6 p.m.

f) En aucun cas, l'employeur ne peut faire travailler ses salariés à la vente après les heures mentionnées au présent article.

g) La répartition des heures de travail fixée au présent article ne s'applique pas aux pharmacies, aux magasins de fleurs et aux établissements assujettis au décret où l'on vend principalement des périodiques, des journaux et du tabac.

h) Si le système de double équipe devient nécessaire dans un établissement, les heures de travail sont réparties suivant les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent en aucun cas celles mentionnées au présent paragraphe « b » du présent article.

2° Les mots « le jour d'Actions-de-Grâces » sont ajoutés après les mots « la fête du Travail » apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe « a » de l'article IV.

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

Catégories:	Par semaine	
	Hommes	Femmes
Chef de département	\$68.00	\$43.50
Comptable:		
1ère année	50.00	40.00
2ème année	55.00	
3ème année	60.00	

labour agreement relating to the commercial establishments in the town of St-Félicien and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by decree number 1297 of November 26, 1953 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 23, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1297, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:

« III. *Duration of labour*: a) The hours mentioned in the decree shall be based on the time in force in the territorial jurisdiction.

b) The standard work week consists of forty-nine (49) hours for male and female employees. These hours of work are distributed as follows:

1. From 8:30 a.m. to 5:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday.

2. From 8:30 a.m. to 9:00 p.m. on Friday and holiday eves.

c) Every employee is entitled to one hour and fifteen minutes (1:15) for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when time is worked by the employee in the evening.

d) However, for female employees of retail novelty stores and of commercial establishments called \$0.05 - \$0.10 - \$0.15 stores or « bazaars », work shall begin at 9:00 a.m. every day of the week and the work week shall not exceed 46 hours.

e) Employers may keep their employees to work until 9:00 p.m. without extra pay on the three (3) working days preceding Christmas eve. However, on Christmas eve, work shall cease at 6:00 p.m.

f) The employer shall not have sales work performed by his employees outside the hours mentioned in the present section.

g) The distribution of working hours, as determined by the present section, does not apply to drug-stores, florists' shops nor to establishments subject to the decree selling mostly periodicals, newspapers and tobacco.

h) Should the double shift system become necessary in an establishment, the hours of work shall be distributed according to the needs of the concern, but shall never exceed the hours mentioned in subsection « b » of this section.

2. The words « Thanksgiving Day » will be added after the words « Labour Day » appearing in the second sub-paragraph of paragraph « a » of article IV.

3. Article VI is replaced by the following:

« VI. *Minimum wages*: The minimum wage rates shall be as follows:

Catégories:	Per week	
	Male	Female
Departmental manager	\$68.00	\$43.50
Accountant:		
1st year	50.00	40.00
2nd year	55.00	
3rd year	60.00	

Catégories:	Par semaine	
	Hommes	Femmes
Livreur:		
1ère année	\$35.00	
2ème année	40.00	
3ème année	45.00	
4ème année	50.00	
5ème année	55.00	
Boucher	70.00	
Vendeur à commission ou solli- citeur	50.00	
	l'heure	
Livreur à bicyclette	0.64	
Commis: (épicerie-boucherie)		
1ère année	0.64	\$ 0.64
	Par semaine	
2ème année	32.00	30.75
3ème année	37.00	30.75
4ème année	42.00	32.00
5ème année	47.00	34.00
6ème année	52.00	37.00
7ème année	57.00	42.00
Commis: (autres établissements commerciaux)		
1ère année	0.64	0.64
	Par semaine	
2ème année	32.00	29.50
3ème année	37.00	29.50
4ème année	42.00	32.00
5ème année	47.00	34.00
6ème année	52.00	37.00
7ème année	57.00	42.00

Categories:	Per week	
	Male	Female
Delivery man:		
1st year	\$35.00	
2nd year	40.00	
3rd year	45.00	
4th year	50.00	
5th year	55.00	
Butcher	70.00	
Commission salesmen	50.00	
	Per hour	
Delivery employee with bicycle	0.64	
Clerk: (Grocery-butcher shop)		
1st year	0.64	\$ 0.64
	Per week	
2nd year	32.00	30.75
3rd year	37.00	30.75
4th year	42.00	32.00
5th year	47.00	34.00
6th year	52.00	37.00
7th year	57.00	42.00
Clerk: (Other commercial esta- blishments)		
1st year	0.64	0.64
	Per week	
2nd year	32.00	29.50
3rd year	37.00	29.50
4th year	42.00	32.00
5th year	47.00	34.00
6th year	52.00	37.00
7th year	57.00	42.00

Employé de bureau, caissier ou caissière, aide-boucher et aide-livreur: même taux que les commis.

Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant. »

C. LARICHELÈRE,

58650-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

Office employee, cashier, butcher's helper and delivery man's helper: same rates as clerks.

Commission salesmen shall not be held responsible for sales approved by the employer or his manager."

C. LARICHELÈRE,

58650-o Deputy Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1471

Québec, le 30 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de la vieille église Eaton située à Eaton Corner, comté de Compton, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

ATTENDU QUE, « La Société du Musée Historique du comté de Compton », propriétaire de la vieille église Eaton, située à Eaton Corner, comté de Compton, a demandé à la Commission des Monuments Historiques, par résolution adoptée le 9 mars 1961, de classer cet immeuble comme monument historique;

ATTENDU QUE, par résolution en date du 28 avril 1961, la Commission des Monuments historiques a fait le classement de l'immeuble précité;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, R.S.Q. 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51 et par la Loi du ministère des affaires culturelles, sanctionnée le 24 mars 1961 (Bill No 18), le classement d'immeubles, fait par la Commission des Monuments historiques du consentement du propriétaire, devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du conseil exécutif, sur la recommandation de la commission, et a force de loi à compter de la

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1471

Quebec, June 30, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the old Eaton church, situated at Eaton Corner, county of Compton, under the Historic Monuments' and Sites' Act.

WHEREAS "La Société du Musée Historique du comté de Compton", proprietor of the old Eaton church, situated at Eaton Corner, county of Compton, has asked the Historic Monuments Commission, by a resolution adopted on March 9, 1961, to classify said immoveable as a historic monument;

WHEREAS, by a resolution dated April 28, 1961, the Historic Monuments Commission has made the classification of the aforementioned immoveable;

WHEREAS pursuant to section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act, R.S.Q. 1941, chapter 70, replaced by section 1 of act 15-16 George VI, chapter 24, amended by act 4-5 Elizabeth II, chapter 51 and by the Act of the Department of Cultural Affairs, sanctioned on March 24, 1961, (Bill No. 18) the classification of immoveables, made by the Historic Monuments Commission, with the consent of the proprietor, becomes final after having been approved, with or without alteration, by a decree of the Executive Council, upon the recommendation of the Commission, and has the force of law from and after the publi-

publication de ce décret dans la *Gazette officielle de Québec* ou à compter de la date fixée à cette fin par le conseil exécutif.

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition de l'honorable ministre des affaires culturelles:

QUE le classement fait par la Commission des Monuments historiques, par résolution du 28 avril 1961, de la vieille église Eaton située à Eaton Corner, comté de Compton, soit approuvé;

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement de l'immeuble précité ait force de loi à compter de cette publication.

L. DÉSILETS,

58680-0

Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1472

Québec, le 30 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil,

CONCERNANT le classement de deux (2) chapelles de procession, dans la paroisse de St-Louis de l'Île-aux-Coudres, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

ATTENDU QUE, par résolution du 27 mars 1961, la Commission des Monuments historiques a, fait le classement de deux (2) chapelles de procession, situées dans la paroisse de St-Louis de l'Île-aux-Coudres, sur les lots numéros 119 et 131 du cadastre de l'Île-aux-Coudres;

ATTENDU QUE, le propriétaire de ces immeubles consent à leur classement comme monuments historiques;

ATTENDU QU'EN VERTU de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, S.R.Q. 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 Geo. VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Eliz. II, chapitre 51 et par la Loi du ministère des affaires culturelles, sanctionnée le 24 mars 1961 (bill No 18) le classement fait par la Commission des Monuments historiques, du consentement du propriétaire, devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du conseil exécutif, sur la recommandation de la commission, et a force de loi à compter de la publication de ce décret dans la *Gazette officielle de Québec* ou à compter de la date fixée à cette fin par le conseil exécutif.

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition de l'Honorable ministre des affaires culturelles:

QUE le classement fait par la Commission des Monuments historiques, par résolution du 27 mars 1961, de deux (2) chapelles de procession, situées dans la paroisse de St-Louis de l'Île-aux-Coudres, sur les lots numéros 119 et 131 du cadastre de l'Île-aux-Coudres, soit approuvé;

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement des immeubles précités ait force de loi à compter de cette publication.

L. DÉSILETS,

58680-0

Greffier du Conseil Exécutif.

cation of said decree in the *Quebec Official Gazette*, or from and after the date fixed for this purpose by the Executive Council.

THEREFORE, it has been ordered, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification made by the Historic Monuments Commission, by a resolution dated April 28, 1961, of the old Eaton church, situated at Eaton Corner, county of Compton, be approved;

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette*, and that the classification of this aforementioned immoveable have the force of law from and after the date of this publication.

L. DÉSILETS,

58680

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1472

Québec, June 30, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of two (2) chapels for processions, in the parish of St-Louis de l'Île-aux-Coudres, under the Historic Monuments' and Sites' Act.

WHEREAS, by a resolution dated March 27, 1961, the Historic Monuments Commission has made the classification of two (2) chapels for processions, situated in the parish of St-Louis de l'Île-aux-Coudres, on lots number 119 and 131, in the cadaster of l'Île-aux-Coudres;

WHEREAS the proprietor of these immoveables has consented to their classification as Historic Monuments;

WHEREAS, pursuant to section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act, R.S.Q., 1941, chapter 70, replaced by section 1 of Act 15-16 Geo. VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Eliz. II, chapter 51, and by the Act of the Department of Cultural Affairs, sanctioned on March 24, 1961 (Bill No. 18), the classification made by the Historic Monuments Commission, with the approval of the proprietor, becomes final after having been approved, with or without alteration, by a decree of the Executive Council, upon the recommendation of the commission, and has the force of law from and after the publication of this decree in the *Quebec Official Gazette*, or from and after the date fixed for this purpose by the Executive Council.

THEREFORE, it has been ordered, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification, made by the Historic Monuments Commission, by a resolution dated March 27, 1961, of two (2) chapels for processions, situated in the parish of St-Louis de l'Île-aux-Coudres, on lots number 119 and 131, in the cadaster of l'Île-aux-Coudres, be approved;

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette* and that the classification of the aforementioned immoveables have the force of law from and after this publication.

L. DÉSILETS,

58680

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1473

Québec, le 30 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de l'ancien collège St-Michel et des immeubles attenants à ce collège, à Vaudreuil, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

ATTENDU QUE, le 11 avril 1961, la Société Historique Vaudreuil Soulanges a demandé à la Commission des Monuments historiques de classer comme monuments historiques l'ancien collège St-Michel à Vaudreuil et les immeubles attenants à ce collège, situés sur les lots numéros 164 et 165 aux plan et livres de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil;

ATTENDU QUE, par résolution en date du 28 avril 1961, la Commission des Monuments historiques a fait le classement des immeubles précités;

ATTENDU QU'EN VERTU DE l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques S.R.Q., 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 Geo. VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Eliz. II, chapitre 51 et par la Loi du ministère des affaires culturelles, sanctionnée le 24 mars 1961 (bill no 18), le classement d'immeubles, fait par la Commission des Monuments historiques, du consentement du propriétaire, devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du conseil exécutif, sur la recommandation de la Commission et a force de loi à compter de la publication de ce décret dans la *Gazette officielle de Québec* ou à compter de la date fixée à cette fin par le conseil exécutif.

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition de l'honorable ministre des affaires culturelles;

QUE le classement fait par la Commission des Monuments historiques, par résolution du 28 avril 1961, de l'ancien collège St-Michel, à Vaudreuil, et des immeubles attenants à ce collège, situés sur les lots numéros 164 et 165 aux plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil soit approuvé;

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement des immeubles précités ait force de loi à compter de cette publication.

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

58680-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1473

Quebec, June 30, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the former St-Michel College and of the immoveables adjoining this college, at Vaudreuil, under the Historic Monuments' and Sites' Act.

WHEREAS, on April 11, 1961, "La Société Historique Vaudreuil-Soulanges" asked the Historic Monuments Commission to classify as a historic monument the former St-Michel College at Vaudreuil, and the immoveables adjoining this college, situated on lots number 164 and 165 in the official plan and book of reference of the village of St-Michel de Vaudreuil;

WHEREAS, by a resolution dated 28, 1961, the Historic Monuments Commission has made the classification of the aforementioned immoveables;

WHEREAS, pursuant to section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act, R.S.Q. 1941, chapter 70, replaced by section 1 of Act 15-16 Geo. VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Eliz. II, chapter 51 and by the Act of the Department of Cultural Affairs, sanctioned on March 24, 1961 (Bill No. 18), the classification of immoveables, made by the Historic Monuments Commission, with the consent of the proprietor, becomes final after having been approved, with or without alteration, by a decree of the Executive Council, upon the recommendation of the Commission, and has the force of law from and after the publication of this decree in the *Quebec Official Gazette*, or from and after the date fixed for this purpose by the Executive Council.

THEREFORE, it has been ordered, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Cultural Affairs;

THAT the classification, made by the Historic Monuments Commission, by a resolution dated April 28, 1961, of the former St-Michel College, in Vaudreuil, and of the immoveables adjoining this college, situated on lots number 164 and 165 in the official plan and book of reference of the village of St-Michel de Vaudreuil be approved;

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette* and that the classification of the aforementioned immoveables have the force of law from and after this publication.

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

58680

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1523

Québec, le 6 juillet 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement et l'acquisition du manoir Couillard-Dupuis, à Montmagny, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des affaires culturelles:

QU'EN VERTU DE l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, S.R.Q. 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 Geo. VI chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Eliz. II chapitre 51 et par la Loi du ministère des affaires culturelles, sanctionnée le 24 mars 1961 (bill No 18), le classement comme monu-

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1523

Quebec, July 6, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification and the acquisition of "manoir Couillard-Dupuis", in Montmagny, under the Historic Monuments' and Sites' Act.

IT HAS BEEN ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT pursuant to section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act, R.S.Q. 1941, chapter 70, replaced by section 1 of Act 15-16 Geo. VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Eliz. II, chapter 51 and by the Act of the Department of Cultural Affairs, sanctioned on March 24, 1961 (Bill No. 18), the classification as historic monuments of

ments historiques du manoir Couillard-Dupuis ainsi que d'un four à pain situés sur le lot numéro 114 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, fait par la Commission des Monuments historiques, par résolution du 27 mars 1961, du consentement du propriétaire, soit approuvé;

QUE la partie du présent arrêté en conseil ayant trait au classement du manoir Couillard-Dupuis, à Montmagny, ainsi que d'un four à pain, soit publiée dans la *Gazette officielle de Québec* et que tel classement ait force de loi à compter de la date de cette publication.

C. LARICHELIERE,

58680-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1524

Québec, le 6 juillet 1961.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, de l'église de l'Hôtel-Dieu à Québec, et de certains tableaux et objets précieux qu'elle contient.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, (S.R.Q., 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16, George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5, Elizabeth II, chapitre 51, et par la Loi du ministère des Affaires culturelles, sanctionnée le 24 mars 1961 (bill numéro 18), le classement fait par la Commission des monuments historiques, par résolution du 25 mai 1961, de l'église de l'Hôtel-Dieu, à Québec, appartenant à la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, soit approuvé;

Qu'en vertu des articles 6 et 12 de la même loi, le classement fait par la Commission des monuments historiques, par résolution du 25 mai 1961, des tableaux et objets précieux placés dans cette église et ci-après énumérés, soit également approuvé:

1° Tableaux:

- a) Descente de la croix (Plamondon);
- b) Vision de Sainte-Thérèse, (Ménageot);
- c) Saint-Antoine de Padoue, (Triaud, copie de Ferrus);
- d) Les douze apôtres et les évangélistes (Tisset ou Dulongpré, repeinte par Triaud en 1831);

2. Objets précieux:

- a) statue en chêne de Notre-Dame de Toutes-Grâces, à l'autel latéral gauche;
- b) un grand crucifix sauvé de l'incendie de 1755;
- c) le crucifix outragé, au-dessus du tabernacle du maître-autel;
- d) ornement noir, dalmatiques, étole et manipules, donnés par la duchesse d'Aiguillon en 1675;
- e) missel romain avec appliques d'argent, datant de 1761;
- f) pupitre porte-missel en bois, aux armes de la duchesse d'Aiguillon;
- g) burettes et plateau (1642), encensoir, ciboire en vermeil martelé, dons de M. Danno Marche, orfèvre, de Paris;
- h) calice donné par la duchesse de Berry;
- i) bénitier et goupillon, provenant de la chapelle des Jésuites et remis à l'Hôtel-Dieu par le Gouvernement anglais, vers 1800;

the "manoir Couillard-Dupuis" as well as a bread oven situated on lot number 114 according to the official plan and Book of Reference of the parish of Saint-Thomas de Montmagny, made by the Historic Monuments Commission, by a resolution adopted on March 27, 1961, with the approval of the proprietor, be approved;

THAT the part of the present Order-in-Council concerning the classification of the "manoir Couillard-Dupuis", in Montmagny, as well as the bread oven, be published in the *Quebec Official Gazette*, and that such a classification have the force of law from and after the date of this publication.

C. LARICHELIERE,

58680 Deputy Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1524

Quebec, July 6, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification, under the Historic Monuments' and Sites' Act of the Hôtel-Dieu Church in Quebec, and of certain paintings and precious objects which it contains.

IT HAS BEEN ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT pursuant to section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act (R.S.Q. 1941, chapter 70, replaced by section 1 of Act 15-16 George VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51, and by the Act of the Department of Cultural Affairs, sanctioned on March 24, 1961 (Bill number 18), the classification, made by the Historic Monuments Commission, by a resolution dated May 25, 1961, of the Hôtel-Dieu Church in Quebec, belonging to "La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec", be approved;

THAT, pursuant to sections 6 and 12 of the same Act, the classification made by the Historic Monuments Commission, by a resolution dated May 25, 1961, of the paintings and precious objects placed in this church, and hereinafter enumerated, also be approved:

1. Paintings;

- a) Descent from the Cross (Plamondon);
- b) Vision of Sainte-Thérèse (Ménageot);
- c) Saint Anthony of Padua (Triaud, copy of Ferrus);
- d) The twelve apostles and the evangelists (Tisset or Dulongpré, repainted by Triaud in 1831).

2. Precious objects:

- a) Oak statue of Notre-Dame de Toutes-Grâces, on the left side altar;
- b) a large crucifix saved from the fire of 1755;
- g) the desecrated crucifix, above the Tabernacle of the Main Altar;
- d) a black ornament, dalmatic, stole and maniples, given by the Duchess d'Aiguillon in 1675;
- e) roman missal with silver appliqués, dated from 1761;
- f) a wooden desk missal-stand, with the arms of the Duchess d'Aiguillon;
- g) altar-cruets and tray (1642), censer, ciborium of beaten silver-gilt, a gift of Mr. Danno Marche, gold and silver smith, of Paris;
- h) chalice given by the Duchess of Berry;
- i) a holy-water basin and aspergillum, coming from the Jesuit Chapel, and given to the Hôtel-Dieu by the English Government around 1800;

j) lampe du sanctuaire, donnée par M. de Courcelles, en 1663.

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement des immeubles et des objets précieux précités ait force de loi à compter de la date de sa publication.

C. LARICHELIÈRE,

58680-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1890

Québec, le 7 septembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et les municipalités des paroisses de Saint-Jean l'Évangéliste (comté de Saint-Jean) et Saint-Athanase (comté d'Iberville).

ATTENDU QUE l'article 35 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 Geo. VI chapitre 20 et ses amendements) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il juge que les circonstances le justifient, étendre l'application de ladite loi à toute municipalité ou territoire situé dans un rayon de cinq milles d'une cité ou d'une ville;

ATTENDU QUE la Commission des loyers a soumis dans un rapport en date du 21 juin 1961, qu'il est conforme à l'esprit et au but de ladite loi:

a) que la municipalité de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le comté de Saint-Jean, soit considérée, pour les fins de ladite loi, faire partie de la municipalité de la cité de Saint-Jean;

b) que la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase, dans le comté d'Iberville, soit considérée, pour les fins de ladite loi, faire partie de la municipalité de la ville d'Iberville;

IL EST ORDONNÉ EN CONSÉQUENCE, sur la proposition du Secrétaire de la province;

a) que la municipalité de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le comté de Saint-Jean, soit considérée, à compter du 16 septembre 1961, pour les fins de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, faire partie de la municipalité de la cité de Saint-Jean et soumise à l'application de ladite loi;

b) que la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase, dans le comté d'Iberville, soit considérée, à compter du 16 septembre 1961, pour les fins de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, faire partie de la municipalité de la ville d'Iberville et soumise à l'application de ladite loi.

C. LARICHELIÈRE,

58649-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

j) a sanctuary lamp, given by Mr. de Courcelles, in 1663.

THAT the present Order-in-Council be published in the *Quebec Official Gazette*, and that the classification of the aforementioned immovables and precious objects have the force of law from and after the date of this publication.

C. LARICHELIÈRE,

58680 *Deputy Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1890

Quebec, September 7, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Act to promote conciliation between lessees and property-owners and the municipalities of the parishes of Saint-Jean l'Évangéliste (county of Saint John's) and Saint-Athanase (county of Iberville).

WHEREAS, pursuant to section 35 of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (14-15 Geo. VI, chapter 20 and its amendments) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may, when he believes that the circumstances justify it, extend the application of said Act to all municipalities or territories situated within a five-mile radius of a city or town:

WHEREAS the Rental Commission has submitted in a report dated June 21, 1961, that it is in conformity with the spirit and purpose of said Act:

a) that the municipality of the parish of Saint-Jean l'Évangéliste, in the county of Saint John's, be considered, for the purposes of said Act, as forming a part of the municipality of the city of Saint John's;

b) that the municipality of the parish of Saint-Athanase, in the county of Iberville, be considered, for purposes of said Act, as forming a part of the town of Iberville;

IT HAS BEEN ORDERED, THEREFORE, upon the recommendation of the Secretary of the Province:

a) that the municipality of the parish of Saint-Jean l'Évangéliste, in the county of Saint John's, be considered, from and after September 16, 1961, for the purposes of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, as forming a part of the municipality of the city of Saint John's, and to submitted to the application of said Act;

b) that the municipality of the parish of Saint-Athanase, in the county of Iberville, be considered, from and after September 16, 1961, for the purposes of the Act to promote conciliation between lessees and property owners as forming a part of the municipality of the town of Iberville, and be submitted to the application of said Act.

C. LARICHELIÈRE,

58649 *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

La Coopérative d'Électricité de Sept-Iles

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu la copie d'une résolution de l'Office de l'électrification rurale, approuvant la fusion, conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi de l'électrification rurale,

Miscellaneous Notices

La Coopérative d'Électricité de Sept-Iles

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received a copy of a resolution of the Rural Electrification Bureau, approving the amalgamation, pursuant to the provisions of section 30 of the Rural Electrifica-

9 George VI, chapitre 48, telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 30, des coopératives d'électricité « Coopérative d'Électricité de Baie Trinité » et « Coopérative d'Électricité de Sept Îles », sous le nom de « La Coopérative d'Électricité de Sept-Îles ».

Le siège social de la nouvelle coopérative d'électricité est situé à Sept-Îles.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

Ville de St-Eustache

Avis est par les présentes donné que la « Ville de St-Eustache » demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, suivant le paragraphe deux de l'article deux de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233), l'émission en sa faveur de lettres patentes à l'effet de modifier sa charte en remplaçant l'article cinq du chapitre 106 de la loi 2-3 Elizabeth II, par l'article 143 de la Loi des cités et villes.

Le Procureur de la Ville de St-Eustache,
58696-37-2 RICHARD LA CHARITÉ.

tion Act, 9 George VI, chapter 48, as amended by Act 10, George VI, chapter 30, of the electricity cooperatives "Coopérative d'Électricité de Baie Trinité" and "Coopérative d'Électricité de Sept Îles", under the name of "La Coopérative d'Électricité de Sept-Îles".

The head office of the new electricity cooperative is situated at Sept-Îles.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 *Assistant Secretary of the Province,*

Town of St-Eustache

Notice is hereby given that the "Town of St-Eustache" will ask the Lieutenant-Governor in Council, according to paragraph two of article two of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 233) the issuing in its favor of letters patent to the effect of amending its charter by replacing article five of chapter 106 of the act 2-3 Elizabeth II, by article 143 of the Cities and Towns Act.

RICHARD LA CHARITÉ,
58696-37-2-o *Attorney for the Town of St-Eustache*

Chartes — Abandon de

Modern Plumbing & Heating Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Modern Plumbing & Heating Ltd. », demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Val d'Or, ce 2 septembre 1961.

Le Procureur de la compagnie,
58657-o ARMAND GILBERT, *notaire.*

Stella Construction Corporation

Avis est donné que la compagnie « Stella Construction Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 31e jour d'août 1961.

Le Secrétaire,
58658 JUMEN WILDSTEIN.

Rigaud Shopping Centre Ltd Centre d'Achats de Rigaud Ltée

Avis est par les présentes donné que « Rigaud Shopping Centre Ltd — Centre d'Achats de Rigaud Ltée » qui a son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 7 septembre 1961.

Le Secrétaire,
58668-o PAUL CLERMONT.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11809-61)

Columbus Textile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

Charters — Surrender of

Modern Plumbing & Heating Ltd.

Take notice that the company "Modern Plumbing & Heating Ltd.", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Given at Val d'Or, September 2, 1961.

ARMAND GILBERT, notary.
58657 *Attorney for the company.*

Stella Construction Corporation

Notice is hereby given that "Stella Construction Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 31st day of August, 1961.

JUMEN WILDSTEIN,
58658-o *Secretary.*

Rigaud Shopping Centre Ltd Centre d'Achats de Rigaud Ltée

Notice is hereby given that "Rigaud Shopping Centre Ltd — Centre d'Achats de Rigaud Ltée", with its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, September 7, 1961.

PAUL CLERMONT,
58668-o *Secretary.*

Companies Dissolved

(A.G. 11809-61)

Columbus Textile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Columbus Textile Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 31 mai 1961.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14792-60)

**Le Comité Industriel
de Fort Chambly Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Le Comité Industriel de Fort Chambly Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 mars 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12272-60)

La Corporation de Finance d'Amos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « La Corporation de Finance d'Amos Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er décembre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10289-61)

**Expansion of Canada Construction Co. Ltd.
Expansion du Canada Construction Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Expansion of Canada Construction Co. Ltd. — Expansion du Canada Construction Cie Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 17 mars 1956.

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Columbus Textile Co. Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 31, 1961.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14792-60)

**Le Comité Industriel
de Fort Chambly Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Comité Industriel de Fort Chambly Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 18, 1958.

Notice is also given that from and after August 30, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12272-60)

La Corporation de Finance d'Amos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Corporation de Finance d'Amos Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 1, 1951.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10289-61)

**Expansion of Canada Construction Co. Ltd.
Expansion du Canada Construction Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Expansion of Canada Construction Co. Ltd. — Expansion du Canada Construction Cie Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 17, 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10187-61)

Lucien Forestier Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Lucien Forestier Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 17 février 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11164-61)

E. A. Zakibe Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « E. A. Zakibe Realities Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 6 août 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10476-61)

United Debenture Investment Corporation 1936

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « United Debenture Investment Corporation 1936 », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 février 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15279-60)

**Lithographie St-Michel Inc.
St-Michel Lithographing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10187-61)

Lucien Forestier Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lucien Forestier Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 17, 1954.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11164-61)

E. A. Zakibe Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "E. A. Zakibe Realities Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 6, 1946.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10476-61)

United Debenture Investment Corporation 1936

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "United Debenture Investment Corporation 1936", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 3, 1936.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 15279-60)

**Lithographie St-Michel Inc.
St-Michel Lithographing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Lithographie St-Michel Inc. — St-Michel Lithographing Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 26 août 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lithographie St-Michel Inc. — St-Michel Lithographing Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 26, 1957.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 10102-61)

Sifto Salt Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Sifto Salt Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 novembre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 10102-61)

Sifto Salt Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sifto Salt Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 16, 1954.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11075-61)

La Compagnie de Téléphone Perkins, Limitée

Perkins Telephone Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Compagnie de Téléphone Perkins, Limitée — Perkins Telephone Company Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 mars 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11075-61)

La Compagnie de Téléphone Perkins, Limitée

Perkins Telephone Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Téléphone Perkins, Limitée — Perkins Telephone Company Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 29, 1926.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58649

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11073-61)

Miss Montreal (Dorval) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Miss Montreal (Dorval) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 mai 1954.

(A.G. 11073-61)

Miss Montreal (Dorval) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Miss Montreal (Dorval) Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 11, 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10641-61)

Meco Art Studios Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Meco Art Studios Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 22 juillet 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15233-60)

Industries du Lac du Cerf Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Industries du Lac du Cerf Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 28 juillet 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10474-61)

**Grandchamp Quebec Mining
and Exploration Company Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Grandchamp Quebec Mining and Exploration Company Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 10 avril 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14894-60)

Groleau & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10641-61)

Meco Art Studios Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Meco Art Studios Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 22, 1949.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 15233-60)

Industries du Lac du Cerf Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Industries du Lac du Cerf Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 28, 1942.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10474-61)

**Grandchamp Quebec Mining
and Exploration Company Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Grandchamp Quebec Mining and Exploration Company Limited" (No Personal Liability), incorporated under of the Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated April 10, 1957.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14894-60)

Groleau & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Groleau & Frères Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 juillet 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58649-o RAYMOND DOUVILLE.

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Groleau & Frères Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 27, 1951.

Notice is also given that from and after August 31, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58649 Assistant Secretary of the Province.

**Divers
Compagnies**

(P.G. 13387-53)

Goldmark Optical Supplies Ltd.

Règlement numéro V

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant un règlement de la compagnie « Goldmark Optical Supplies Ltd. » (ici nommée la « compagnie ») ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est diminué de quatre (4) à trois (3), de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera composé de trois (3) directeurs.

2° Deux (2) directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à celui sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement ».

Vraie copie certifiée du règlement numéro V de la compagnie « Goldmark Optical Supplies Ltd. », tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires d'icelle le 10 août 1961.

Le Secrétaire,
58652-o RUTH GOLDSTONE.

(P.G. 12689-60)

Les Loisirs de Brownsburg Inc.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 29 août 1961, approuvé les règlements généraux de « Les Loisirs de Brownsburg Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58653-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15502-60)

**Metropolitan Plumbing & Heating
Contractors Limited**

La Plomberie Métropolitaine Limitée

Règlement concernant l'augmentation du nombre des directeurs.

« Sur proposition dûment secondée et adoptée à l'unanimité, il est décrété que le nombre des directeurs de la compagnie soit et est augmenté de quatre (4) à sept (7) ».

Certifiée vraie copie d'un règlement de la compagnie ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 1er août 1961.

Le Secrétaire,
58654-o ROMÉO GAGNON.

**Miscellaneous
Companies**

(A.G. 13387-53)

Goldmark Optical Supplies Ltd.

By-law number V

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Goldmark Optical Supplies Ltd." (herein called "the Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four (4) to three (3), so that the board of directors of the company shall be composed of three (3) directors.

2. Two (2) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law".

Certified true copy of by-law number V of "Goldmark Optical Supplies Ltd.", as adopted by the directors and approved by the shareholders thereof on August 10, 1961.

RUTH GOLDSTONE,
58652-o Secretary.

(A.G. 12689-60)

Les Loisirs de Brownsburg Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on August 29, 1961, approved the general by-laws of "Les Loisirs de Brownsburg Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 30, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58653 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 15502-60)

**Metropolitan Plumbing & Heating
Contractors Limited**

La Plomberie Métropolitaine Limitée

By-law concerning the increasing of the number of directors.

"Upon the recommendation duly seconded and unanimously adopted, it has been decreed that the number of directors of the company be and it is increased from four (4) to seven (7)".

Certified true copy of a by-law of the above-mentioned company, as adopted by the directors and approved by the shareholders on August 1, 1961.

ROMÉO GAGNON,
58654 Secretary.

(P.G. 14802-59)

Rodwick Inc.

Règlement AA

1° Le nombre des directeurs de la compagnie « Rodwick Inc. » est diminué de quatre à trois directeurs, de sorte que le conseil d'administration sera dorénavant composé de trois directeurs desquels deux formeront un quorum.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement AA adopté par le conseil d'administration et unanimement sanctionné, ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Rodwick Inc. », convoquée à cette fin et tenue le 29e jour de mai 1961.

(Sceau)
58655-o

Le Secrétaire,
MARK SHISHAKLY.

(A.G. 14802-59)

Rodwick Inc.

By-law AA

1. The number of directors of "Rodwick Inc." is reduced from four to three directors, so that the board of directors shall hereafter be composed of three directors of whom two shall form a quorum.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified a true copy of by-law AA adopted by the board of directors and unanimously sanctioned, ratified and confirmed at a special general meeting of the shareholders of "Rodwick Inc.", called for the purpose and held on the 29th day of May, 1961.

(Seal)
58655-o

MARK SHISHAKLY,
Secretary.

(P.G. 12309-57)

Supreme Dyeing Co. Ltd.

Règlement 3A

Diminuant le nombre des directeurs de six (6) à trois (3).

Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil de trois directeurs, chacun desquels au moment de son élection et durant toute la durée de son mandat devra être un actionnaire dans la compagnie, au montant d'au moins une action et n'aura pas arriérages relativement tous appels sur icelle.

Vraie copie certifiée.
Montréal, 17 août 1961.

58656

Supreme Dyeing Co. Ltd.,
Le Secrétaire,
MURRAY DIAMOND.

(A.G. 12309-57)

Supreme Dyeing Co. Ltd.

By-law 3A

Decreasing the number of directors from six (6) to three (3).

The affairs of the company shall be managed by a board of three directors, each of whom at the time of his election and throughout the term of his office shall be a shareholder in the company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect to any calls thereon.

Certified true copy.
Montreal, August 17, 1961.

58656-o

Supreme Dyeing Co. Ltd.,
MURRAY DIAMOND,
Secretary.

(P.G. 11953-61)

Harterre Schools Inc.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 7 septembre 1961, approuvé les règlements numéros I et II de « Harterre Schools Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 septembre 1961.

58665

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11953-61)

Harterre Schools Inc.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, by-laws numbers I and II of "Harterre Schools Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on September 7, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

58665-o

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11782-61)

Service des Loisirs St-Maurice Inc.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 8 septembre 1961, approuvé les règlements généraux du « Service des Loisirs St-Maurice Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 septembre 1961.

58666-o

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11782-61)

Service des Loisirs St-Maurice Inc.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, the general by-laws of "Service des Loisirs St-Maurice Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on September 8, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

58666

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11768-56)

La Corporation des Psychologues de la Province de Québec
The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 7 septembre 1961, approuvé les

(A.G. 11768-56)

La Corporation des Psychologues de la Province de Québec
The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Compa-

amendements apportés aux règlements généraux de « La Corporation des Psychologues de la Province de Québec — The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58667-o

(P.G. 12872-56)

Trois-Rivières Ski Club Inc.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 7 septembre 1961, approuvé les règlements généraux de la corporation « Trois-Rivières Ski Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58688-o

(Sec. P. 1596-23)

Chelsea Place Gardens

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 11 septembre 1961, approuvé les règlements généraux de la compagnie « Chelsea Place Gardens », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58697

(P.G. 13868-60)

Institut de la Tour Inc.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 11 septembre 1961, approuvé les règlements généraux de l'« Institut de la Tour Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58698-o

nies Act, the amendments to the general by-laws of « La Corporation des Psychologues de la Province de Québec — The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec », were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on September 7, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58667

(A.G. 12872-56)

Trois-Rivières Ski Club Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September 7, 1961, approved the general by-laws of « Trois-Rivières Ski Club Inc. », and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58688

(P. Sec. 1596-23)

Chelsea Place Gardens

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act, by-laws Nos. 17 and 18 of « Chelsea Place Gardens » were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 11, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58697-o

(A.G. 13868-60)

Institut de la Tour Inc.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, the general by-laws of the « Institut de la Tour Inc. », were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 11, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58698

Lettres patentes

Letters Patent

École Marguerite de Lajemmerais

École Marguerite de Lajemmerais

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Sœurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 juin 1961, constituant en corporation l'« École Marguerite de Lajemmerais ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en les cité et district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58709-o

Notice is hereby given that under the provisions of the Act amending the charter of La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (commonly called the Grey Nuns), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 15, 1961, incorporating the « École Marguerite de Lajemmerais ».

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city and district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58709

**École Normale du Sacré-Cœur
de St-André Avellin**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapitre 176), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 juin 1961, constituant en corporation l'« École Normale du Sacré-Cœur de St-André Avellin ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la municipalité de St-André Avellin, district de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58710-o RAYMOND DOUVILLE.

École Secondaire d'Youville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Sœurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 juin 1961, constituant en corporation l'« École Secondaire d'Youville ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58711-o RAYMOND DOUVILLE.

Institution des Sourdes-Muettes, Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapitre 176), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 juin 1961, constituant en corporation l'« Institution des Sourdes-Muettes, Montréal ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal, district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58712-o RAYMOND DOUVILLE.

**École Secondaire Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17 mai 1961, constituant en corporation l'« École Secondaire Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58713-o RAYMOND DOUVILLE.

Institut Notre-Dame de Lourdes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques

**École Normale du Sacré-Cœur
de St-André Avellin**

Notice is hereby given that under the provisions of section 14 of the Act amending the charter of La Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapter 176), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 15, 1961, incorporating the "École Normale du Sacré-Cœur de St-André Avellin".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the municipality of St-André Avellin, district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58710 Assistant Secretary of the Province.

École Secondaire d'Youville

Notice is hereby given that under the provisions of the Act amending the charter of La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (commonly called the Grey Nuns), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 15, 1961, incorporating the "École Secondaire d'Youville".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Saint-Benoît, county of Two-Mountains, district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58711 Assistant Secretary of the Province.

Institution des Sourdes-Muettes, Montréal

Notice is hereby given that under the provisions of section 14 of the Act amending the charter of La Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapter 176), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 15, 1961, incorporating the "Institution des Sourdes-Muettes, Montréal".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Montreal, district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58712 Assistant Secretary of the Province.

**École Secondaire Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe**

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 17, 1961, incorporating the "École Secondaire Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58713 Assistant Secretary of the Province.

Institut Notre-Dame de Lourdes

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops

romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation l'« Institut Notre-Dame de Lourdes ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Jacques-Cartier.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58714-o RAYMOND DOUVILLE.

Institut Thevenet

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation l'« Institut Thevenet ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58715-o RAYMOND DOUVILLE.

Juvénat Sainte Foy (F. E. C.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17 mai 1961, constituant en corporation le « Juvénat Sainte Foy (F. E. C.) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Sainte-Foy.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58716-o RAYMOND DOUVILLE.

La Milice du Rosaire

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17 mai 1961, constituant en corporation « La Milice du Rosaire ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58717-o RAYMOND DOUVILLE.

Mont-Bénilde

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 mai 1961, constituant en corporation l'organisme dit « Mont-Bénilde ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Sainte-Angèle-de-Laval, comté de Nicolet.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58718-o RAYMOND DOUVILLE.

Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Institut Notre-Dame de Lourdes".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Jacques-Cartier.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58714 Assistant Secretary of the Province.

Institut Thevenet

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Institut Thevenet".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58715 Assistant Secretary of the Province.

Juvénat Sainte Foy (F. E. C.)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 17, 1961, incorporating the "Juvénat Sainte Foy (F. E. C)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Sainte-Foy.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58716 Assistant Secretary of the Province.

La Milice du Rosaire

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 17, 1961, incorporating "La Milice du Rosaire".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58717 Assistant Secretary of the Province.

Mont-Bénilde

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 24, 1961, incorporating the organism called "Mont-Bénilde".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Sainte-Angèle-de-Laval, county of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58718 Assistant Secretary of the Province.

Orphelinat Saint-Arsène

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9 juin 1961, constituant en corporation l'« Orphelinat Saint-Arsène ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

58719-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Farnham)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Farnham) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Farnham, comté de Missisquoi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

58720-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Granby)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1962, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Granby) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Granby, comté de Shefford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

58721-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Henryville)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Henryville) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Henryville, comté d'Iberville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

58722-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Philipsburg)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Philipsburg) ».

Orphelinat Saint-Arsène

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 9, 1961, incorporating the "Orphelinat Saint-Arsène".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

58719 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Farnham)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Farnham)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Farnham, county of Missisquoi.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

58720 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Granby)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Granby)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Granby, county of Shefford.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

58721 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Henryville)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Henryville)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Henryville, county of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

58722 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Philipsburg)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Philipsburg)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Philipsburg, comté de Missisquoi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58723-0 RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Philipsburg, county of Missisquoi.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58723 Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Saint-Aimé)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Saint-Aimé) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Aimé, comté de Richelieu.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58724-0 RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Saint-Aimé)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Saint-Aimé)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Saint-Aimé, county of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58724 Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Saint-Alexandre)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Saint-Alexandre) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Alexandre, comté d'Iberville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58725-0 RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Saint-Alexandre)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Saint-Alexandre)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Saint-Alexandre, county of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58725 Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Saint-Pie)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Saint-Pie) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Pie, comté de Bagot.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 11 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58726-0 RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Saint-Pie)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 14, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Saint-Pie)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Saint-Pie, county of Bagot.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58726 Assistant Secretary of the Province.

Présentation de Marie (Saint-Césaire)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation la « Présentation de Marie (Saint-Césaire) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Césaire, comté de Rouville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58727-0 RAYMOND DOUVILLE.

Présentation de Marie (Saint-Césaire)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the "Présentation de Marie (Saint-Césaire)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Saint-Césaire, county of Rouville.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58727 Assistant Secretary of the Province.

Le Prêt d'Honneur du Diocèse de Hauterive

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 Georges VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 mai 1961, constituant en corporation « Le Prêt d'Honneur du Diocèse de Hauterive ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Hauterive.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58728-0 RAYMOND DOUVILLE.

Le Prêt d'Honneur du Diocèse de Hauterive

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 24, 1961, incorporating "Le Prêt d'Honneur du Diocèse de Hauterive".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58728 Assistant Secretary of the Province.

Sièges sociaux**English and Mould (Quebec) Limited***Erratum*

Dans l'avis du changement du siège social de la compagnie précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 septembre 1961, à la page 3449, à la 5e ligne de la version française, veuillez lire « 18 mars 1960 » au lieu de « 18 mai 1960 ».

58584-x-0

Manon Chapeaux Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Manon Chapeaux Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31e jour de mai 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1455 rue Peel.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 5e jour de juin 1961.

(Seal) *Le Secrétaire-trésorier,*
58659 NATHAN GESSER.

La Société Financière du Québec, Ltée

Avis est donné que la compagnie « La Société Financière du Québec, Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 août 1961, et ayant son principal bureau d'affaires à L'Assomption, comté de L'Assomption, province de Québec, a établi ce bureau à L'Assomption, comté de L'Assomption.

À compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à L'Assomption, comté de L'Assomption, province de Québec, le 1er septembre 1961.

Le Président,
58660-0 ÉDOUARD ROY.

(P.G. 11188-61)

**Les Entreprises Quemont Ltée
Quemont Enterprises Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Quemont Ltée — Quemont Enterprises Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 7 mars 1961, et ayant

Head Offices**English and Mould (Quebec) Limited***Erratum*

In the notice of the changing of the above-mentioned company's head office, published in the *Quebec Official Gazette* on September 2, 1961, on page 3449, in the 5th line of the French version, please read "18 mars 1960" instead of "18 mai 1960".

58584-x-0

Manon Chapeaux Inc.

Notice is hereby given that "Manon Chapeaux Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 31st day of May, 1961, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 1455 Peel Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 5th day of June, 1961.

(Seal) NATHAN GESSER,
58659-0 Secretary-Treasurer.

La Société Financière du Québec, Ltée

Notice is hereby given that the company "La Société Financière du Québec, Ltée", incorporated by letters patent dated August the 8, 1961, and having its head office at L'Assomption, county of L'Assomption, Province of Quebec, has established this said office at L'Assomption, county of L'Assomption.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at L'Assomption, county of L'Assomption, this 1st September, 1961.

ÉDOUARD ROY,
58660-0 President.

(A.G. 11188-61)

**Les Entreprises Quemont Ltée
Quemont Enterprises Ltd.**

Notice is given that "Les Entreprises Quemont Ltée — Quemont Enterprises Ltd.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted under the provisions of the Quebec Companies Act, on March 7, 1961, and having its head office in the city of Hull, Province of

son bureau principal dans la cité de Hull, province de Québec, a établi son bureau au numéro 191, rue Principale, Hull, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 11e jour d'avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT JESSOP.

58661-o

Gole Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Gole Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 11e jour de février 1958, et ayant son siège social à Montréal, à 1,541 rue Crescent, l'a déménagé à 4,770 avenue Kent.

Daté à Montréal, ce 7e jour de septembre 1961.

(Seeau)
58662

Le Secrétaire,
MARVIN E. LEOPOLD.

Stanhar Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Stanhar Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 3e jour de mars 1956, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 2,185 rue Crescent, l'a déménagé à 4,770 avenue Kent.

Daté à Montréal, ce 7e jour de septembre 1961.

(Seeau)
58663

Le Secrétaire,
S. J. MARGOLESE.

Sussex Realities Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sussex Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 10e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal à 1,541 rue Crescent, l'a déménagé à 4,770 avenue Kent.

Daté à Montréal, ce 7e jour de septembre 1961.

(Seeau)
58664

Le Secrétaire,
MARVIN E. LEOPOLD.

Defelice (Québec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Defelice (Québec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10ième jour de janvier 1961, et ayant son principal bureau dans la ville de Québec a établi son bureau au numéro 25 de la rue St-Louis à Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 7e jour de septembre, 1961.

58669-o

Defelice (Québec) Limited,
Le Secrétaire,
CHARLES A. CANNON.

Parkside Place Association

Avis est donné que la compagnie « Parkside Place Association », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 9 janvier 1961, a situé son siège social à 15, Parkside Place, en la cité de Montréal, province de Québec.

Donné à Montréal, P.Q., ce 8e jour de septembre 1961.

58670

Le Secrétaire,
GRANT H. DAY.

Quebec, has established its office at number 191 Principale Street, Hull, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of April, 1961.

58661

ALBERT JESSOP,
Secretary-Treasurer.

Gole Investment Corp.

Notice is hereby given that "Gole Investment Corp.", incorporated by letters patent on the 11th day of February, 1958, and having its head office in Montreal at 1,541 Crescent Street, has moved it to 4,770 Kent Avenue.

Dated at Montreal, this 7th day of September, 1961.

(Seal)
58662-o

MARVIN E. LEOPOLD,
Secretary.

Stanhar Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Stanhar Holdings Inc.", incorporated by letters patent on the 3rd day of March, 1956, and having its head office in the city of Montreal at 2,185 Crescent Street, has moved it to 4,770 Kent Avenue.

Dated at Montreal, this 7th day of September, 1961.

(Seal)
58663-o

S. J. MARGOLESE,
Secretary.

Sussex Realities Ltd.

Notice is hereby given that "Sussex Realities Ltd.", incorporated by letters patent on the 10th day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal at 1,541 Crescent Street, has moved it to 4,770 Kent Avenue.

Dated at Montreal, this 7th day of September, 1961.

(Seal)
58664-o

MARVIN E. LEOPOLD,
Secretary.

Defelice (Québec) Limited

Notice is given that "Defelice (Québec) Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of January, 1961, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at 25 St. Louis Street, in Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 7th day of September, 1961.

58669

Defelice (Québec) Limited,
CHARLES A. CANNON,
Secretary.

Parkside Place Association

Notice is hereby given that "Parkside Place Association", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated January 9, 1961, has situated its head office at 15 Parkside Place, in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Given at Montreal, P.Q., this 8th day of September, 1961.

58670-o

GRANT H. DAY,
Secretary.

Les Petits Chanteurs de Granby Inc.*Règlement spécial « C »*

Lors de l'assemblée régulière du Comité civil « Les Petits Chanteurs de Granby Inc. », tenue le 26 mars dernier, à 10.30 heures de l'avant-midi, il a été proposé par Gérard Choquette appuyé par Edmond Leduc que le règlement No 5 soit amendé comme suit :

Le siège social de la corporation sera situé au No 57 de la rue Court, en la cité de Granby, soit en l'École du Christ Roi.

Copie certifiée des procès-verbaux.

Le Secrétaire-trésorier,

58671-0 MARCEL CHAPDELAINE, C.P.E.

(P.G. 13122-61)

Fury Speed Way Company Ltd.**La Compagnie Autodrome Furie Ltée**

Avis est donné que la compagnie « Fury Speed Way Co. Ltd.—La Compagnie Autodrome Furie Ltée », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 16 juin 1961, a établi sa principale place d'affaires au numéro 614 du boulevard Labelle à Fabreville, district de Montréal, et qu'à compter de cette date ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Fabreville, ce 14ième jour de juillet mil neuf cent soixante et un.

58689-0 ANATOLE LAVOIE.

Crédit Interprovincial Inc.

Avis est donné que la compagnie « Crédit Interprovincial Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 mai 1961 a établi son bureau en la Cité de Montréal, au numéro 31 ouest, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Donné à Montréal, ce 31ième jour d'août 1961.

(Sceau)

58699-0

Le Secrétaire,

PIERRE MERCIER.

Les Petits Chanteurs de Granby Inc.*Special by-law "C"*

At the regular meeting of the Civil committee of the "Les Petits Chanteurs de Granby Inc.", held on March 26 last, at 10:30 o'clock in the forenoon, it was proposed by Gérard Choquette, seconded by Edmond Leduc, that by-law No. 5 be amended as follows:

The head office of the corporation will be situated at No. 57 Court St., in the city of Granby, that is, in École du Christ Roi.

Certified true copy of the minutes.

MARCEL CHAPDELAINE, C.P.E.,

58671 Secretary-Treasurer.

(A.G. 13122-61)

Fury Speed Way Company Ltd.**La Compagnie Autodrome Furie Ltée**

Notice is given that "Fury Speed Way Co. Ltd.—La Compagnie Autodrome Furie Ltée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on June 16, 1961, has established its head place of business at number 614 Labelle Blvd. in Fabreville, district of Montreal, and that from and after this date the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Fabreville, this 14th day of July, one thousand nine hundred and sixty-one.

58689 ANATOLE LAVOIE.

Crédit Interprovincial Inc.

Notice is hereby given that "Crédit Interprovincial Inc.", incorporated by letters patent under date of May 10, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has established its principal office in the said city, at 31 St. James Street West.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 31st day of August 1961.

(Seal)

58699-0

PIERRE MERCIER,

Secretary.

Examens du Barreau**Bar Examinations****Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence**

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Roy.....	Éthelbert-Louis...	24	Cap-Chat.....	Université de Sacré-Cœur.
Lacroix.....	Louis-Édouard.....	21	Carleton.....	Université de Ste-Anne N.S.

Rimouski, le 5 septembre 1961 — Rimouski, September 5, 1961.

Le Secrétaire du Barreau, Section du Bas St-Laurent,

CHARLES-H. D'ANJOU,

Secretary of the Bar, Section of Lower St. Lawrence.

58693-0

Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bourgault.....	Pierre.....	20	Amos.
Bélanger.....	Paul.....	22	Cadillac.
Courtemanche.....	Louis-Brien.....	20	Malartic.

Val d'Or, le 5 septembre 1961 — Val d'Or, September 5, 1961.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,

CLAUDE ALLARD,

Secretary-Treasurer of Abitibi-Témiscamingue Bar.

58693-0

**Ministère des
Affaires municipales**

**Department of
Municipal Affairs**

Saint-Méthode-de-Frontenac

Conformément aux dispositions de l'article 131 du Code municipal, le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 7 août 1961 par le conseil municipal de Saint-Méthode-de-Frontenac, comté de Frontenac, il a décrété, en date du 30 août 1961, sous l'empire de l'article 130 du Code municipal, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolution ou ordres de la corporation de Saint-Méthode-de-Frontenac, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Québec, le 30 août 1961.

Le Ministre des Affaires municipales,

58674-o

RENÉ HAMEL, C.R.

Saint-Méthode-de-Frontenac

Pursuant to the provisions of section 131 of the municipal code, the undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on August 7, 1961, by the municipal council of Saint-Méthode-de-Frontenac, county of Frontenac, it has enacted that under date of August 30, 1961, under section 130 of the Municipal Code, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Saint-Méthode-de-Frontenac, save those required in the *Quebec Official Gazette*, shall, in future, be published in the French language only.

Quebec, August 30, 1961.

RENÉ HAMEL, Q.C.,

58674

Minister of Municipal Affairs.

Corporation Interurbaine de l'Île-Jésus

Le soussigné donne avis, sous l'autorité de l'article 8 de la Loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 134, la résolution adoptée le 14 juin 1961 par les commissaires de la « Corporation Interurbaine de l'Île Jésus », autorisant la Corporation Interurbaine de l'Île Jésus à imposer et prélever une taxe municipale de vente de 2%, dans tout le territoire soumis à sa juridiction, a été approuvée en date du 11 septembre 1961.

Cette résolution entrera en vigueur le 1er octobre 1961.

La Loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 134, prévoit qu'à compter de la date de l'imposition de la taxe prévue dans cette résolution, les articles des lois ci-après mentionnées sont abrogés:

Article 16 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 83, (ville de l'Abord-à-Plouffe);

Article 18 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 87, (cité de St-Martin);

Article 6 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 104, (ville de Laval-des-Rapides);

Article 14 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 85, (cité de Pont-Viau);

Article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 93, (ville de Ste-Rose);

Article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 123, (ville de Laval-Ouest).

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,

58674-o

JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

The Interurban Corporation of Ile-Jésus

The undersigned gives notice that, under the authority of section 8 of the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 134, the resolution adopted on June 14, 1961, by the Commissioners of the "The Interurban Corporation of Ile-Jésus", authorizing the Interurban Corporation of Ile-Jésus to impose and collect a municipal sales tax of 2%, in the whole of the territory under its jurisdiction, has been approved on September 11, 1961.

This resolution shall enter into force on October 1, 1961.

The Act 9-10 Elizabeth II, chapter 134, provides that as from the date of the imposition of taxes provided for in this resolution, the sections of the acts hereinafter mentioned are rescinded:

Section 16 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 83, (town of l'Abord-à-Plouffe);

Section 18 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 87, (city of St-Martin);

Section 6 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 104, (town of Laval-des-Rapides);

Section 14 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 85, (city of Pont-Viau);

Section 9 of the act 15-16 George VI, chapter 93, (town of Ste-Rose);

Section 7 of the act 14 George VI, chapter 123, (town of Laval-West).

Quebec, September 11, 1961.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

58674

Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Ministère de l'Agriculture
Industrie laitière**

**Department of Agriculture
Dairy Industry**

Re: Quotas à Montréal

Re: Quotas in Montreal

Ordonnance No 61-Sp-1

Order No. 61-Sp-1

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 8 septembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, September 8, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Alfred Cookman, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Nolasque April, president, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Alfred Cookman, commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

ATTENDU que le paragraphe 3 de l'article 13 de la Loi des produits laitiers donne à la Commission de l'Industrie Laitière, entre autres pouvoirs, celui de réglementer dans la province de Québec le mode d'achat, l'achat et le transport du lait;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne, société ou corporation exploitant une ou des usines de pasteurisation pour le commerce du lait à l'état nature dans la région de Montréal.

2° La région de Montréal, comprend l'île de Montréal, et l'île-Jésus; les cités de Jacques-Cartier, Longueuil et St-Lambert; les villes de Greenfield Park, LeMoyné, Mackayville, Montréal-Sud et Préville; le village de Boucherville; la paroisse de Ste-Famille-de-Boucherville; les municipalités de St-Hubert et Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, ainsi que le Port de Montréal.

3° Pour la région de Montréal seulement, l'article 2 de l'ordonnance No 52-Sp-IX du 3 septembre 1952, tel que modifié par l'article 1 de l'ordonnance No 52-Sp-IX-C du 27 février 1958 et par l'article 1 de l'ordonnance No 52-Sp-IX-D du 6 décembre 1960, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« 2. Dans la présente ordonnance, le mot « quota » signifie la moyenne des quantités de lait provenant du troupeau d'un producteur-fournisseur et expédiées par lui, quotidiennement, du 16 octobre de l'année précédente au 15 mars suivant inclusivement, à son usine de pasteurisation dans la région de Montréal et aux établissements laitiers approuvés par la Division de l'Inspection des Aliments de la cité de Montréal, soit:

La Coopérative des Producteurs de Lait de Montréal,

The Montreal Milk Producers' Co-Operative, Dalpé & Frère Cie, Usine-Factory No 1, Verchères,

The Borden Company Limited, Ormstown,

Champlain Industries Limited, Stanbridge,

J. J. Joubert Limitée, Nicolet,

Knowlton Creamery Registered, Knowlton ainsi qu'au établissements laitiers liés par contrats avec l'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal, soit:

Fromagerie Belle-Rivière Enregistrée, Sainte-Scholastique,

Vitalac Limitée, Sainte-Placide. »

4° Nonobstant les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance No 52-Sp-IX, tel que modifié, seul le lait expédié aux établissements laitiers précités comptera pour l'établissement des quotas.

5° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 octobre 1961.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,
ALFRED COOKMAN, commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

58695-o

WHEREAS paragraph 3, section 13, of the Dairy Industry Act gives the Dairy Industry Commission, among other powers, that of regulating within the Province of Quebec the manner of purchasing, the purchase and the transportation of milk;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order applies to any person, society or corporation operating one or more pasteurizing plants for the fluid milk trade in the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the Island of Montreal and Ile Jésus, the cities of Jacques Cartier, Longueuil and St. Lambert; the towns of Greenfield Park, LeMoyné, Mackayville, Montreal South and Préville; the village of Boucherville; the parish of St. Famille de Boucherville; the municipalities of St. Hubert and Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, and also the Port of Montreal.

3. For the region of Montreal only, section 2 of Order No. 52-Sp-IX of September 3, 1952, as modified by section 1 of order No. 52-Sp-IX-C of February 27, 1958, and by section 1 of order No. 52-Sp-IX-D of December 6, 1960, is modified again by replacing the first paragraph by the following:

“2. In the present order, the word “quota” means the average quantities of milk produced from the herd of a producer supplier and shipped by him, daily, from October 16th of the previous year up to and including the next March 15th, to his pasteurizing plant in the region of Montreal and to the dairy establishments approved by the Division of Food Inspection of the city of Montreal, to wit:

La Coopérative des Producteurs de Lait de Montréal,

The Montreal Milk Producers' Co-Operative, Dalpé & Frère Cie, Usine-Factory No 1, Verchères,

The Borden Company Limited, Ormstown,

Champlain Industries Limited, Stanbridge,

J. J. Joubert Limitée, Nicolet,

Knowlton Creamery Registered, Knowlton, and also to the dairy establishments under contract with the Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board, to wit:

Fromagerie Belle-Rivière Enregistrée, Sainte-Scholastique,

Vitalac Limitée, Saint-Placide.”

4. Notwithstanding the provisions of section 2 of order No. 52-Sp-IX, as modified, only such milk shipped to the above-mentioned dairy establishments shall be accounted for in establishing quotas.

5. The present order shall come into force on October 16, 1961.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,
ALFRED COOKMAN, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

58695-o

Région de Drummondville

Ordonnance No 11-61

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du vendredi, 8 septembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1^o La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2^o La région de Drummondville comprend la cité de Drummondville, le village de Drummondville-ouest, les municipalités de Grantham, Grantham-ouest, Drummondville-sud, St-Nicéphore et la partie de la municipalité de St-Cyrille connue sous le nom de Village de St-Charles ainsi borné: au sud-ouest, par le cité de Drummondville, au nord-ouest par la rivière Saint-François, au nord-est par le 3^{ème} rang de Wendover et au sud-est par la voie de chemin de fer du Canadien National.

3^o Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.69 net, F.A.B., la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

4^o Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Le marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent;

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature.

5^o Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites

Region of Drummondville

Order No. 11-61

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, September 8, 1961, held in the office of the Dairy-Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the city of Drummondville, the village of Drummondville-West, the municipalities of Grantham, Grantham-West, Drummondville-South, Saint-Nicéphore and part of the municipality of Saint-Cyrille known under the name of Village Saint-Charles as well bounded: on the southwest by the city of Drummondville on the northwest by the river known as Rivière Saint-François, on the north-east: by the 3rd range of Wendover and on the south-east; by the Canadian National Railway.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.69 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceding month;

- a) total quantity of milk received;
- b) quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) quantity of milk used for other purposes;
- d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said

de ladite région de Drummondville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6½ cents le demiard, 11 cents la chopine, 19 cents la pinte et en bidon 75 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 72 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 6½ cents le demiard et 6 cents la mesure de 8 onces.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 11-56 et 11-56-A, et entrera en vigueur le 16 septembre 1961.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signed: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
J.-A. CHARTRAND, *commissaire*,
ALFRED COOKMAN, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
58695-o

region of Drummondville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6½ cents a half-pint, 11 cents a pint, 19 cents a quart and in bulk 75 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 72 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint and 19 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndie shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 62 cents a gallon.

9. The price of bottled milk delivered to pupils is fixed at 6½ cents a half-pint and 6 cents the 8 ounce container.

10. The present Order cancels Orders Nos. 11-56 and 11-56-A and shall come into force on September 16, 1961.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner*,
ALFRED COOKMAN, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
58695-o

Ministère des Finances Assurances

La Forteresse, Compagnie d'Assurance
sur la Vie
The Fortress Life Insurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que messieurs: Louis-Olivier Vallerand, 174, rue Montenach, cité de Longueuil, assureur-vie - Sarto Doré, 1165, avenue Maguire, cité de Sillery, courtier d'assurances - Paul Lemieux, 409, rue Vauquelin, Beloeil, avocat et conseil en loi de la Reine - Louis de Gonzague Giguère, 5610, rue Decelles, cité de Montréal, industriel - Laurent Poiré, 2010, avenue Dixon, cité de Sillery, courtier en valeurs mobilières - tous de la province de Québec, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de « La Forteresse, Compagnie d'Assurance sur la Vie - The Fortress Life Insurance Company », dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de un million de dollars (\$1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, et les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personne, de faire des contrats d'annuité et de rente de toute espèce et, sans restreindre l'étendue de ces pouvoirs, de faire notamment des contrats:

Department of Finance Insurance

La Forteresse, Compagnie d'Assurance
sur la Vie
The Fortress Life Insurance Company

Notice of formation of an insurance company

Notice is hereby given that Messrs: Louis-Olivier Vallerand, 174, Montenach street, city of Longueuil, life insurer - Sarto Doré, 1165, Maguire Avenue, city of Sillery, insurance broker - Paul Lemieux, 409, Vauquelin street, Beloeil, lawyer and Queen Counsel - Louis de Gonzague Giguère, 5610, Decelles street, city of Montreal, industrial - Laurent Poiré, 2010, Dixon Avenue, city of Sillery, real estate broker - all of the Province of Quebec, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "La Forteresse, Compagnie d'Assurance sur la Vie - The Fortress Life Insurance Company", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, a share capital of one million dollars (\$1,000,000.00) divided up into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and the powers to carry on the business of assurance and reinsurance of the person and, without restricting the scope of these powers, to effect contracts of:

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et de tous autres risques de même nature;

b) d'annuité et de rente de toute espèce;

c) d'assurance pour frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et de tous autres frais de même nature encourus en raison d'accident, de maladie et de maternité;

d) de réassurance soit comme réassuré ou comme réassureur relatifs à des contrats d'assurance de personne, d'annuité et de rente de toute espèce.

Donné à Montréal, ce 18ième jour d'août 1961.

Signature des requérants,

LOUIS-OLIVIER VALLERAND,
SARTO DORÉ,
PAUL LEMIEUX,
LOUIS DE GONZAGUE GIGUÈRE,
LAURENT POIRÉ.

58532-34-4-o

**Adanac General Insurance
Company of Canada**

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Adanac General Insurance Company of Canada » enregistrée sous le numéro 638, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2807 qui l'autorise à compter du 9 août 1961, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défecuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile; Biens mobiliers; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à London, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Claude S. Richardson, C.R., 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 août 1961.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*

Le Surintendant des assurances,

58628-36-2-o

GUSTAVE-E. TREMBLAY.

a) life assurance, accident, disability, sickness and all other risks of a similar nature;

b) annuities of all kinds;

c) hospitalization, medical, surgical, pharmaceutical expenses and all other similar expenses arising out of accident, sickness and maternity;

d) reinsurance either as reassured or as reinsurer pertaining to contracts of life assurance and annuities of all kinds.

Given at Montreal, this 18th day of August 1961.

LOUIS-OLIVIER VALLERAND,
SARTO DORÉ,
PAUL LEMIEUX,
LOUIS DE GONZAGUE GIGUÈRE,
LAURENT POIRÉ.

58532-34-4-o

Signature of the Petitioners.

**Adanac General Insurance
Company of Canada**

*Notice of Issue of Licence and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "Adanac General Insurance Company of Canada" registered under number 638, has obtained the license and certificate of registry number 2807 authorizing it, as from the 9th of August 1961, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile, Employers' liability; Inland transportation; Personal property; Public liability.

The head office of the company is situate at London, Ontario.

The company has appointed Mr. Claude S. Richardson, Q.C., 360 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of August, 1961.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

GUSTAVE-E. TREMBLAY,

58628-36-2-o

Superintendent of Insurance.

**Département de
l'Instruction publique**

No 1291-61.

St-Alphonse de Castagnier

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municipalité scolaire de Lac Castagnier, dans le même comté.

Québec, le 30 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58609-36-2-o

O.-J. DESAULNIERS.

**Department of
Education**

No. 1291-61.

St-Alphonse de Castagnier

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to annex the present territory of the school municipality of St-Alphonse-de-Castagnier, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Lac Castagnier, in the same county.

Quebec, August 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58609-36-2

Superintendent of Education.

No 891-61.

Paroisse de St-Hilaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Hilaire, dans le

No. 891-61.

Parish of St-Hilaire

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Hilaire, in the

comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Hilaire, dans le même comté.

Le territoire en question comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Hilaire, dans le comté de Rouville, savoir:

a) Les lots 1 à 27 inclusivement dans le premier Rang.

b) Les lots 230 à 268 inclusivement dans le deuxième Rang.

c) Les lots 269 à 300 inclusivement dans le troisième Rang.

d) Les lots 301-1 à 301-69 inclusivement et une partie non subdivisée dudit lot 301 dans la Montagne.

e) Toutes les subdivisions des lots ci-haut mentionnés.

Québec, le 30 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58610-36-2-o O.-J. DESAULNIERS.

county of Rouville, the territory hereunder described, to annex it to the school municipality of the village of St-Hilaire, in the same county.

The territory in question comprises the following lots, all inclusive from the official cadaster of the parish of St-Hilaire, in the county of Rouville, wit:

a) Lots 1 to 27 inclusively in the first range.

b) Lots 230 to 268 inclusively in the second range.

c) Lots 269 to 300 inclusively in the third range.

d) Lots 301-1 to 301-69 inclusively and a non-subdivided part of said lot 301 in the mountain.

e) All the subdivisions of the hereabove mentioned lots.

Quebec, August 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58610-36-2 Superintendent of Education.

No 1357-61.

St-Damien-de-Buckland

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Buckland, dans le comté de Bellechasse, les lots 736 à 742 inclusivement du cadastre officiel de St-Lazare, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Lazare, dans le même comté.

Québec, le 31 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58611-36-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1357-61.

St-Damien-de-Buckland

Application is made to detach from the school municipality of St-Damien-de-Buckland, in the county of Bellechasse, lots 736 to 742 inclusively in the official cadaster of St-Lazare, in order to annex them to the school municipality of St-Lazare, in the same county.

Quebec, August 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58611-36-2 Superintendent of Education.

No 1782-60.

Gentilly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1836, en date du 31 août 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Gentilly, dans le comté de Nicolet, à la municipalité scolaire du village de Gentilly, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « Gentilly », dans le comté de Nicolet.

Ces changements prendront effet, pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58686-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1782-60.

Gentilly

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1836, dated August 31, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Gentilly, in the county of Nicolet, to the school municipality of the village of Gentilly, in the same county, and to change the name of the latter to "Gentilly", in the county of Nicolet.

These changes will take effect, for purposes of election, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58686 Superintendent of Education.

No 1425-60.

Inverness (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1836, en date du 31 août 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire catholique du village d'Inverness, dans le comté de Mégantic, en celui de « Inverness », dans le comté de Mégantic.

Ce changement prendra effet le 24 septembre 1961.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58686-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1425-60.

Inverness (Cath.)

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1836 dated August 31, 1961, has been pleased to change the name of the Catholic school municipality of the village of Inverness, in the county of Mégantic, to "Inverness", in the county of Mégantic.

This change will take effect on September 24, 1961.

Quebec, September 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58686 Superintendent of Education.

No 343-56.

Rawdon

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1836, en date du 31 août 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Rawdon, dans le comté de Montcalm, à la municipalité scolaire

No. 343-56.

Rawdon

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1836, dated August 31, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of Rawdon, in the county of Montcalm, to the

du village de Rawdon, dans le comté de Montcalm et de changer le nom de cette dernière en celui de "Rawdon", dans le comté de Montcalm.

Ces changements prendront effet, pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58686-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1285-61.

Sawyerville (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1836, en date du 31 août 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de Notre-Dame-du-St-Rosaire, dans le comté de Compton, en celui de « Sawyerville », dans le comté de Compton.

Ce changement prendra effet le 24 septembre 1961.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58686-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1020-60.

Ste-Agathe-des-Monts

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1836, en date du 31 août 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire de la Ville de Ste-Agathe-des-Monts, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « Ste-Agathe-des-Monts », dans le comté de Terrebonne.

Ces changements prendront effet, pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58686-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1347-61.

Vallée

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1836, en date du 31 août 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de l'Enfant-Jésus, dans le comté de Beauce, en celui de « Vallée », dans le comté de Beauce.

Ce changement prendra effet le 24 septembre 1961.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58686-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1322-61.

Pierrefonds

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pierrefonds, dans le comté de Jacques-Cartier, le lot No 47 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier.

Québec, le 6 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58681-37-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 697-56.

Village de Mont-Joli Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en

school municipality of the village of Rawdon, in the county of Montcalm, and to change the name of the latter to "Rawdon", in the county of Montcalm.

These changes will take effect, for purposes of election, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58686 Superintendent of Education.

No. 1285-61.

Sawyerville (Cath.)

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1836 dated August 31, 1961, has been pleased to change the name of the Catholic school municipality of Notre-Dame-du-St-Rosaire, in the county of Compton, "Sawyerville", in the county of Compton.

This change will take effect on September 24, 1961.

Quebec, September 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58686 Superintendent of Education.

No. 1020-60.

Ste-Agathe-des-Monts

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1836, dated August 31, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Ste-Agathe-des-Monts, in the county of Terrebonne, to the school municipality of the Town of Ste-Agathe-des-Monts, in the same county, and to change the name of the latter to "Ste-Agathe-des-Monts", in the county of Terrebonne.

These changes will take effect, for purposes of election, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58686 Superintendent of Education.

No. 1347-61.

Vallée

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1836 dated August 31, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of l'Enfant-Jésus, in the county of Beauce, to "Vallée", in the county of Beauce.

This change will take effect on September 24, 1961.

Quebec, September 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58686 Superintendent of Education.

No. 1322-61.

Pierrefonds

Application is made to detach from the school municipality of Pierrefonds, in the county of Jacques-Cartier, lot No. 47 in the official cadaster of the parish of Ste-Geneviève, in order to annex it, for Catholic tax-payers only, to the Catholic school municipality of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier.

Quebec, September 6, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58681-37-2 Superintendent of Education.

No. 697-56.

Village of Mont-Joli Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pur-

conseil, conformément aux dispositions de l'article 110, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'abolir la corporation des syndicats d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli, dans le comté de Matane.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58682-37-3 O.-J. DESAULNIERS.

Louiseville Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 110, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'abolir la corporation des syndicats d'écoles pour la municipalité de Louiseville, dans le comté de Maskinongé.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58683-37-2 O.-J. DESAULNIERS.

suant to the provisions of section 110, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of the village Mont-Joli, in the county of Matane.

Quebec, September 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58682-37-3 *Superintendent of Education.*

Louiseville Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 110, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Louiseville, in the county of Maskinongé.

Quebec, September 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58683-37-2 *Superintendent of Education.*

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Village de Mégantic

Cadastre officiel du Village de Mégantic, municipalité de Ville de Lac Mégantic, division d'enregistrement de Frontenac.

Avis est par la présente donné que les lots 284, 285, 288, 289, 290, 295 à 324, 325 à 351, 355 à 396, 399 à 428 sont annulés et le lot 2377 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1961.

Le Sous-ministre,
58651-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de St-Vincent de Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, municipalité de la paroisse de St-Vincent de Paul, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 350-98, 350-101 à 350-108, 350-114 à 350-214 et partie des lots 350-99, 350-111, 350-113 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58651-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Sault au Récollet

Cadastre officiel de la paroisse de Sault au Récollet, municipalité de la cité de Montréal-Nord, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 27-95 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58651-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de ville de Greenfield Park, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 236-1103-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58651-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Lands and Forests Cadastre

Village of Mégantic

Official cadastre of Village of Mégantic, municipality of Town of Lac-Mégantic, registration division of Frontenac.

Notice is hereby given that lots 284, 285, 288, 289, 290, 295 to 324, 325 to 351, 355 to 396, 399 to 428 are cancelled and lot 2377 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 24, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58651-0 *Deputy Minister.*

Parish of St-Vincent de Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul, municipality of the parish of St-Vincent de Paul, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 350-98, 350-101 to 350-108, 350-114 to 350-214 and part of lots 350-99, 350-111, 350-113 are cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, September 6, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58651-0 *Deputy Minister.*

Parish of Sault au Récollet

Official cadastre of parish of Sault au Récollet, municipality of the city of Montreal-North, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 27-95 is cancelled in virtue of the Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September the 5, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58651-0 *Deputy Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Greenfield Park, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 236-1103-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, September 1, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58651-0 *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Industrie de l'ascenseur — Province

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 643 (B) du 26 juin 1957 et amendements, concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.

Les taux de salaires pour la région de Québec, apparaissant à l'amendement numéro 3 dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

	<i>Taux horaires minima</i>	
«Région de Québec:	<i>Méca- Aide nicien</i>	
comprenant toute la partie est de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.....		
	\$2.69	\$1.88 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 septembre 1961. 58650-0

Notice of amendment

Elevator Industry — Province

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 643 (B) of June 26, 1957 and amendments, concerning all the decrees governing the construction industry and trades in the province.

The rates of wages for the region of Québec, as mentioned in amendment number 3 of the said Order will be replaced by the following:

	<i>Minimum hourly rates</i>	
“Quebec region:	<i>Mechan- Helper ical</i>	
including all the Eastern section of the Province of Québec from a line running due north and south of a point twenty-five (25) miles due west of the city of Québec.....		
	\$2.69	\$1.88”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the dated of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 16, 1961. 58650-0

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1833 du 31 août 1961, section « F » le 1er paragraphe de l'article 22 des règlements spéciaux du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1006 (C) du 16 octobre 1957, amendés par l'arrêté numéro 1246 (E) du 17 décembre 1958, ayant rendu le certificat de qualification obligatoire, est remplacé par le suivant:

« 22^e *Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la zone I de la juridiction territoriale du décret numéro 810 du 14 août 1957 et ses amendements ultérieurs, ainsi que dans la ville de Maniwaki et le village de Gracefield et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, pour les salariés des métiers suivants: charpentier-menuisier, briquetier, maçon, plâtrier, peintre et ferblantier ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 septembre 1961. 58650-0

Notice of approval of an amendment by-law

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that by Order in Council number 1833 of August 31, 1961, Section “F”, the first paragraph of article 22 of the special by-laws of the Parity Committee for the Building Trades of the district of Hull, approved by Order in Council number 1006 (C) of October 16, 1957, amended by Order in Council number 1246 (E) of December 17, 1958, having rendered obligatory the certificate of competency, is replaced by the following:

“22. *Certificate of competency:* Pursuant to article 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency in the entire zone I of the territorial jurisdiction of the decree number 810 of August 14, 1957 as amended, as also in the town of Maniwaki and the village of Gracefield and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits, for the employees of the following trades: carpenter-joiner, bricklayer, mason, plasterer, painter and tinsmith”.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 16, 1961. 58650-0

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux suivants adoptés par le Comité Paritaire des Coiffeurs pour hommes de Montréal ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1833 du 31 août 1961, section « G », et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1783 du 25 août 1961, section « B ».

« 18° *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1647 du 27 juillet 1961 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

19° *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1647 du 27 juillet 1961, et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

20° *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 1647 du 27 juillet 1961 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de trois (3) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 septembre 1961. 58650-0

Avis de modification*Alimentation au détail — St-Hyacinthe*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que

Notice of approval of special by-laws

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws adopted by the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal have been approved by order in Council number 1833 of August 31, 1961, section "G", and added to the constitution and general by-laws of the said committee already approved by order in council number 1783 of August 25, 1961, Section "B".

"18. *Keeping of register*: Pursuant to paragraph "g" of article 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1647 of July 27, 1961 and amendments, the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and wages paid, with mention of the method and time of payment, as well as all information needed for the application of the decree.

19. *Monthly report*: Pursuant to paragraph "h" of article 20 of the Act, the Parity Committee obliges every professional employer governed by the decree number 1647 of July 27, 1961, and amendments, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or by a duly authorized person in his employ, on which shall be given the name in full and residence of every employee in his employ, his qualification or classification, the number of regular or extra hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. Such report must be transmitted to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiry date of the period for which said report is required. The professional employer may obtain from the Parity Committee the report forms on which the report is made.

20. *Certificate of competency*: Pursuant to article 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory, in the entire territorial jurisdiction of the decree number 1647 of July 27, 1961, and amendments, for all employees subject to said decree.

The Parity Committee forms a board of examiners of three (3) members to determine the competency of the employees and to issue said certificates.

The Committee may charge as a fee a sum not exceeding \$2.00 for the examination of a qualified journeyman and \$1.00 for the examination of an apprentice.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 16, 1961. 58650-0

Notice of amendment*Food Products Retail Trade — St-Hyacinthe*

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that

les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la ville de St-Hyacinthe et un rayon de 5 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1439 du 21 juin 1961, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « g » de l'article I sera remplacé par le suivant

« g) Le mot « salarié ou employé » désigne toute personne de l'un ou de l'autre sexe qui travaille pour un employeur, tel que défini au paragraphe « f » du présent article; cependant, ce mot ne désigne pas les enfants du propriétaire âgés de 15 ans ou moins sous réserve des dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux ».

2° Les mots suivants seront ajoutés à la fin du paragraphe « f » de l'article III:

« le salarié régulier n'ayant droit à aucun salaire pour le travail exécuté durant telles heures additionnelles. Cependant, la veille de Noël et du Premier jour de l'An, tout travail doit cesser à 6 p.m. »

3° Le paragraphe « g » suivant sera ajouté à l'article III:

« g) En dehors des heures mentionnées ci-haut et durant les jours de fêtes chômées, un salarié ne peut jamais travailler à la vente des produits alimentaires au comptoir ou par téléphone ni en faire la livraison, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut jamais faire travailler un salarié à la vente des produits alimentaires au comptoir, par téléphone ou à leur livraison. »

4° Le paragraphe « f » suivant sera ajouté à l'article V:

« f) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, le gérant n'a droit à aucun salaire pour le travail fait en plus de quarante-huit (48) heures durant la semaine et pour le travail fait durant les heures pour lesquelles un salaire majoré est prévu. »

5° Au paragraphe « a » de l'article V, à la classification « Boucherie », les mots « Premier Boucher » seront remplacés par les mots « Commis boucher ».

6° Le paragraphe « b » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« b) Les employés supplémentaires sans expérience doivent être rémunérés au taux de \$0.64 l'heure. »

7° Au paragraphe « e » de l'article VII, les mots suivants seront ajoutés:

« en autant que l'employeur juge que ce dernier possède l'expérience et la compétence de son prédécesseur. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 septembre 1961.

58650-o

the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the town of St-Hyacinthe and a radius of 5 miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1439 of June 21, 1961, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "g" of article I will be replaced by the following:

"g) The word "employee" means any male or female person who works for an employer, as defined in paragraph "f" of the present article; however, this word does not include the owner's children up to 15 years of age, subject to the provisions of the Commercial and Industrial Establishments Act."

2. The following words will be added at the end of paragraph "f" of article III:

"and the regular employee shall not be paid for such additional hours. However, on Christmas Eve and New Year's eve, work shall cease at 6:00 p.m."

3. The following paragraph "g" will be added to article III:

"g) Outside the hours above mentioned and on holidays, no employee shall work at the sale of food products at the counter or by telephone or at the delivery and no employer or professional employer shall cause an employee to work at the sale of food products at the county of by telephone or at the edelivery."

4. The following paragraph "f" will be added to article V:

"f) Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs, the manager shall not be paid for work in excess of forty-eight (48) hours per week or for work done during hours for which a higher wage rate is provided. "

5. In paragraph "a" of article V, in the classification "Butchershop" the words "Head Butcher" will be replaced by the words "Clerk Butcher."

6. Paragraph "b" of article VII will be replaced by the following:

"b) Unexperienced extra employees shall be paid \$0.64 per hour."

7. The following words will be added to paragraph "e" of article VII:

"inasmuch as the employer deems that such new employee has the experience and competence in the predecessor."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 16, 1961.

58650-o

Avis

*Convention collective de travail relative au commerce
de l'alimentation au détail
Ile de Montréal et un rayon de 10 milles*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Employés du Commerce au détail Inc. F.C.A.I.;

L'Association des Employés de Dionne Ltée, Inc.;

ET, D'AUTRE PART:

L'Association des Détaillants en Alimentation du Québec (Section de Montréal);
pour les employeurs et les salariés du commerce et des occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. Définitions: Aux fins d'application de la présente convention collective, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme « commerce de détail » désigne toute vente au consommateur ou à toute personne qui n'achète pas pour revendre.

b) Le terme « produits alimentaires » désigne tous produits d'alimentation ou effets comestibles ou non-comestibles, tel que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épicerie, légumes, bonbons, fruits, liqueurs, bière, savon, etc.; cette nomenclature n'étant pas limitative.

c) Le terme « employé régulier » désigne tout salarié qui est engagé pour faire la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé et au moins quarante-cinq (45) heures de travail par semaine, en cinq (5) jours.

d) Le terme « employé surnuméraire » désigne tout salarié autre qu'un employé régulier, excepté les messagers.

e) Le terme « commis » désigne tout salarié préposé au travail de bureau, à la caisse, à la perception, à la réception, à la vente, à la préparation des marchandises pour livraison ou à leur étalage.

f) Le terme « livreur » désigne tout salarié qui fait la livraison ou le transport des marchandises au moyen d'une voiture automobile ou à traction animale.

g) Le terme « messenger » désigne tout salarié qui exécute le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger et qui fait la livraison des marchandises à pied ou au moyen d'une bicyclette.

h) Le mot « gérant » désigne tout salarié qui est chargé d'administrer pour le propriétaire, ou sous la direction de ce dernier, un établissement commercial régi par la présente convention collective ou qui a la charge de surveiller dans un établissement, le personnel et la conduite générale des affaires en l'absence du propriétaire, si ce dernier ne se tient pas habituellement dans son établissement.

Lorsqu'un employeur exploite plus d'un établissement assujéti à la présente convention collective, il est nécessaire qu'il ait, en charge de chaque établissement, en plus du premier, un salarié classifié comme gérant qui y travaille en cette qualité et se tient continuellement dans ledit établissement; tel salarié doit recevoir le salaire établi pour cette fonction.

Notice

*Collective Labour Agreement relating to the Food
Products Retail Trade
Island of Montreal and a radius of 10 miles*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association des Employés du Commerce au détail Inc. F.C.A.I.;

L'Association des Employés de Dionne Ltée, Inc.;

AND, ON THE OTHER PART:

L'Association des Détaillants en Alimentation du Québec (Section de Montréal);
for the employers and employees of the trade and occupations concerned, according to the following conditions:

I. Definitions: For the purposes of enforcement of this agreement, the following terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a) The term "retail trade" designates any sale to the consumer or to any person not buying with the intention or for the purpose of selling.

b) The term "food products" means any food product or victuals such as cooked or raw meat, pig meat, fish, grocery, vegetables, bonbons, fruits soft drinks, beer, soap, etc.; such list is not limitative.

c) The term "regular employee" means any employee hired to work the regular work week of the establishment and at least forty-five (45) hours per week, in five (5) days.

d) The term "temporary employee" means any employee not considered as a "regular employee", except messengers.

e) The word "clerk" means anyone whose work is concerned with one or more of the following occupations: office work, cash, collection, sale, receiving and preparing of goods for delivery or display.

f) The term "delivery man" means any employee whose work is concerned with the delivery or transport of merchandise with a motor or horsedrawn vehicle.

g) The word "messenger" means any employee doing the work ordinarily known as that of messenger and the delivery of goods on foot or with a bicycle.

h) The word "manager" means any employee whose work is concerned with the administration, for the owner or under the latter's direction, of a commercial establishment regulated by this agreement, or with the supervision, in an establishment, of the personnel and of the business in general during the absence of the owner, when the latter does not remain, habitually, in his establishment.

When an employer operates more than one establishment regulated by the decree there shall be, in charge of each establishment not including the main store, an employee classified as and working in the capacity of manager. He shall be entitled to the salary of that function and shall work and remain continually in the said establishment.

i) Le terme « chef de section » ou « commis en charge d'une section » désigne tout salarié qui administre une section distincte dans un établissement commercial régi par la présente convention collective sous l'autorité du gérant ou du propriétaire dudit établissement.

j) Le terme « caissier » désigne tout salarié préposé à la caisse.

Note: Toute personne accomplissant pour le bénéfice d'une autre personne, propriétaire d'un établissement commercial assujéti à la présente convention collective, un travail pour lequel un salaire est prévu à ladite convention collective, doit être considéré comme un salarié.

II. Jurisdiction: a) Jurisdiction professionnelle:

La présente convention collective régit tous les employeurs et salariés du commerce de détail des produits alimentaires. Tout commerce de gros et de détail est considéré comme commerce de détail si le commerce de gros n'est qu'accessoire.

Le commerce de détail visé par la présente convention collective comprend le colportage et toute vente ou livraison dans la juridiction territoriale faite par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial.

La présente convention collective ne s'applique pas aux hôtels, restaurants, tavernes, ou autres établissements qui ne vendent pas de produits alimentaires pour consommation à l'extérieur.

Aucun salarié ne doit travailler à la vente de produits alimentaires pour consommation à l'extérieur en dehors des heures prévues au présent contrat.

b) *Jurisdiction territoriale:* La présente convention collective s'applique à l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites, à vol d'oiseau.

III. Durée du travail: a) La semaine régulière et normale de travail dans les établissements assujéti à la présente convention collective est de quarante-cinq (45) heures réparties comme suit:

Il n'y a pas de travail les dimanches et les lundis.

1° Les mardi, mercredi et jeudi: 8.30 a.m. à 6 p.m.;

2° Le vendredi: 8 a.m. à 9 p.m.; pour Verdun: 8 a.m. à 7 p.m.;

3° Le samedi: 8.30 a.m. à 6 p.m.

b) Pendant la période des fêtes, soit trois (3) jours ouvrables avant la veille de Noël et deux (2) jours ouvrables avant la veille du Premier de l'An, y compris la veille des jours de fêtes chômées, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 9 p.m., le salarié régulier n'ayant droit à aucun salaire pour le travail exécuté durant de telles heures additionnelles. Cependant, la veille de Noël et celle du Premier de l'An, tout travail doit cesser à 6 p.m.

c) *Jours de fêtes chômées:* Les fêtes suivantes seront considérées comme des jours de fêtes chômées:

Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Fête du Travail, l'Action de Grâce, le Jour de Noël.

Durant la semaine où il y a jour de fête chômé, l'employeur aura le droit d'ouvrir son établissement le lundi précédant la fête. Le lendemain de Noël et du Premier de l'An, l'employeur pourra ouvrir son établissement à 1 p.m.

d) L'heure dont il est fait mention dans la présente convention collective est l'heure légale en vigueur dans la juridiction territoriale de ladite convention collective.

e) Tout salarié a droit à au moins une (1) heure pour prendre son repas du midi à l'heure fixée par l'employeur et une (1) heure, pour prendre son repas du soir, les jours où le travail

i) The words "section head employee or head clerk" mean any employee in charge of a distinct section of a commercial establishment governed by this agreement, under the direction of the manager or the owner of the said establishment.

j) The work "cashier" means an employee who is in charge of the cash.

Note: Any person engaged for the benefit of another person, owner of a commercial establishment governed by this agreement, in operations for which a wage rate is established in the said decree, shall be considered as an employee.

II. Jurisdiction: a) Professional jurisdiction:

This agreement applies to each and every employer and employee of the food products retail trade. Any wholesale and retail trade is considered as a retail trade when the wholesale trade is but an accessory thereto.

The retail trade governed by this agreement comprises any peddling, sale or delivery made, within the territorial jurisdiction, by a person not operating therein a commercial establishment.

This agreement shall not apply to hotels, restaurants, taverns or other establishments not selling food products for outside consumption.

No employer shall work at the sale of any food products for outside consumption outside the hours provided for in the present collective labour agreement.

b) *Territorial jurisdiction:* The present collective labour agreement applies to the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits.

III. Duration of labour: a) The regular and standard work week in the establishments governed by the present collective labour agreement is one of forty-five (45) hours distributed as follows:

There shall be no work on Sunday and Monday.

1. Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

2. Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.; for Verdun: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.

3. Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

b) For the holidays period, i.e. three (3) working days before Christmas Eve and two (2) working days before New Year's Eve, and on the eve of holidays, the working hours may be extended until 9:00 p.m. and regular employees shall not be entitled to any remuneration for work performed during such overtime hours. However, on Christmas and New Year's eve, work shall cease at 6:00 p.m.

c) *Observed holidays:* The following holidays shall not be worked:

New Year's Day, Good Friday, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

During the week where an observed holiday occurs, the employees may work on the Monday preceding the holiday. The day following Christmas Day and New Year's Day, the employees may work from 1:00 p.m.

d) The hours mentioned in this agreement shall be based upon the Legal Time of the territorial jurisdiction of the said agreement.

e) Every employee shall be entitled within the hours mentioned in paragraphs "a" and "b" hereof, to at least one (1) hour for the noon meal, the time of such meal period to be fixed by the

se prolonge jusqu'à 9 p.m., le tout pendant les heures prévues aux paragraphes « a » et « b » du présent article.

IV. Vacances payées: Chaque employeur, partie à cette convention, payera aux employés, des vacances conformément au tableau suivant:

1 an à 10 ans de service continu: 1 semaine payée ou 2% du salaire.

10 ans et plus de service continu: 2 semaines payées ou 4% du salaire.

L'employeur paiera, à tout employé avant son départ pour vacances, une somme équivalente au salaire qu'il aurait gagné pendant la ou les semaines qu'il sera en vacances.

V. Classification des salariés: a) Tout employeur doit répartir en quatre (4) classes tous ses salariés masculins et féminins, à l'exception des messagers.

Les commis-caissiers et téléphonistes seront divisés en quatre (4) classes dont le pourcentage dans chaque classe sera basé sur celui établi au tableau de classification annexé à la convention.

Toutefois, dans le cas d'un nouveau salarié, aucun employeur n'est tenu de l'admettre dans la classification avant un (1) mois écoulé de la date de l'engagement et, durant cette période, le nouveau salarié a droit au salaire de la classe subséquente.

b) Toute répartition en classe de salarié d'un employeur ou d'un employeur professionnel devra être faite conformément au tableau, mais aucune répartition ne peut comprendre:

1° Dans la classe « D », plus de salariés que le chiffre mentionné sur le tableau annexé pour cette classe et pour le total à répartir; et

2° Comme total du classement dans les classes « C » et « D », plus de salariés que la somme des chiffres mentionnés sur le tableau annexé pour lesdites classes et pour le total à répartir.

3° Comme total du classement dans les classes « B », « C » et « D », plus de salariés que la somme des chiffres mentionnés sur le tableau annexé pour lesdites classes et pour le total à répartir.

c) La répartition des salariés suivant le tableau placé en annexe doit être faite chaque semaine.

d) Lorsqu'un même employeur exploite plus d'un établissement visé par la présente convention collective, chacun de ces établissements situé dans la même zone, devra être considéré comme une unité distincte pour les fins de la classification des salariés.

e) Tout salarié qui a été classifié dans une classe « A », « B », « C » et « D » pour les fins de pourcentage ne peut ensuite être placé dans une classe inférieure sans la permission écrite du Comité paritaire.

VI. Taux de salaires: a) Aux fins de la présente convention, le salaire minimum pour la semaine régulière de travail de l'établissement est le suivant:

	<i>Taux horaires</i>
Messager (avec bicyclette).....	\$0.70
Messager (sans bicyclette).....	0.60
Employé surnuméraire:	
1. de 21 ans et plus.....	1.00
2. De moins de 21 ans.....	0.60
	<i>Par semaine</i>
Commis-caissier et téléphoniste:	
Classe « A ».....	\$50.00
Classe « B ».....	45.00
Classe « C ».....	40.00
Classe « D ».....	35.00

employer, and to a similar period for the evening meal when work ceases at 9:00 p.m.

IV. Vacation with pay: Every employer, party to this convention, will pay to his employees vacations with pay in conformity with the following schedule.

1 year to 10 years continuous service: 1 week vacation with pay or 2% of gross earnings.

10 years or more continuous service: 2 weeks vacation with pay or 4% of gross earnings.

The employer will pay to every employee before leaving for vacation, a sum equivalent to the salary that such employee would have earned during the week or weeks he or she will be away on vacation.

V. Classification of employees: a) Every employer shall group into four (4) classes all his employees male and female, with the exception of messengers.

Clerks, cashiers and telephone operators shall be divided in four (4) classes based on the percentage as established in the table of classification of the employees hereto attached.

However, in the case of a new employee, no employer is compelled to admit him the classification before one (1) month has elapsed from the date of employment and, during such period, the new employee is entitled to the wages of the class preceding.

b) Any classification of the employees of an employer or of a professional employer shall be made according to the table but no classification shall include:

1. In class "D", more employees than the number mentioned in the annexed table for such class opposite the total to be divided; and

2. In classes "C" and "D", more employees than the total of the figures mentioned in the annexed table of the said classes opposite the total to be divided; and

3. In classes "B", "C" and "D", more employees than the total of the figures mentioned in the annexed table for the said classes opposite the total to be divided.

c) The distribution of the employees according to the annexed table shall be made each week.

d) When a same employer operates more than one establishment governed by this agreement, each such establishment situated in the same zone shall be considered, for the purposes of classification of the employees, as one distinct unit.

e) Any employee who has been classified in one of the classes "A", "B", "C" or "D" for the computing of percentages, shall not thereafter be placed in a lower class without a written authorization from the Parity Committee.

VI. Rates of wages: a) For the purposes of this agreement, the minimum wages for the regular work week of the establishment shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i>
Messenger (with bicycle).....	\$ 0.70
Messenger (without bicycle).....	0.60
Tempory employee:	
1. 21 years of age or more.....	1.00
2. under 21.....	0.60
	<i>Per week</i>
Cashier and telephone operator:	
Class "A".....	\$50.00
Class "B".....	45.00
Class "C".....	40.00
Class "D".....	35.00

Subordonnement aux autres stipulations de la convention relatives au salaire de certains employés, les commis et tous les autres salariés inclus dans les pourcentages doivent être payés comme suit:

	<i>Taux hebdomadaires</i>
1. Salariés travaillant à la vente des produits de la viande:	
Classe « A »	\$70.00
Classe « B »	63.00
Classe « C »	53.00
Classe « D »	45.00
2. Salariés travaillant à la vente des autres produits alimentaires:	
Classe « A »	\$58.00
Classe « B »	50.00
Classe « C »	45.00
Classe « D »	40.00

Subject to the other provisions of this agreement respecting the wages of certain employees, clerks and all other employees included in the percentages shall be paid as follows:

	<i>Weekly rates</i>
1. Employees working at the sale of meat products:	
Class "A"	\$70.00
Class "B"	63.00
Class "C"	53.00
Class "D"	45.00
2. Employees working at the sale of other food products:	
Class "A"	\$58.00
Class "B"	50.00
Class "C"	45.00
Class "D"	40.00

b) Les taux de salaire horaire accordés aux salariés qui sont supérieurs à ceux déterminés dans la présente convention ne peuvent être diminués pendant la durée de ladite convention pour les salariés qui en bénéficient actuellement à moins qu'ils ne changent de catégorie d'employés chez leurs dits employeurs.

b) Hourly rates of wages granted to employees which are higher than, or exceed those determined by this agreement shall not be reduced for the entire duration of the agreement unless such employees be placed in another category of employees (with the same employer).

Toutefois, le salarié doit fournir jusqu'à concurrence de trente (30) minutes de travail pour l'évacuation et la mise en ordre du magasin après l'heure de la fermeture du soir.

However, employees shall work a maximum of thirty (30) minutes for clearing out and cleaning the store after closing time in the evening.

c) L'employeur peut déduire du salaire de son employé toute somme que ce dernier peut lui devoir pour avance d'argent ou pour marchandises.

c) Employers may deduct from the wages of their employees any sum which the latter may owe him as a result of loans or of purchases in credit.

d) Un salarié remplissant les fonctions de gérant, dans un établissement commercial où l'on vend de la viande et des produits de la viande, doit être payé au moins \$80.00 par semaine et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires, au moins \$75.00 par semaine pour quarante-cinq (45) heures d'ouvrage.

d) An employee working in the capacity of manager in a commercial establishment where meat and meat products are sold shall receive at least \$80.00 per week and, in a commercial establishment where other food products are sold, at least \$75.00 per week for forty-five (45) hours of work.

Un salarié remplissant les fonctions de « chef de section » ou « commis en charge d'une section » dans un établissement commercial où l'on vend de la viande, doit être payé au moins \$70.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires, au moins \$60.00 par semaine pour quarante-cinq (45) heures de travail.

An employee working in the capacity of "department manager" or "department head clerk" in a commercial establishment where meat is sold shall receive at least \$70.00 per week and, in a commercial establishment where other food products are sold, at least \$60.00 per week for forty-five (45) hours of work.

Les chefs de section et commis en charge d'une section doivent être inclus pour les fins de la classification des salariés.

Department managers and head clerks shall be included when classifying the employees.

e) Dans tout établissement exerçant simultanément le commerce de la viande ou des produits de la viande et le commerce d'autres produits alimentaires, le livreur qui est inclus dans le pourcentage et les employés de bureau, doivent être rémunérés suivant le tarif des salariés travaillant à la vente des produits alimentaires autres que ceux de la viande.

e) In all establishments engaged simultaneously, in the meat or meat products trade and the trade of other food products, delivery men included in the percentage and office employees shall be remunerated according to the wage rates of employees working at the sale of food products other than meat.

f) L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction faisant l'objet de la présente convention doit être payé suivant le taux de salaire établi pour la classification la mieux rémunérée.

f) Employees working simultaneously at more than one occupation governed by the agreement shall be placed in that classification for which the highest rate is established.

g) L'employé surnuméraire appelé au travail devra être payé pour au moins quatre (4) heures pour chaque appel, dans chaque établissement.

g) Occasional employees called to work shall receive a minimum of four (4) hours' pay for each call, in each establishment.

VII. Dispositions spéciales: a) L'employeur doit reconnaître l'expérience acquise par un employé dans un autre établissement, pour les fins de classification, pourvu que l'employé puisse fournir un certificat de classification émis par le Comité paritaire.

VII. Special provisions: a) For purposes of classification, employers shall take into account the experience acquired by an employee in another establishment provided the employee produces a certificate of classification issued by the Party Committee.

b) Le coût et l'entretien de costumes et uniformes de salariés, est à la charge de l'employeur.

b) The cost and care of uniforms of employees shall be paid by the employer.

c) Préalablement à l'émission d'un certificat de classification ou de qualification rendu obliga-

c) Previous to the issue of a certificate of competency or classification rendered obligatory,

toire, tout salarié assujéti à la convention est tenu de suivre tels cours et de passer tels examens que détermine le bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire.

d) *Classification des salariés et sélection du personnel:* Avec l'assentiment du Comité paritaire, les employeurs pourront classer ou reclasser les employés dans les catégories A, B, C et D, en tenant compte de leur rendement, de leur intérêt au travail et de leur classification.

Les employeurs pourront mettre un employé un (1) mois à l'essai avant qu'il soit promu à une classe supérieure à celle qu'il occupe. Cependant, durant cette période d'approbation, l'employeur pourra payer cet employé le salaire de la classification inférieure à celle pour laquelle il sera classifié.

VIII. *Pouvoirs généraux du Comité paritaire:* Pour surveiller l'application de la convention, le Comité paritaire, formé de représentants des employeurs et des salariés, a le pouvoir de faire la classification des employés suivant le travail qu'ils accomplissent dans les catégories d'emploi déterminées à la convention.

Tableau de classification des salariés: Le tableau suivant doit être suivi pour la classification des salariés.

1° Un seul salarié: il doit être payé au moins le salaire de la classe « D ».

2° Deux salariés: un dans la classe « D », l'autre dans la classe « C ».

3° Trois employés: un dans la classe « B », le second dans la classe « C », et le troisième dans la classe « D ». Toutefois, le salarié qui a plus de trois (3) années d'emploi dans le même établissement ou pour le même employeur et qui est dans la classe « B », a le droit d'exiger qu'on lui fasse subir un examen devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire aux fins d'être placé dans la catégorie « A », s'il a, au jugement de ce bureau, la compétence requise.

4° Quatre (4) salariés et plus:

	A	B	C	D
4.....	1	1	1	1
7.....	2	2	2	1
10.....	2	3	3	2
13.....	3	4	3	3
16.....	4	5	4	3
19.....	5	5	5	4
22.....	5	7	6	4
25.....	6	8	7	4
28.....	8	8	8	4
31.....	9	9	9	4
34.....	10	10	10	4
37.....	11	11	10	5
40.....	12	12	11	5
43.....	13	13	11	6
46.....	14	14	12	6
49.....	15	15	12	7
52.....	16	16	13	7
55.....	16	17	14	8
58.....	17	18	15	8
61.....	18	19	15	9
64.....	19	19	16	10
67.....	20	21	16	10
70.....	21	21	17	11
73.....	22	22	18	11
76.....	23	23	19	11
79.....	23	24	19	12
82.....	24	25	21	12
85.....	24	26	22	13
88.....	25	27	23	13
91.....	26	28	23	14
94.....	26	30	24	14
97.....	27	31	25	14
100.....	27	32	26	15
103.....	28	33	27	15

every employee governed by the agreement shall follow such courses and undergo such examinations as will be determined by the board of examiners formed by the Parity Committee.

d) *Classification of employees and selection of personnel:* With the consent of parity committee, the employers will be allowed to classify or reclassify employees in categories A, B, C and D according to their ability, their interest in their work and their classification.

The employers are allowed to keep an employee one (1) month on trial before promoting him to a higher class. However, during such probationary period, the employer will be allowed to pay this employee the salary attached to the classification immediately prior to the classification to which such employee is promoted.

VIII. *General powers of the Parity Committee:* To administer the agreement, the Parity Committee made up of representatives of employees and employers shall have the right to classify the employees according to the work which they perform in the categories of employment determined in the agreement.

Table of classification of employees: The following table shall be observed for the classification of the employees:

1. One employee only: he shall be paid at least the wages of class "D".

2. Two employees: one in class "D", the other in class "C".

3. Three employees; one in class "B", the second in class "C" and the third in class "D". However, the employee who has more than three (3) years of employment in the same establishment, or for the same employer, and who is classed "B", is entitled to an examination before the Board of examiners of the Parity Committee to be classed "A" should the Board deem him sufficiently competent.

4° Four (4) employees or more:

	A	B	C	D		A	B	C	D
5.....	1	2	1	1	6.....	1	2	2	1
8.....	2	2	2	2	9.....	2	3	2	2
11.....	3	3	3	2	12.....	3	4	3	2
14.....	4	4	3	3	15.....	4	4	4	3
17.....	4	5	4	4	18.....	5	5	4	4
20.....	5	6	5	4	21.....	5	7	5	4
23.....	6	7	6	4	24.....	6	7	7	4
26.....	6	8	8	4	27.....	7	8	8	4
29.....	8	9	8	4	30.....	8	9	9	4
32.....	9	10	9	4	33.....	10	10	9	4
35.....	10	11	10	4	36.....	10	11	10	5
38.....	11	12	10	5	39.....	11	12	11	5
41.....	12	13	11	5	42.....	12	13	11	6
44.....	13	14	11	6	45.....	14	14	11	6
47.....	14	15	12	6	48.....	14	15	12	7
50.....	15	15	13	7	51.....	15	16	13	7
53.....	16	16	13	8	54.....	16	16	14	8
56.....	17	17	14	8	57.....	17	17	15	8
59.....	17	18	15	9	60.....	18	18	15	9
62.....	19	19	15	9	63.....	19	19	15	10
65.....	19	20	16	10	66.....	20	20	16	10
68.....	20	21	17	10	69.....	21	21	17	10
71.....	21	22	17	11	72.....	21	22	18	11
74.....	22	23	18	11	75.....	22	23	19	11
77.....	23	24	19	11	78.....	23	24	19	12
80.....	23	25	20	12	81.....	24	25	20	12
83.....	24	26	21	12	84.....	24	26	21	13
86.....	25	26	22	13	87.....	25	27	22	13
89.....	25	28	23	13	90.....	26	28	23	13
92.....	26	29	23	14	93.....	26	29	24	14
95.....	26	30	25	14	96.....	27	30	25	14
98.....	27	31	26	14	99.....	27	31	26	15
101.....	27	32	27	15	102.....	28	32	27	15
104.....	28	33	28	15					

5° Le classement pour un total supérieur à 104 s'obtient en suivant le même barème.

Le nombre des employés surnuméraires sera comme suit:

Un (1) employé surnuméraire par trois (3) employés réguliers, c'est-à-dire:

1	1 à-to 3	2	4 à-to 6
4	10 à-to 12	5	13 à-to 15
7	19 à-to 21	8	24 à-to 26
10	30 à-to 32	11	33 à-to 35
13	39 à-to 41	14	42 à-to 44

IX. *Durée de la convention:* La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'Arrêté-en-Conseil l'approuvant et demeurera en vigueur jusqu'au 14 août 1962.

Les parties s'engagent à se rencontrer entre le sixième (60e) et le trentième (30e) jour de chaque période annuelle de la présente convention, pour discuter des salaires et des heures de travail.

À la fin de la présente convention, les parties acceptent que les salaires et les conditions de travail ne seront pas changés tant et aussi longtemps qu'une autre convention ne sera pas signée entre l'association et l'employeur.

La présente convention collective, signée entre les parties contractantes, annule toute convention collective antérieure.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 septembre 1961. 58650-0

5. The classification for a total exceeding 104 is obtained by observing the same computing basis.

The number of temporary employees shall be as follows:

One (1) temporary employee per three (3) regular employees i.e.:

3	7 à-to 9
6	16 à-to 18
9	27 à-to 29
12	36 à-to 38
15	45 à-to 47

IX. *Duration of the collective labour agreement:* The present collective labour agreement shall come into effect on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving it and will remain in full force until the 14th day of August 1962.

Parties to this agreement will meet between the sixtieth (60th) and the thirtieth (30th) day preceding the expiration of the present agreement to discuss wages and hours of work.

At the expiration of this agreement, parties agree that the wages and working conditions will not be changed unless and until an other agreement has been signed between the parties hereto.

The present agreement signed between the contracting parties voids and annuls any other existing agreement between the parties.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 16, 1961. 58650-0

Office des Marchés Agricoles du Québec

Quebec Agricultural Marketing Board

Groupement des Producteurs de bois de Portneuf

The Portneuf Pulpwood Producers

*Avis de réception d'un projet de plan conjoint
de mise en marché*

*Notice of receipt of a proposed
Joint Marketing Plan*

Les producteurs de bois dont les noms suivent:

The pulpwood producers whose names appear below,

Georges Cauchon,	Rivière à Pierre
Rolland Genois,	St-Raymond
Lauréat Ouellet,	St-Raymond
Rosaire Bertrand,	St-Catherine
Paul-Eugène Morissette,	St-Basile
Paul-Émile Beaumont,	St-Catherine
Claude Beaumont,	St-Catherine
Émile Drolet,	St-Catherine
Pierre Martel,	St-Catherine
Maurice E. Déry,	St-Raymond

Georges Cauchon,	Rivière à Pierre
Rolland Genois,	St. Raymond
Lauréat Ouellet,	St. Raymond
Rosaire Bertrand,	St. Catherine
Paul-Eugène Morissette,	St. Basile
Paul-Émile Beaumont,	St. Catherine
Claude Beaumont,	St. Catherine
Émile Drolet,	St. Catherine
Pierre Martel,	St. Catherine
Maurice E. Déry,	St. Raymond

et als,

and others,

tous producteurs de bois dans le comté de Portneuf, ont présenté un projet de plan conjoint afin de régir le produit agricole suivant:

all bona fide wood producers in Portneuf County, have submitted a proposed joint plan to govern the following agricultural product:

« Bois tendres et bois durs coupés sur les boisés autres que ceux de la Couroime, dans le comté de Portneuf, vendus aux acheteurs commerciaux faisant affaires dans le comté de Portneuf ».

« Le Requérant demande que seuls ceux qui ont mis un tel bois sur le marché au cours des trois dernières années, soient appelés à voter lors du scrutin ».

L'Office des Marchés Agricoles du Québec, par sa décision No 273, reçoit cette requête pour fins d'enquête et d'adjudication finale au mérite.

Toute personne intéressée à ce plan conjoint est invitée à faire ses représentations à l'Office des Marchés Agricoles du Québec avant le 3 octobre prochain.

Montréal, ce 11 septembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-Adjoint,
GILLES PREGENT.

58692-o

"Hardwoods and softwoods from woodlots others than those of the Crown, in Portneuf County, sold to commercial buyers of the Province of Quebec doing business in the county of Portneuf".

"The petitioner requests that only those who have marketed such pulpwood during the last three years, should be called upon to vote at the time of voting".

The Quebec Agricultural Marketing Board, through its decision No. 273, received this petition for investigation and final adjudication on its merits.

Any person interested in this joint plan is invited to make representations to the Quebec Agricultural Marketing Board before October 3, 1961.

Montreal, September 11, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PREGENT,
Assistant-Secretary.

58692-o

Soumissions

Ville de Lac Mégantic Comté de Frontenac

Correction

On est prié de noter que les soumissions seront reçues par la ville de Lac Mégantic pour une émission de \$367,000 d'obligations au lieu de \$304,000, tel que mentionné dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 septembre 1961, à la page 3933. Le montant emprunté en vertu du règlement No 292 sera de \$273,000 au lieu de \$210,000. Le tableau d'amortissement de l'émission de \$367,000 s'établit comme suit:

Année	Capital
1er octobre 1962	\$13,500
1er octobre 1963	15,500
1er octobre 1964	16,000
1er octobre 1965	18,000
1er octobre 1966	18,500
1er octobre 1967	19,000
1er octobre 1968	20,500
1er octobre 1969	22,500
1er octobre 1970	23,500
1er octobre 1971	24,500
1er octobre 1972	13,000
1er octobre 1973	14,500
1er octobre 1974	15,000
1er octobre 1975	15,500
1er octobre 1976	17,000
1er octobre 1977	17,500
1er octobre 1978	19,000
1er octobre 1979	20,000
1er octobre 1980	21,500
1er octobre 1981	22,500

Le 8 septembre 1961. 58675-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J. Alp. Thibault, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 57, 35e Avenue, Bois-des-Filion, ou jusqu'à 8 heures p.m., en l'école St-Maurice-de-Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, lundi, le 2 octobre 1961, pour l'achat de \$350,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la

Tenders

Town of Lac Mégantic County of Frontenac

Correction

Please note that tenders will be received by the town of Lac Mégantic for a bond issue of \$367,000 instead of \$304,000, as mentioned in the *Quebec Official Gazette* of September 9, 1961, at page 3933. The borrowed amount under by-law No. 292 will be \$273,000 instead of \$210,000. The table of amortization of the \$367,000 bond issue will be as follows:

Year	Capital
October 1, 1962	\$13,500
October 1, 1963	15,500
October 1, 1964	16,000
October 1, 1965	18,000
October 1, 1966	18,500
October 1, 1967	19,000
October 1, 1968	20,500
October 1, 1969	22,500
October 1, 1970	23,500
October 1, 1971	24,500
October 1, 1972	13,000
October 1, 1973	14,500
October 1, 1974	15,000
October 1, 1975	15,500
October 1, 1976	17,000
October 1, 1977	17,500
October 1, 1978	19,000
October 1, 1979	20,000
October 1, 1980	21,500
October 1, 1981	22,500

September 8, 1961. 58675-o

The school commissioners for the municipality of the parish of St-Maurice-de-Bois-Filion County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J. Alp. Thibault, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., 57, 35th Avenue, Bois-des-Filion, or until 8:00 o'clock p.m. in St-Maurice-de-Bois-des-Filion school, county of Terrebonne, on Monday, October 2, 1961, for the purchase of an issue of \$350,000 of bonds for the school commissioners

municipalité de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 5 juillet 1961 — agrandissement de l'école St-Eugène.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$350,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	x \$38,000
1er octobre 1963	x 40,500
1er octobre 1964	x 43,000
1er octobre 1965	x 45,500
1er octobre 1966	x 48,000
1er octobre 1967	6,000
1er octobre 1968	6,000
1er octobre 1969	6,500
1er octobre 1970	7,000
1er octobre 1971	7,000
1er octobre 1972	7,500
1er octobre 1973	8,500
1er octobre 1974	8,500
1er octobre 1975	9,500
1er octobre 1976	10,000
1er octobre 1977	10,500
1er octobre 1978	11,000
1er octobre 1979	11,500
1er octobre 1980	12,500
1er octobre 1981	13,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$226,400, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$45,280 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal, 221 rue St-Jacques.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 2 octobre 1961, à 8 heures du soir, en l'école St-Maurice-de-Bois-des-Filion, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Maurice-de-Bois-Filion, (Comté de Terrebonne), ce 7 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J. ALP. THIBAUT.

57, 35e Avenue,
Bois-des-Filion, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: NAtional-5-5850. 58676-0

for the parish of St-Maurice-de-Bois-Filion, county of Terrebonne, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 5, 1961 — enlarging of St-Eugène School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$350,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	x \$38,000
October 1, 1963	x 40,500
October 1, 1964	x 43,000
October 1, 1965	x 45,500
October 1, 1966	x 48,000
October 1, 1967	6,000
October 1, 1968	6,000
October 1, 1969	6,500
October 1, 1970	7,000
October 1, 1971	7,000
October 1, 1972	7,500
October 1, 1973	8,500
October 1, 1974	8,500
October 1, 1975	9,500
October 1, 1976	10,000
October 1, 1977	10,500
October 1, 1978	11,000
October 1, 1979	11,500
October 1, 1980	12,500
October 1, 1981	13,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$226,400 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$45,280 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal, 221 St. James St.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, October 2, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in St-Maurice-de-Bois-des-Filion school, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Maurice-de-Bois-Filion, (County of Terrebonne), September 7, 1961.

J. ALP. THIBAUT,
Secretary-Treasurer.

57, 35th Avenue,
Bois-des-Filion, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: NAtional-5-5850. 58676

Paroisse de St-Paul l'Ermitte
Comté de l'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé L. Gauthier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 3 octobre 1961, 248, rue Notre-Dame, St-Paul l'Ermitte, comté de l'Assomption, pour l'achat de \$75,000 d'obligations de la paroisse de St-Paul l'Ermitte, comté de l'Assomption, datées du 1er septembre 1961 et remboursables par séries du 1er septembre 1962 au 1er septembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement, les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 146, tel que modifié — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$75,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er septembre 1962	\$2,000
1er septembre 1963	2,000
1er septembre 1964	2,500
1er septembre 1965	2,500
1er septembre 1966	2,500
1er septembre 1967	2,500
1er septembre 1968	3,000
1er septembre 1969	3,000
1er septembre 1970	3,500
1er septembre 1971	3,500
1er septembre 1972	3,500
1er septembre 1973	4,000
1er septembre 1974	4,000
1er septembre 1975	4,500
1er septembre 1976	4,500
1er septembre 1977	5,000
1er septembre 1978	5,000
1er septembre 1979	5,500
1er septembre 1980	6,000
1er septembre 1981	6,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Paul l'Ermitte, comté de l'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 octobre 1961 à 8 heures du soir, en l'école St-Paul, St-Paul l'Ermitte, comté de l'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Paul-l'Ermitte, (Comté de l'Assomption), ce 7 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
L. GAUTHIER.

248, rue Notre-Dame,
St-Paul-l'Ermitte, (Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-1996. 58677-0

Parish of St-Paul l'Ermitte
County of l'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Gauthier, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 3, 1961, 248 Notre-Dame Street, St-Paul l'Ermitte, county of l'Assomption, for the purchase of an issue of \$75,000 of bonds for the parish of St-Paul l'Ermitte, county of l'Assomption, dated September 1, 1961, and redeemable serially from September 1, 1962 to September 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 146, as amended — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$75,000 — 20 years	
Year	Capital
September 1, 1962	\$2,000
September 1, 1963	2,000
September 1, 1964	2,500
September 1, 1965	2,500
September 1, 1966	2,500
September 1, 1967	2,500
September 1, 1968	3,000
September 1, 1969	3,000
September 1, 1970	3,500
September 1, 1971	3,500
September 1, 1972	3,500
September 1, 1973	4,000
September 1, 1974	4,000
September 1, 1975	4,500
September 1, 1976	4,500
September 1, 1977	5,000
September 1, 1978	5,000
September 1, 1979	5,500
September 1, 1980	6,000
September 1, 1981	6,000

Please note that tenders are called for twenty years only and that offers for short-terms bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Paul l'Ermitte, county of l'Assomption.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 3, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Paul school, St-Paul l'Ermitte, county of l'Assomption.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Paul-l'Ermitte, (County of l'Assomption), September 7, 1961.

L. GAUTHIER,
Secretary-Treasurer

248 Notre-Dame street,
St-Paul-l'Ermitte, (Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-1996. 58677

Cité de St-Jérôme
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné O. Tessier, greffier, Hôtel de ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 2 octobre 1961, pour l'achat de \$277,500 d'obligations de la cité de St-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos.: C-271, \$78,000 — travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; C-272, \$47,300 — voirie, aqueduc et égouts; C-274, \$93,800 — voirie, aqueduc et égouts; C-279, \$58,500 — construction de trottoirs et de chaînes de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$277,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1962	\$12,000
1er juillet 1963	13,000
1er juillet 1964	14,000
1er juillet 1965	15,000
1er juillet 1966	15,500
1er juillet 1967	16,500
1er juillet 1968	17,500
1er juillet 1969	18,500
1er juillet 1970	19,500
1er juillet 1971	20,500
1er juillet 1972	9,000
1er juillet 1973	9,500
1er juillet 1974	10,000
1er juillet 1975	10,500
1er juillet 1976	11,000
1er juillet 1977	11,500
1er juillet 1978	12,500
1er juillet 1979	13,000
1er juillet 1980	14,000
1er juillet 1981	14,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 octobre 1961 à 8 heures du soir, à l'Hôtel de ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne.

City of St-Jérôme
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned O. Tessier, city clerk, City Hall, 280 Labelle Street, St-Jérôme, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, October 2, 1961, for the purchase of an issue of \$277,500 of bonds for the city of St-Jérôme, county of Terrebonne, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: C-271, \$78,000 — work on road, aqueduct and sewers; C-272, \$47,300 — work on roads, aqueduct and sewers; C-274, \$93,800 — roads, aqueduct and sewers; C-279, \$58,500 — construction of sidewalks and curb stones.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$277,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1962	\$12,000
July 1, 1963	13,000
July 1, 1964	14,000
July 1, 1965	15,000
July 1, 1966	15,500
July 1, 1967	16,500
July 1, 1968	17,500
July 1, 1969	18,500
July 1, 1970	19,500
July 1, 1971	20,500
July 1, 1972	9,000
July 1, 1973	9,500
July 1, 1974	10,000
July 1, 1975	10,500
July 1, 1976	11,000
July 1, 1977	11,500
July 1, 1978	12,500
July 1, 1979	13,000
July 1, 1980	14,000
July 1, 1981	14,500

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 2, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 280 Labelle Street, St-Jérôme, county of Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jérôme, (Comté de Terrebonne), ce 8 septembre 1961.

Le Greffier,
O. TESSIER.

Hôtel de ville, 280, rue Labelle,
St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: GÉneral-8-3950. 58678-o

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Baie-des-Sables
Comté de Matane**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Jean-Paul Massé, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., en la salle du couvent, à Baie des Sables, comté de Matane, mercredi, le 4 octobre 1961, pour l'achat de \$69,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Baie-des-Sables, comté de Matane, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable, semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 19 mai 1961, telle que modifiée — construction d'une école pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$69,000 — 15 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	x\$22,500
1er octobre 1963	x 23,500
1er octobre 1964	1,500
1er octobre 1965	1,500
1er octobre 1966	1,500
1er octobre 1967	1,500
1er octobre 1968	1,500
1er octobre 1969	1,500
1er octobre 1970	1,500
1er octobre 1971	2,000
1er octobre 1972	2,000
1er octobre 1973	2,000
1er octobre 1974	2,000
1er octobre 1975	2,000
1er octobre 1976	2,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$47,291.40, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de \$23,645.70 chacun, de 1962 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à quinze ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie-des-Sables, comté de Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

The council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jérôme, (County of Terrebonne), September 8, 1961.

O. TESSIER,
City Clerk.

City Hall, 280 Labelle Street,
St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: GÉneral-8-3950. 58678

**The school commissioners
for the municipality of Baie-des-Sables
County of Matane**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Massé, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m. in the convent auditorium, at Baie des Sables, county of Matane, on Wednesday, October 4, 1961, for the purchase of an issue of \$69,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Baie-des-Sables, county of Matane, dated October 1, 1961 and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 19, 1961, as modified — construction of a boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$69,000 — 15 years

Year	Capital
October 1, 1962	x\$22,500
October 1, 1963	x 23,500
October 1, 1964	1,500
October 1, 1965	1,500
October 1, 1966	1,500
October 1, 1967	1,500
October 1, 1968	1,500
October 1, 1969	1,500
October 1, 1970	1,500
October 1, 1971	2,000
October 1, 1972	2,000
October 1, 1973	2,000
October 1, 1974	2,000
October 1, 1975	2,000
October 1, 1976	2,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$47,291.40 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of \$23,645.70 each, from 1962 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty year terms only and that tenders for short term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie-des-Sables, county of Matane.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 4 octobre 1961 à 8 heures du soir, en la salle du couvent, à Baie-des-Sables, comté de Matane.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie-des-Sables, (Comté de Matane), ce 12 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL MASSÉ.

Baie-des-Sables, C. P. 98,
Comté de Matane, P. Q.
Téléphone Résidence: 772-4223,
Bureau: 772-4295. 58702-o

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 4, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the convent auditorium, at Baie-des-Sables, county of Matane.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Baie-des-Sables, (County of Matane), September 12, 1961.

JEAN-PAUL MASSÉ,
Secretary-Treasurer.

Baie-des-Sables, P.O.B. 98,
County of Matane, P.Q.
Telephone: Residence: 772-4223,
Office: 772-4295. 58702

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'East Angus
Comté de Compton

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Benoit Fréchette, secrétaire-trésorier, East Angus, comté de Compton, jusqu'à 7 heures du soir, mercredi, le 4 octobre 1961, pour l'achat de \$100,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la ville d'East Angus, comté de Compton, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 juin 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	x \$25,000
1er octobre 1963	x 26,500
1er octobre 1964	2,000
1er octobre 1965	2,000
1er octobre 1966	2,000
1er octobre 1967	2,000
1er octobre 1968	2,000
1er octobre 1969	2,500
1er octobre 1970	2,500
1er octobre 1971	2,500
1er octobre 1972	2,500
1er octobre 1973	3,000
1er octobre 1974	3,000
1er octobre 1975	3,000
1er octobre 1976	3,000
1er octobre 1977	3,000
1er octobre 1978	3,000
1er octobre 1979	3,500
1er octobre 1980	3,500
1er octobre 1981	3,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$53,162.25, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de \$26,581.13 et \$26,581.12, en 1962 et en 1963, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The school commissioners for the municipality of the town of East Angus
County of Compton

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Benoit Fréchette, secretary-treasurer, East Angus, county of Compton, until 7:00 o'clock p.m., on Wednesday, October 4, 1961, for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds for the Catholic school commissioners for the municipality of the town of East Angus, county of Compton, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 19, 1961, as modified — construction of an elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	x \$25,000
October 1, 1963	x 26,500
October 1, 1964	2,000
October 1, 1965	2,000
October 1, 1966	2,000
October 1, 1967	2,000
October 1, 1968	2,000
October 1, 1969	2,500
October 1, 1970	2,500
October 1, 1971	2,500
October 1, 1972	2,500
October 1, 1973	3,000
October 1, 1974	3,000
October 1, 1975	3,000
October 1, 1976	3,000
October 1, 1977	3,000
October 1, 1978	3,000
October 1, 1979	3,500
October 1, 1980	3,500
October 1, 1981	3,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$53,162.25 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of \$26,581.13 and \$26,581.12, in 1962 and 1963, will be received and applied to the service of the said loan.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à East Angus, comté de Compton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 4 octobre 1961, à 7 heures du soir, en l'école Labrecque, East Angus, comté de Compton.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

East Angus, (Comté de Compton), ce 11 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
BENOIT FRÉCHETTE.

East Angus, (Compton), P.Q.

Téléphone: LO-2-3871. 58703-0

Cité de Granby
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que les soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 2 octobre 1961, pour l'achat de \$700,000 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 340, tel que modifié — aqueduc. Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$700,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	\$19,000
1er octobre 1963	20,000
1er octobre 1964	21,000
1er octobre 1965	23,000
1er octobre 1966	24,000
1er octobre 1967	26,000
1er octobre 1968	27,000
1er octobre 1969	29,000
1er octobre 1970	30,000
1er octobre 1971	32,000
1er octobre 1972	34,000
1er octobre 1973	36,000
1er octobre 1974	38,000
1er octobre 1975	41,000
1er octobre 1976	43,000
1er octobre 1977	46,000
1er octobre 1978	48,000
1er octobre 1979	51,000

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at East Angus, county of Compton.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 4, 1961, at 7:00 o'clock p.m., in Labrecque School, East Angus, county of Compton.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

East Angus, (County of Compton), September 11, 1961.

BENOIT FRÉCHETTE,
Secretary-Treasurer,

East Angus, (Compton), P.Q.

Telephone: LO-2-3871. 58703

City of Granby
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, cityclerk, Town Hall, 87 Main street, Granby, county of Shefford, until 8:00 o'clock p.m. Monday, October 2, 1961, for the purchase of an issue of \$700,000 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 340, as modified — aqueduct. For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$700,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	\$19,000
October 1, 1963	20,000
October 1, 1964	21,000
October 1, 1965	23,000
October 1, 1966	24,000
October 1, 1967	26,000
October 1, 1968	27,000
October 1, 1969	29,000
October 1, 1970	30,000
October 1, 1971	32,000
October 1, 1972	34,000
October 1, 1973	36,000
October 1, 1974	38,000
October 1, 1975	41,000
October 1, 1976	43,000
October 1, 1977	46,000
October 1, 1978	48,000
October 1, 1979	51,000

1er octobre 1980 \$54,000
 1er octobre 1981 58,000

October 1, 1980 \$54,000
 October 1, 1981 58,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance, ne seront pas considérées.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the main office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 octobre 1961, à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 2, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 87 Main street, Granby, county of Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (Comté de Shefford), ce 11 septembre 1961.

Granby, (County of Shefford), September 11, 1961.

Le Greffier.

DONAT BROSSEAU,

DONAT BROSSEAU.

City Clerk.

Hôtel de Ville, 87, rue Principale, B.P. 37.

City Hall, 87 Main street, P.O.B. 37.

Granby, (Shefford), P.Q.

Granby, (Shefford), P.Q.

Téléphone: FRontenac-2-2862. 58704-0

Telephone: FRontenac-2-2862. 58704

Ville de Pierrefonds
 Comté de Jacques-Cartier

Town of Pierrefonds
 County of Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Wilson, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 11,072 Boulevard Gouin Ouest, Ville de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 2 octobre 1961, pour l'achat de \$843,000 d'obligations de la ville de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Wilson, secretary-treasurer, Town Hall, 11,072 Gouin Boulevard West, town of Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, until 3:00 o'clock p.m., Monday, October 2, 1961, for the purchase of an issue of \$843,000 of bonds for the town of Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements d'emprunt Nos.: 178 — \$310,000 sur \$360,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts et de voirie; 180 — \$10,500 sur \$11,500, travaux d'aqueduc et d'égouts et travaux de voirie; 183 — \$117,000 sur \$125,000, travaux d'aqueduc et d'égouts, pavages et drainage; 186 — \$213,000 sur \$278,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts, et travaux de voirie; 187 — \$3,500 — travaux de pavages; 188 — \$26,000 sur \$37,000, travaux d'égouts; 192 — \$106,000 sur \$161,000 — travaux d'égouts et de voirie; 194 — \$23,000 sur \$30,000, travaux de pavages; 197 — \$25,000 sur \$56,000 — travaux d'égouts; et 203 — \$9,000 sur \$14,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Loan by-laws Nos.: 178 — \$310,000 on \$360,000 — works on aqueduct, sewers and roads; 180 — \$10,500 on \$11,500, works on aqueduct, sewers and roads; 183 — \$117,000 on \$125,000, works on aqueduct, sewers, paving and drainage; 186 — \$213,000 on \$278,000 — works on aqueduct, sewers and roads; 187 — \$3,500 — works on paving; 188 — \$26,000 on \$37,000, works on sewers; 192 — \$106,000 on \$161,000 — works on sewers and roads; 194 — \$23,000 on \$30,000, works on paving; 197 — \$25,000 on \$56,000 — works on sewers; and 203 — \$9,000 on \$14,000 — works on aqueduct and sewers.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$843,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	\$23,000
1er octobre 1963	24,000
1er octobre 1964	26,000
1er octobre 1965	27,000
1er octobre 1966	30,000
1er octobre 1967	30,000
1er octobre 1968	32,000
1er octobre 1969	34,000
1er octobre 1970	36,000
1er octobre 1971	38,000
1er octobre 1972	41,000
1er octobre 1973	44,000
1er octobre 1974	47,000
1er octobre 1975	48,000
1er octobre 1976	52,000
1er octobre 1977	55,000
1er octobre 1978	58,000
1er octobre 1979	63,000
1er octobre 1980	65,000
1er octobre 1981	70,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 octobre 1961, à 3 heures de l'après-midi, en l'Hôtel de Ville, 11,072 Boulevard Gouin Ouest, Ville de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds, (Comté de Jacques-Cartier), ce 8 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

LAURENT WILSON,

Hôtel de Ville, 11,072 Boulevard Gouin Ouest,
Ville de Pierrefonds,

(Comté de Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: MU-4-4480. 58705-0

Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Pintendre
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Dumont, secrétaire-trésorier, St-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 octobre 1961, pour l'achat de \$98,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pintendre, comté de Lévis, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$843,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	\$23,000
October 1, 1963	24,000
October 1, 1964	26,000
October 1, 1965	27,000
October 1, 1966	30,000
October 1, 1967	30,000
October 1, 1968	32,000
October 1, 1969	34,000
October 1, 1970	36,000
October 1, 1971	38,000
October 1, 1972	41,000
October 1, 1973	44,000
October 1, 1974	47,000
October 1, 1975	48,000
October 1, 1976	52,000
October 1, 1977	55,000
October 1, 1978	58,000
October 1, 1979	63,000
October 1, 1980	65,000
October 1, 1981	70,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierrefonds, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 2, 1961, at 3:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 11,072 Gouin Boulevard West, town of Pierrefonds, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds, (County of Jacques-Cartier), September 8, 1961.

LAURENT WILSON,

Secretary-Treasurer,

Town Hall, 11,072 Gouin Boulevard West,
Town of Pierrefonds,

(County of Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: MU-4-4480. 58705

The school commissioners
for the municipality of Pintendre
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Dumont, secretary-treasurer, St-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, October 3, 1961, for the purchase of an issue of \$98,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Pintendre, county of Lévis, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclu-

1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 5 août 1961, telle que modifiée — agrandissement de l'école des garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$98,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	x\$29,500
1er octobre 1963	x 31,500
1er octobre 1964	1,000
1er octobre 1965	1,500
1er octobre 1966	1,500
1er octobre 1967	1,500
1er octobre 1968	1,500
1er octobre 1969	1,500
1er octobre 1970	1,500
1er octobre 1971	2,000
1er octobre 1972	2,000
1er octobre 1973	2,000
1er octobre 1974	2,000
1er octobre 1975	2,500
1er octobre 1976	2,500
1er octobre 1977	2,500
1er octobre 1978	2,500
1er octobre 1979	3,000
1er octobre 1980	3,000
1er octobre 1981	3,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$64,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de \$32,000 chacun, de 1962 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis, Rond-Point.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 3 octobre 1961 à 8 heures du soir, en la salle du collège, St-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pintendre, (Comté de Lévis), ce 11 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD DUMONT.

St-Louis-de-Pintendre, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 837-2176.

58706-0

sively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 5, 1961, as amended — enlarging of the boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$98,500 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	x\$29,500
October 1, 1963	x 31,500
October 1, 1964	1,000
October 1, 1965	1,500
October 1, 1966	1,500
October 1, 1967	1,500
October 1, 1968	1,500
October 1, 1969	1,500
October 1, 1970	1,500
October 1, 1971	2,000
October 1, 1972	2,000
October 1, 1973	2,000
October 1, 1974	2,000
October 1, 1975	2,500
October 1, 1976	2,500
October 1, 1977	2,500
October 1, 1978	2,500
October 1, 1979	3,000
October 1, 1980	3,000
October 1, 1981	3,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$64,000 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of \$32,000 each from 1962 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lévis, Traffic Circle.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, October 3, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the college auditorium, St-Louis-de-Pintendre.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pintendre, (County of Lévis), September 11, 1961.

GÉRARD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

St-Louis-de-Pintendre, (Lévis), P.Q.
Telephone: 837-2176.

53706

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de St-François-de-Sales
Comté de Laval**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Lucien Cartier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 6830, Boulevard des Mille Isles, St-François, ou jusqu'à 8 heures p.m., à l'école Boileau, 7100, Boulevard des Mille Isles, St-François, comté de Laval, mardi, le 3 octobre 1961, pour l'achat de \$240,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-François-de-Sales, comté de Laval, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 19 juin 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de 12 classes dans la partie sud de la municipalité.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$240,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er octobre 1962	x \$24,500
1er octobre 1963	x 26,000
1er octobre 1964	x 28,000
1er octobre 1965	x 29,500
1er octobre 1966	5,000
1er octobre 1967	5,500
1er octobre 1968	6,000
1er octobre 1969	6,000
1er octobre 1970	6,500
1er octobre 1971	7,000
1er octobre 1972	7,500
1er octobre 1973	8,000
1er octobre 1974	8,000
1er octobre 1975	8,500
1er octobre 1976	9,000
1er octobre 1977	9,500
1er octobre 1978	10,500
1er octobre 1979	11,000
1er octobre 1980	11,500
1er octobre 1981	12,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$104,214, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$26,053.50 chacun, de 1962 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera

**The school commissioners for the
municipality of St-François-de-Sales
County of Laval**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lucien Cartier, secretary-treasurer, until 7:30 p.m., at 6830 Boulevard des Mille Isles, St-François, or until 8:00 o'clock p.m., at the Boileau school, 7100 Boulevard des Mille Isles, St-François, county of Laval, Tuesday, October 3, 1961, for the purchase of an issue of \$240,000 of bonds for the school commissioners of the municipality of St-François-de-Sales, county of Laval, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 19, 1961, as amended — construction of an elementary school of 12 classes in the south part of the municipality.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$240,000 — 20 years	
Year	Capital
October 1, 1962	x \$24,500
October 1, 1963	x 26,000
October 1, 1964	x 28,000
October 1, 1965	x 29,500
October 1, 1966	5,000
October 1, 1967	5,500
October 1, 1968	6,000
October 1, 1969	6,000
October 1, 1970	6,500
October 1, 1971	7,000
October 1, 1972	7,500
October 1, 1973	8,000
October 1, 1974	8,000
October 1, 1975	8,500
October 1, 1976	9,000
October 1, 1977	9,500
October 1, 1978	10,500
October 1, 1979	11,000
October 1, 1980	11,500
October 1, 1981	12,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$104,214 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$26,053.50 each, from 1962 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held

tenue mardi, le 3 octobre 1961 à 8 heures du soir, à l'école Boileau, 7100, Boulevard des Mille Isles, St-François, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-François-de-Sales, (Comté de Laval), ce 12 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN CARTIER.

6830, Boulevard des Mille Isles,
St-François, (Laval), P.Q.
Téléphone: NO-6-8034. 58707-0

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de St-Gabriel
Comté de Rimouski**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et dossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-P. Kirallah, secrétaire-trésorier, St-Gabriel, comté de Rimouski, jusqu'à 11 heures du matin, dimanche, le 1er octobre 1961, pour l'achat de \$218,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gabriel, comté de Rimouski, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 18 juin 1961, telle que modifiée — construction d'une école secondaire de douze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$218,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	x \$31,500
1er octobre 1963	x 33,500
1er octobre 1964	x 35,500
1er octobre 1965	x 37,500
1er octobre 1966	3,000
1er octobre 1967	3,500
1er octobre 1968	3,500
1er octobre 1969	4,000
1er octobre 1970	4,000
1er octobre 1971	4,000
1er octobre 1972	4,500
1er octobre 1973	4,500
1er octobre 1974	5,000
1er octobre 1975	5,500
1er octobre 1976	5,500
1er octobre 1977	6,000
1er octobre 1978	6,500
1er octobre 1979	6,500
1er octobre 1980	7,000
1er octobre 1981	7,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$146,880, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$36,720 chacun, de 1962 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque

on Tuesday, October 3, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Boileau school, 7100 Boulevard des Mille Isles, St-François, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-François-de-Sales, (County of Laval), September 12, 1961.

LUCIEN CARTIER,
Secretary-Treasurer.

6830, Boulevard des Mille Isles,
St-François, (Laval), P.Q.
Telephone: NO-6-8034. 58707

**The school commissioners
for the municipality of St-Gabriel
County of Rimouski**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-P. Kirallah, secretary-treasurer, St-Gabriel, county of Rimouski, until 11:00 o'clock a.m., on Sunday, October 1, 1961, for the purchase of an issue of \$218,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Gabriel, county of Rimouski, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 18, 1961, as modified — construction of a twelve-classroom secondary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$218,500 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	x \$31,500
October 1, 1963	x 33,500
October 1, 1964	x 35,500
October 1, 1965	x 37,500
October 1, 1966	3,000
October 1, 1967	3,500
October 1, 1968	3,500
October 1, 1969	4,000
October 1, 1970	4,000
October 1, 1971	4,000
October 1, 1972	4,500
October 1, 1973	4,500
October 1, 1974	5,000
October 1, 1975	5,500
October 1, 1976	5,500
October 1, 1977	6,000
October 1, 1978	6,500
October 1, 1979	6,500
October 1, 1980	7,000
October 1, 1981	7,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$146,880 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$36,720 each, from 1962 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by

visé, payable au pair à St-Gabriel, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, dimanche, le 1er octobre 1961, à 11 heures du matin, dans la salle du collège, St-Gabriel, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gabriel, (Comté de Rimouski), ce 11 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier.

J.-P. KIRALLAH.

St-Gabriel, (Rimouski), P.Q.

Téléphone: 732-4384.

58708-0

certified cheque payable at par at St-Gabriel, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Sunday, October 1, 1961, at 11:00 o'clock a.m., in the college auditorium, St-Gabriel, county of Rimouski.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Gabriel, (County of Rimouski), September 11, 1961.

J.-P. KIRALLAH.

Secretary-Treasurer.

St-Gabriel, (Rimouski), P.Q.

Téléphone: 732-4384.

58708

Syndicats coopératifs

RCAF Moisie Credit Union

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « RCAF Moisie Credit Union », en date du 15 août 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à RCAF Moisie, Sept-Iles, comté de Saguenay.

Québec, le 30 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province.

58672

RAYMOND DOUVILLE.

La Coopérative d'Habitation de Sherbrooke

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Coopérative d'Habitation de Sherbrooke », en date du 13 août 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke.

Québec, le 28 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province.

58673-0

RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat Coopératif d'Aqueduc de L'Alverne

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat Coopératif d'Aqueduc de L'Alverne », en date du 26 août 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à L'Alverne, comté de Bonaventure.

Québec, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province.

58690-0

RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

RCAF Moisie Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated the 15th day of August, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "RCAF Moisie Credit Union", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of the said cooperative syndicate is located at RCAF Moisie, Sept-Iles, county of Saguenay.

Quebec, August 30, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

58672-0

Assistant Secretary of the Province.

La Coopérative d'Habitation de Sherbrooke

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated 13th day of August, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Coopérative d'Habitation de Sherbrooke", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Sherbrooke, county of Sherbrooke.

Quebec, August 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

58673

Assistant Secretary of the Province.

Syndicat Coopératif d'Aqueduc de L'Alverne

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated August 26, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de L'Alverne", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at L'Alverne, county of Bonaventure.

Quebec, September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

58690

Assistant Secretary of the Province.

Syndicat Forestier de Guyenne

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat Forestier de Guyenne », en date du 14 août 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Guyenne, comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 1er septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58691-0

RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat Forestier de Guyenne

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated August 14, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat Forestier de Guyenne", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Guyenne, county of Abitibi-West.

Quebec, September 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58691

Assistant Secretary of the Province.

Syndicat professionnel

Association des Employés de l'Industrie de l'Auto-Voiture de Drummondville

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 31 août 1961, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des Employés de l'Industrie de l'Auto-Voiture de Drummondville », dont la constitution avait été autorisée le 2 juillet 1945, avec siège à Drummondville, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58649

RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicate

Association des Employés de l'Industrie de l'Auto-Voiture de Drummondville

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on August 31, 1961, has enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des Employés de l'Industrie de l'Auto-Voiture de Drummondville", the incorporation of which had been authorized on July 2, 1945, with head office in Drummondville, and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Quebec, September 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

58649

Assistant Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1960, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company » à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques, au plus haut enchérisseur, par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures de l'avant-midi, le deuxième jour de novembre 1961, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Toronto, Ont., le 12 septembre 1961.

Canadian Pacific Express Company,

Le Surintendant général,

58085-37-6-0

F. A. DOYLE.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1960, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the second day of November, 1961, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Toronto, Ont., September 12, 1961.

Canadian Pacific Express Company,

F. A. DOYLE,

58685-37-6-0

General Superintendent.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 15,887. { EMILE LEMAIRE, demandeur, vs PAUL PELLETIER, PAUL-H. MOISAN,

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15,887. { EMILE LEMAIRE, plaintiff, vs PAUL PELLETIER, PAUL-H. MOISAN,

curateur, et JACQUES RENÉ de COTRET, syndics, défendeur.

« Un terrain, mesurant cent quatre pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant une partie du lot numéro neuf (P. 9) avec toutes les bâtisses y érigées.

Lequel terrain est compris dans les limites suivantes: en front au nord-ouest la route nationale, en profondeur au sud-ouest, une rue, d'un côté au sud-ouest Albert Côté ou représentant et de l'autre côté au nord-est M. O. Champagne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Charles de Drummondville, comté de Drummond, SAMEDI le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DEUX heures p.m. heure en vigueur à cette date. Ledit immeuble sera mis en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur.

Bureau du Shérif, Arthabaska, 11 septembre 1961. 58694-37-2-0

Le Shérif,

LÉO FAUCHER.

curator, and JACQUES RENÉ de COTRET, trustee, defendant.

"A lot of land, measuring one hundred and four feet in front, by one hundred feet in depth, the whole English measure, known and designated in the official plan and book of reference for the registry cadaster of the county of Drummond, in the township of Wendover, as being a part of lot number nine (P. 9) with all the buildings thereon erected.

Said terrain is enclosed within the following boundaries: in front, on the northwest, by the national highway, in depth, on the southwest, by a street, on one side, on the southwest by the land of Albert Côté or representative, and on the other side on the northeast by the land of Mr. O. Champagne."

To be sold at the parochial church door of St-Charles de Drummondville, county of Drummond, on SATURDAY, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1961, at TWO o'clock p.m. of the time in force on this date. The said immoveable will be put up for sale and adjudged to the highest and last bidder.

Sheriff's Office, Arthabaska, September 11, 1961. 58694-37-2

LÉO FAUCHER,

Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, No 3,443. { LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS ST-LAURENT demandeur vs RAOUL DUMONT, défendeur.

« Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impenses sur le lot numéro 15 du rang sept, Lac Témiscouata, seigneurie Madawaska, situé en la paroisse St-Pierre Lamy, tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Pierre Lamy, comté Témiscouata, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 22 août 1961. 58531-34-2-0 [Première insertion le 26 août 1961.]

Le Shérif,

MAURICE MORIN.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 3,443. { LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS ST-LAURENT, plaintiff, vs RAOUL DUMONT, defendant.

"The rights of pre-emption, clearing, improvements and upkeep on lot number 15 of range seven, Lake Temiscouata, Seigniorie Madawaska, situated in the parish of St-Pierre Lamy, all the rights which the defendant has or may have on the said lot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Pierre Lamy, county of Temiscouata, on the FIFTH day of OCTOBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, August 22, 1961. 58531-34-2 [First insertion on August 26, 1961.]

MAURICE MORIN,

Sheriff.

QUÉBEC

Québec, à savoir: { BANQUE D'ÉCONOMIE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant une place d'affaires dans la cité de Québec, contre LES HÉRITIERS DE FEU F. X. AUGER de son vivant demeurant à 208 Blvd. Pierre Bertrand, Québec, P.Q.

Avis est par le présent donné que la vente qui devait avoir lieu le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1961, dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu le SIXIÈME jour d'OCTOBRE, à DIX heures de l'avant-midi au même endroit.

Bureau du Shérif, Québec, le 12 septembre 1961. 58700-0

Le Député-Shérif,

ALBERT F. RACETTE.

QUÉBEC

Québec, to wit: { QUEBEC SAVINGS BANK, body politic and corporate having a place of business in the city of Québec, vs THE HEIRS OF THE LATE F. X. AUGER, residing during his lifetime at 208 Pierre Bertrand Blvd., Québec, P.Q.

Notice is hereby given that the sale which was to take place the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1961, in the above-mentioned case, will take place the SIXTH day of OCTOBER, at TEN o'clock in the forenoon at the same place.

Sheriff's Office, Québec, September 12, 1961. 58700

ALBERT F. RACETTE,

Deputy-Sheriff.

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 14-989. **L**A SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT, corps politique légalement constitué, ayant son siège sociale à Ottawa, province d'Ontario, et une succursale à Montréal, dans les districts respectifs des Trois-Rivières, et de Montréal, demanderesse *vs* RAYMOND LARIVIÈRE, assembleur, domicilié au No 1713 de la 18ième rue à Ville de Tracy, dans le district de Richelieu, défendeur et ME J. L. L'HEUREUX, notaire de la Cité de Sorel, curateur du délaissement.

« Un terrain situé en la paroisse de St-Joseph de Sorel (aujourd'hui à Tracy), connu et décrit au cadastre de la paroisse St-Pierre de Sorel sous le No 20 de la subdivision du lot No 19 et sous le No 11 de la subdivision du lot No 20 (Nos 19-20 et 20-11), avec les bâtisses qui y sont et seront érigées, circonstances et dépendance. »

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice, à Sorel, district de Richelieu, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sorel, le 21 août 1961. *Le Shérif,* ADÉLARD GOULET. 58514-34-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 25,985. **L**'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse *vs* PIERRE BAULIANE, cultivateur, domicilié à St-Moïse, comté Matapédia, district de Rimouski, défendeur.

Une terre, située en la paroisse de St-Moïse, contenant cent quatre-vingt-six acres en superficie, connue et désignée sous les numéros cinquante, cinquante-et-un et cinquante-trois (50, 51 et 53) du cadastre officiel du rang sud-ouest, chemin Kempt, du canton Cabot, avec la maison et les autres bâtiments y érigés, circonstances et dépendances.

Pour être vendue « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Moïse, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, 21 août 1961. *Le Député Shérif,* JACQUES MARTIN. 58530-34-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 6409. **J.** L. PAYEUR, demandeur *vs* GÉRARD LAQUERRE défendeur, tous deux de Évain, Qué., district de Rouyn-Noranda.

« Les droits acquis sur un certain lot portant le numéro 31 situé dans le rang 7, canton de Bois-chastel, paroisse d'Évain, ainsi que toutes les

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 14-989. **C**ENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, body politic, legally incorporated, having its head office at Ottawa, province of Ontario, and a branch office in Montreal, in the respective districts of Trois-Rivières and Montreal, plaintiff, *vs* RAYMOND LARIVIÈRE, fitter, domiciled at No. 1713 18th Street in the Town of Tracy, in the district of Richelieu, defendant and ME J. L. L'HEUREUX, notary, of the City of Sorel, curator to the surrender.

« A lot of land situated in the parish of St. Joseph de Sorel (now Tracy), known and described in the cadaster of the parish of St. Pierre de Sorel under the No. 20 of the subdivision of lot No. 19, and under No. 11 of the subdivision of lot No. 20 (Nos. 19-20 and 20-11), with the buildings thereon erected and to be erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at my office in the Court House, in Sorel, district of Richelieu, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sorel, August 21, 1961. *ADÉLARD GOULET,* Sheriff. 58514-34-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 25,985. **Q**UEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff *vs* PIERRE BAULIANE, farmer, domiciled at St-Moïse, county Matapedia, district of Rimouski, defendant.

A farm, situated in the parish of St-Moïse, containing one hundred and eight-six acres in area, known and designated under numbers fifty, fifty-one and fifty-three (50, 51 and 53) of the official cadaster of the southwest range, Kempt Road, of the township of Cabot, with the house and the other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Moïse, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rimouski, August 21, 1961. *JACQUES MARTIN,* Deputy Sheriff. 58530-34-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 6409. **J.** L. PAYEUR, plaintiff *vs* GÉRARD LAQUERRE both of Évain, Qué., district of Rouyn-Noranda.

« The acquired rights on a certain lot of land bearing number 31 situated in range 7, township of Bois-chastel, parish of Évain, with buildings

bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard de Boischastel, Évain, Québec, MARDI le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 1er juin 1961. 58701-37-2-0

Le Shérif,

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { THE WESTERN SAVINGS AND LOAN
No 4448. ASSOCIATION, corporation

ayant son bureau-chef à Winnipeg, Manitoba, demanderesse, *versus* WALTER KRANCEVIC, hôtelier, domicilié à 9 rue Principale, cité de Rouyn, P.Q., défendeur dans l'instance en cours: Une hôtellerie, située aux numéros 5-9 rue Principale, Rouyn, Que., ou plus précisément:

« Un certain lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent vingt-trois (523), ainsi que la partie sud-est du lot cinq cent vingt-quatre (524) du bloc quarante et un (41), selon les plan et cadastre officiels pour le canton de Rouyn, ladite portion sud-est, étant décrite plus précisément comme suit:

Un lopin de terre de forme pentagonale irrégulière, bornée vers le nord par une ruelle (numéro 228); vers le nord-est par une autre ruelle (numéro 533); vers le sud-est par ledit lot numéro 523; vers le sud-ouest, en avant, par l'avenue Principale, (numéro 534) et vers le nord-ouest, sur une longueur de soixante-neuf pieds et quatre-vingt-trois centièmes de pied (69.83') par le résidu du lot cinq cent vingt-quatre (524); mesurant quarante pieds (40') de largeur en avant sur l'Avenue Principale et la même largeur de quarante pieds (40') à une distance de soixante-neuf pieds et quatre-vingt-trois centièmes (69.83') commençant à la ligne de démarcation sur ladite Avenue Principale. La ligne séparative entre les parties nord-ouest et sud-est dudit lot cinq cent vingt-quatre (524) étant déterminée en vertu d'un arpentage fait le 7 novembre 1938 par J. Hector Paquin, arpenteur, dont copie est déposée avec un acte de vente passé devant le notaire Edmond Comtois, en date du 22 juillet 1944, sous les minutes numéro 3257 dudit notaire et enregistré sous le numéro 27888, ainsi que les bâtisses y érigées, équipement, circonstances et dépendances ».

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissial St-Joseph de Rouyn, P.Q., MERCREDI, le DIX-HUITIÈME (18) jour d'OCTOBRE 1961, à TROIS (3) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 13 septembre 1961. 58729-37-2-0

Le Shérif,

thereon erected, circumstances and dependences".

To be sold at the door of the church of St-Bernard of Boischastel, Évain, Québec, on TUESDAY SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J.-H. CHARBONNEAU,
Rouyn, June 1, 1961. 58701-37-2-0

Sheriff,

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { THE WESTERN SAVINGS AND LOAN
No. 4448. ASSOCIATION, a corpora-

tion having its head office in Winnipeg, Manitoba, plaintiff *versus* WALTER KRANCEVIC, hotel-keeper, residing at 9 Main Avenue, Rouyn, P.Q., defendant in continued suit: A hotel property situated at numbers 5-9 Main Avenue, Rouyn, P.Q., or more precisely:

"That certain parcel of land known and designated as lot number five hundred and twenty-three (523), with the southeastern portion of lot number five hundred and twenty-four (524) of block forty-one (41) according to the official plan and book of reference for the township of Rouyn, the said southeastern portion being more fully described as being:

A tract of land of irregular pentagonal form being bounded towards the north by a lane (number 228); towards the northeast by another lane (number 533); towards the southeast by the aforesaid lot number 523; towards the southwest, in front, by Main Avenue (number 534) and towards the northwest, for a length of sixty-nine feet eighty-three hundredths of a foot (69.83') by the residue of said lot number five hundred and twenty-four (524); measuring forty feet (40') in width, in front, on Main Avenue and the same width of forty (40') feet at a distance of sixty-nine feet and eighty-three hundredths of a foot (69.83') starting from the front boundary line on Main Avenue. The boundary line between the northwest and southeast parts of the said lot number five hundred and twenty-four (524) being established by virtue of a survey made on November 7, 1938 by J. Hector Paquin, land surveyor, a copy of which is deposited with a deed of sale passed before Edmond Comtois, notary, on July 22, 1944, under his minute number 3257, duly registered under number 27888, both with the buildings thereon erected, together with all equipment, rights, members and appurtenances".

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Joseph of Rouyn, P.Q., on WEDNESDAY, OCTOBER EIGHTEENTH (18) 1961, at THREE (3) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J.-H. CHARBONNEAU,
Rouyn, September 13, 1961. 58729-37-2-0

Sheriff,

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { ROBERT FILLIAULT,
No 22 506. restaurateur, domicilié à

Weedon, district de St-François, demandeur, *vs* LÉANDRE COUTURE, résidant à Weedon, district de St-François, défendeur, et LE REGISTRATEUR, de la division

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { ROBERT FILLIAULT,
No. 22 506. restaurant-keeper, domici-

ciled at Weedon, district of St. Francis, plaintiff, *vs* LÉANDRE COUTURE, residing at Weedon, district of St. Francis, defendant, and THE REGISTRAR of the registry

d'enregistrement de Wolfe, situé à Ham Sud, district de St-François, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur:

« Le lot trois B (3B) du rang trois du canton de Ham-Sud.

« Le lot trois C (3C) du rang trois du canton de Ham-Sud, sauf et à distraire dudit lot trois C (3C) la partie située au sud-est du cordon entre les rangs 3 et 4, borné d'un bout par le cordon, à l'autre bout par le lot 3A du rang ouest, d'un côté par le lot 3A du rang quatre et du côté nord-est par le lot 3E du rang trois, avec bâtisses et dépendances dessus construites ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Ham-Sud, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES,
Sherbrooke, ce 21 août 1961. 58515-34-2-o
[Première insertion le 26 août 1961]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { **L** A BANQUE CANADIEN-
No 22,643. { **N** E DE COMMERCE,
corporation ayant son bureau
chef et principale place d'affaires dans la cité de
Toronto, province d'Ontario, avec une succursale
dans le village d'Ayer's Cliff, district de St-Fran-
çois, demanderesse, *vs* RODOLPHE ROY, du
village de St-Malo d'Auckland, district de St-
François, défendeur.

« Ce certain morceau de terre situé dans le canton d'Auckland, comté de Compton, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme le lot numéro cinq A (5-A) dans le quatrième rang dudit canton, avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Malo d'Auckland, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DIX heures a.m.

Le Shérif,

58684-37-2-o DONAT JACQUES.
[Première insertion le 9 septembre 1961]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **G**ÉRARD LEVESQUE,
No 33,040. { élèveur, domicilié à Ste-
Anne des Plaines, des comté
et district de Terrebonne, et BERNARD LA-
COSTE, artisan, domicilié à Ste-Anne des
Plaines, des comté et district de Terrebonne, et
J. PIERRE LAUZON, artisan, domicilié à Ste-
Anne des Plaines, des comté et district de Terre-
bonne, et CHARLES BÉLIVEAU, artisan,
domicilié à Ste-Anne des Plaines, des comté et
district de Terrebonne, et RENÉ LEVESQUE,
artisan, domicilié à Ste-Anne des Plaines, des
comté et district de Terrebonne, et Mme GÉ-
RARD LEVESQUE, épouse contractuellement
séparée de GÉRARD LEVESQUE, dûment
autorisée par son époux aux fins des présentes,
élèveuse, de Ste-Anne des Plaines, des comté et
district de Terrebonne, et ÉDOUARD RIVEST,
faisant affaires seul sous les noms et raison
sociale de E. RIVEST & FILS de Ste-Anne des
Plaines, des comté et district de Terrebonne,
demandeurs *vs* Y. MANZO LTÉE, corps poli-

division of Wolfe, situated at Ham-Sud, district of St. Francis, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant:

"Lot three B (3B) of range three of the township of Ham-Sud;

"Lot three C (3C) of range three of the township of Ham-Sud, save and to district of said lot three C (3C) the part situate to the southeast of the line between ranges 3 and 4, bounded at one end by the line, at the other end by the lot 3A of range west, on one side by lot 3A of range four and on the northeast side by lot 3E of range three, with buildings and dependencies thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Joseph, Ham-Sud, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1961, at eleven o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, August 21, 1961. 58515-34-2-o
[First insertion the 26th of August, 1961]

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { **T**HE CANADIAN BANK
No. 22,643. { **O**F COMMERCE, a
corporation having its head
office and principal place of business in the city
of Toronto, Province of Ontario, with a branch
office in the village of Ayer's Cliff, district of
St. Francis, plaintiff, *vs* RODOLPHE ROY, of
the village of St-Malo d'Auckland, district of
St. Francis, defendant.

"That certain parcel of land situated in the township of Auckland, county of Compton, known and designated on the official plan and book of reference of the said township as lot number five A (5-A) in the fourth range of the said township, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Malo d'Auckland, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

58684-37-2-o Sheriff.
[First insertion on the 9th of September, 1961]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **G**ÉRARD LEVESQUE,
No. 33,040. { breeder, domiciled at
Ste-Anne des Plaines, of the
county and district of Terrebonne, and BER-
NARD LACOSTE, craftsman, domiciled at
Ste-Anne des Plaines, of the county and district
of Terrebonne, and J. PIERRE LAUZON, crafts-
man, domiciled at Ste-Anne des Plaines, of the
county and district of Terrebonne, and CHAR-
LES BÉLIVEAU, craftsman, domiciled at Ste-
Anne des Plaines, of the county and district of
Terrebonne, and RENÉ LEVESQUE, craftsman,
domiciled at Ste-Anne des Plaines, of the county
and district of Terrebonne, and MRS. GÉRARD
LEVESQUE, wife contractually separated of
GÉRARD LEVESQUE, duly authorized by her
husband for these present purposes, breeder, of
Ste-Anne des Plaines, of the county and district
of Terrebonne, and ÉDOUARD RIVEST,
carrying on business alone under the style and
name of E. RIVEST & FILS, of Ste-Anne des
Plaines, of the county and district of Terrebonne

tique dûment incorporée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Montréal et ayant un bureau à Ste-Anne des Plaines, des comté et district de Terrebonne, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et appartenant à la défenderesse.

« Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Anne des Plaines, comté de Terrebonne, faisant partie du lot No cinq cent quatre-vingt-neuf (Ptie 589) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, borné au sud par la cinquième avenue, ou rang du Bras Nord et mesurant cent soixante-douze pieds à l'est par le lot No 588 et mesurant dans cette ligne deux cent quatre-vingt-sept pieds, au nord par une autre partie du lot No 589 et mesurant dans cette ligne deux cent quinze pieds, à compter du lot No 588, et de l'autre côté par partie du lot No 589 et mesurant dans cette ligne deux cent soixante pieds à compter de la cinquième avenue.

Avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Plaines, JEUDI le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, le 15 août 1961. 58488-34-2-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { ALBERT TURCOTTE,
No 26404. { maître-imprimeur de
ville Mont-Royal, district de
Montréal, demandeur *vs* WILFRID BÉLANGER,
des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné dont la vente devait avoir lieu le 10 septembre 1958 est fixée à mercredi le vingt-sept septembre 1961 à deux heures de l'après-midi.

« Un certain emplacement situé en la paroisse St-Louis de Terrebonne, mesurant trente et un pieds de largeur sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et composé:

a) Du lot numéro trois cent deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-302) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Louis de Terrebonne, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

b) de la partie nord-ouest du lot numéro trois cent trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11 Ptie N.O. 303) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant six pieds de largeur sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit; en front par le chemin public, en arrière, au nord-est par une ruelle, numéro 11-301, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro 11-302 ci-dessus décrit et de l'autre côté, au sud-est par le résidu dudit lot numéro 11-303.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec et y compris tous les objets mobiliers contenus dans lesdites bâtisses, que le débiteur pour les fins

plaignants, *vs* Y. MANZO LTÉE, a body politic duly incorporated having its head office and its main office at Montreal, and having an office at Ste-Anne des Plaines, of the county and district of Terrebonne, defendant.

Notice of Sale

The immoveables hereinafter designated and belonging to the defendant.

«An emplacement situated in the parish of Ste-Anne des Plaines, county of Terrebonne, forming part of lot No. five hundred and eighty-nine (Pt. 589) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Louis de Terrebonne, bounded on the south by Fifth Avenue, or range du Bras Nord and measuring one hundred and seventy-two feet on the east by lot No. 588 and measuring in this line two hundred and eighty-seven feet, on the north by another part of lot No. 589 and measuring in this line two hundred and fifteen feet, starting from lot No. 588, and on the other side, by part of lot No. 589 and measuring in this line two hundred and sixty feet starting from Fifth Avenue.

With circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected." »

To be sold at the door of the church of Ste-Anne des Plaines, THURSDAY, the TWENTY-EIGHT day of SEPTEMBER, 1961 at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT, Sheriff.
St-Jérôme, August 15, 1961. 58488-34-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { ALBERT TURCOTTE,
No. 26404. { master-printer of the
town of Mount Royal, district of Montreal, plaintiff *vs* WILFRID BÉLANGER,
of the city and district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated, the sale of which was to have taken place on September 10, 1958, is fixed for Wednesday, the twenty-seventh day of September, 1961, at two o'clock in the afternoon.

A certain emplacement situated in the parish of St-Louis de Terrebonne, measuring thirty-one feet in width by eight-six feet in depth, English measure, more or less and composed:

a. Of lot number three hundred and two of the official subdivision of the original lot number eleven (11-302) on the official plan and in the book of reference of the parish St-Louis de Terrebonne, measuring twenty-five feet in width by eighty-six feet in depth, English measure, more or less;

b. of the northwest part of lot number three hundred and three of the official subdivision of the original lot number eleven (11 Pt. N.W. 303) of the said official plan and book of reference, measuring six feet in width by eighty-six feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows; in front, by the public road, in rear, on the northeast, by a lane, number 11-301, on one side on the northwest by lot number 11-302 above described and on the other side, on the southeast by the residue of the said lot number 11-303.

With all the buildings thereon erected, with and included therein all the moveable objects contained in the said buildings, which the debtor,

des présentes, rend immeuble par destination en vertu de l'article 380 du Code civil de la province de Québec. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Maurice de Bois des Filion, MERCREDI le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, 15 août 1961. 58489-34-2-o

for these present purposes, renders immovable by destination under article 380 of the Civil Code of the Province of Quebec."

To be sold at the door of the church of St. Maurice de Bois des Filion, WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, August 15, 1961. 58489-34-2

TROIS — RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { J. ROSAIRE TRUDEL, en-
No 13,751. { J. trepreneur de St-Tite,
district de Trois-Rivières,
était, demandeur, vs MARGUERITE McKENZIE, alias MARGOT McKENZIE, épouse de Clinton Carvin, tous deux de Escourt, district de Kamouraska et ce dernier pour autoriser ou assister son épouse aux fins des présentes, CLÉMENCE McKENZIE des cité et district de Montréal, épouse de Roger Caron de lieux inconnus, dûment autorisée aux fins des présentes, et ELIZABETH McKENZIE de Rivière aux Rats, district de Québec, épouse de Hubert Ducharme du même lieu, également autorisée aux fins des présentes, étaient, défenderesses, et HUBERT DUCHARME, avocat, de Rivière aux Rats, district de Québec, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Arthur McKenzie, et P.E. BOUDREAU, de La Tuque, en sa qualité de registraire du bureau d'enregistrement du comté de Lavolette, division de la Tuque, étaient, mis-en-cause.

Ledit J. ROSAIRE TRUDEL, demandeur, Lesdites MARGUERITE McKENZIE, alias MARGOT McKENZIE, CLÉMENCE McKENZIE et ELIZABETH McKENZIE défenderesses.

« Les lots numéros cinquante-trois et cinquante-quatre (53 et 54) dans le troisième rang du cadastre officiel du Canton Carignan, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de la ville de La Tuque, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent soixante et un, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GUY MERCIER.
Trois-Rivières, le 14 août 1961. 58506-34-2-o

TROIS — RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { J. ROSAIRE TRUDEL,
No. 13,751. { J. contractor, of St-Tite,
district of Trois-Rivières, was
plaintiff, vs MARGUERITE McKENZIE, alias MARGOT McKENZIE, wife of Clinton Carvin, both of Estcourt, district of Kamouraska, and the latter to authorize or assist his wife for these presents, CLÉMENCE McKENZIE of the city and district of Montreal, wife of Roger Caron of unknown address, duly authorized for these presents, and ELIZABETH McKENZIE of Rivière aux Rats, district of Quebec, wife of Hubert Ducharme, of the same place, also authorized for these presents, were defendants, and HUBERT DUCHARME, advocate, of Rivière aux Rats, district of Quebec, in his capacity as testamentary executor of the estate of the late Arthur McKenzie, and P.E. BOUDREAU, of La Tuque, in his capacity as registrar for the registry division of the county of Lavolette, division of La Tuque, were mis-en-cause.

The said J. ROSAIRE TRUDEL, plaintiff, The said MARGUERITE McKENZIE, alias MARGOT McKENZIE, CLÉMENCE McKENZIE and ELIZABETH McKENZIE, defendants.

"Lots number fifty-three and fifty-four (53 and 54) on the third range of the official cadaster of the township of Carignan, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registry office of the town of La Tuque, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-one, at FOUR o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, August 14, 1961. 58506-34-2

INDEX No 37

ACTION en séparation de biens

ACTION for Separation as to Property

Poltrini vs Parizeau 3977

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

1471 - Classement, vieille église Eaton situé à Eaton Corner.....	3981
1471 - Classification, old Eaton church situated at Eaton Corner.....	3981
1472 - Classement de 2 chapelles de procession de St-Louis de l'Île-aux-Coudres.....	3982
1472 - Classification of 2 chapels for procession of St-Louis de l'Île-aux-Coudres.....	3982
1473 - Classement, ancien collège St-Michel et des immeubles à Vaudreuil.....	3983
1473 - Classification, former St-Michel College and the immoveables at Vaudreuil.....	3983
1523 - Classement, manoir Couillard-Dupuis à Montmagny.....	3983
1523 - Classification, manoir Couillard-Dupuis in Montmagny.....	3983
1524 - Classement, église de l'Hôtel Dieu de Québec.....	3984
1524 - Classification of the Hôtel-Dieu Church in Quebec.....	3984

ARRÊTÉS en Conseil (suite)

1827 - Classement des Maisons Hertel de la Fresnière et de Gannes aux Trois-Rivières.....	3977
1827 - Classification of the Maison Hertel de la Fresnière et de Gannes, at Trois-Rivières.....	3977
1833-D - Métallurgie, région de Québec.....	3978
1833-D - Metal trades, region of Quebec.....	3978
1833-H - Fer et bronze d'ornementation, région de Montréal.....	3979
1833-H - Ornamental iron and bronze, region of Montreal.....	3979
1852 - Réserve de Pohénégamook.....	3977
1852 - Pohénégamook Reserve.....	3977
1874-A - Établissements commerciaux, ville de St-Félicien et un rayon de 5 milles de ses limites.....	3979
1874-A - Commercial establishments, town of St-Félicien and a radius of 5 miles from its limits.....	3979
1890 - Conciliation entre locataires et propriétaires munc. par. Saint-Jean l'Évangéliste (Comté de Saint-Jean) et Saint-Athanase (Comté d'Iberville).....	3985
1890 - Conciliation between leasees and property-owners and the munic. par. of Saint-Jean l'Évangéliste (County of Saint John's) and Saint-Athanase (County of Iberville).....	3985

ORDERS in Council (continued)

AVIS

Coopérative d'Électricité de Sept-Iles (La) - (Fusion - Amalgamation).....	3985
St-Eustache, ville - town (Requête - request).....	3986

NOTICES

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des Chartes - Abandon de

Centre d'Achats de Rigaud Limitée.....	3986
Modern Plumbing & Heating Ltd.....	3986
Rigaud Shopping Centre Limited.....	3986
Stella Construction Corporation.....	3986

COMPANIES

Notices relative to the Act of Charters - Surrender of

Dissoutes

Columbus Textile Co. Ltd.....	3986
Comité Industriel de Fort Chambly Limitée (Le).....	3987
Compagnie de Téléphone Perkins, Ltée (La).....	3989
Corporation de Finance d'Amos Inc. (La).....	3987
Expansion du Canada Construction Cie Ltée.....	3987
Expansion of Canada Construction Co. Ltd.....	3987
Forestier (Lucien) Ltd.....	3988
Grandchamp Quebec Mining and Exploration Company Limited.....	3990
Grolean & Frères Ltée.....	3990
Industrie du Lac du Cerf Ltée.....	3990
Lithographie St-Michel Inc.....	3988
Meco Art Studios Limited.....	3990
Miss Montreal (Dorval) Ltée.....	3989
Perkins Telephone Company Limited..	3989
Sifto Salt Limited.....	3989
St-Michel Lithographing Inc.....	3988
United Debenture Investment Corporation 1936.....	3988
Zakibe (E.A.) Realties Ltd.....	3988

Divers

Chelsea Place Gardens (Règl.- By-laws). Corporation des Psychologues de la Province de Québec (La) - (Règl.).....	3993
Corporation of Psychologists of the Province of Quebec (The) - (By-laws).....	3992
Goldmark Optical Supplies Ltd. (Dir.).....	3991
Harterre Schools Inc. (Règl.- By-laws).....	3992
Institut de la Tour Inc. (Règl.- By-laws).....	3993
Loisirs de Brownsburg Inc. (Les) - (Règl.- By-laws).....	3991
Metropolitan Plumbing & Heating Contractors Limited (Dir.).....	3991
Plomberie Métropolitaine Limitée (La) (Dir.).....	3991
Rodwick Inc. (Dir.).....	3992

Miscellaneous

Service des Loisirs St-Maurice Inc. (Règl.- By-laws).....	3992
Supreme Dyeing Co. Ltd. (Dir.).....	3992
Trois-Rivières Ski Club Inc. (Règl.- By-laws).....	3993

Lettres patentes

Letters Patent

Agence Assurances Marcel Prud'Homme Inc.....	3946
Agences d'Assurance Normandie Inc. (Les).....	3947
Bomarc Finance Ltd.....	3947
Chantigny Construction Inc.....	3947
Clements (A.) & Associates Inc.....	3948
Construction Monza Ltée.....	3948
École Marguerite de Lajemmerais.....	3993
École Normale du Sacré-Cœur de St-André Avellin.....	3994
École Secondaire d'Youville.....	3994
École Secondaire Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.....	3994
Electrical (L. A.) Equipment Co. Ltd.....	3948
Finance Bomarc Ltée.....	3947
Institution des Sourdes-Muettes, Montréal.....	3994
Institut Notre-Dame de Lourdes.....	3994
Institut Thevenet.....	3995
Italvine Inc.....	3949
Juvénat Sainte Foy (F.E.C.).....	3995
Kasimer & Kasimer Inc.....	3949
Lalonde (J. H.) Construction Ltd.....	3949
Lalonde (J. H.) Construction Ltée.....	3949
Largo Construction Inc.....	3950
Manon Chapeaux Inc.....	3950
Milice du Rosaire (La).....	3995
Mont-Bénilde.....	3995
Normandie Insurance Agencies Inc.....	3947
Northern Lake Domain Inc.....	3950
Orphelinat Saint-Arsène.....	3996
Pâtisserie Vaudreuil Inc.....	3950
Peggy Allen Fashions Inc.....	3951
Peters' Tobacco & Stationery Inc.....	3951
Poole (A. E.) Construction (Quebec) Ltd.....	3951
Présentation de Marie (Farnham).....	3996
Présentation de Marie (Granby).....	3996
Présentation de Marie (Henryville).....	3996
Présentation de Marie (Philipsburg).....	3996
Présentation de Marie (Saint-Aimé).....	3997
Présentation de Marie (Saint-Alexandre).....	3997
Présentation de Marie (Saint-Pie).....	3997
Présentation de Marie (Saint-Césaire).....	3997
Prêt d'Honneur du Diocèse de Haute-rive (Le).....	3998

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)		
Rejvan Investments Limited	3952	Messier (L. N.) Limitée	3967
Rendezvous Administration Co. Inc.	3952	Métallurgie de St-Raphaël Ltée (La)	3967
Robert Transport Ltée	3952	Milot Edgar Inc.	3967
Rona Development Inc.	3953	Morgan & Co. Ltd.	3967
Sherven Construction Ltd.	3953	Motel Chez Nous Ltée	3968
Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.	3953	National Union Club (Montreal District)	3958
		North American Holdings Ltd.	3968
		Oeuvre des Terrains de Jeux de Les Escoumins Inc. (L')	3968
		Oeuvres du Club Kinsmen de Québec Inc. (Les)	3968
		Orbit Cleaners Inc.	3969
		Orphelinat Italien St-Joseph (Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)	3969
		Oxygène Côte Nord Inc.	3969
		Pacemaker Homes Corp.	3969
		Parenteau-Gratton Ltée	3970
		Pitt & Son (Ernest) Inc.	3970
		Place Fleur-de-Lis Shopping District Inc.	3970
		Principal Entreprises Ltd.	3970
		Produits Alimentaires La Pérade Inc. (Les)	3971
		Quartier Commercial Place Fleur-de-Lis Inc. (Le)	3970
		Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.	3971
		Rouanda Heating Inc.	3971
		Rouville Construction Inc.	3972
		St. Adolphe Construction and Development Corp.	3972
		St. Martin Equipment & Supply Limited	3972
		St. Régis Paving & Supplies Inc.	3972
		St. Sauveur Golf Club	3972
		Salon Matignon Ltd. (Le)	3973
		Service Social de Joliette	3973
		Sherbrooke Wood Products, Inc.	3973
		Sicard Enterprises Inc.	3973
		Star Uniforms Inc.	3974
		Summit Corporation	3974
		Super Marché Montour Ltée	3974
		Taxi Aérodrôme — Montreal International — Autobus et Taxis Inc.	3974
		Terres Noires Ltée	3975
		Trans-Canada Corporation Fund.	3975
		Treder Construction Ltée-Ltd.	3975
		United Red Feather Services	3975
		Vincent (J. P.) & Frères Ltée	3976
		White Eagle Polish Society Incorporated (The)	3976
		Williams Chev.-Olds, Ltd.	3976
		Winmil Construction Co. Ltd.	3976
		Sièges sociaux	Head Offices
		Compagnie Autodrome Furie Ltée (La)	4000
		Crédit Interprovincial Inc.	4000
		Defelice (Québec) Limited	3999
		English and Mould (Quebec) Limited (Erratum)	3998
		Entreprises Quemont Ltée (Les)	3998
		Fury Speed Way Company Ltd.	4000
		Gole Investment Corp.	3999
		Manon Chapeaux Inc.	3998
		Parkside Place Association	3999
		Petits Chanteurs de Granby Inc. (Les)	4000
		Quemont Entreprises Ltd.	3998
		Société Financière du Québec, Ltée (La)	3998
		Stanhar Holdings Inc.	3999
		Sussex Realities Ltd.	3999
		EXAMENS	EXAMINATIONS
		Barreau	Bar
		Abitibi-Témiscamingue, étude-study	4000
		Bas St-Laurent: étude	4000
		Lower St. Lawrence: study	4000

Lettres parentes supplémentaires **Supplementary Letters Patent**

Baillargeon (P.) Ltée	3954
Bedford Plastics Co. Ltd.	3954
Robert Bibeau Limitée	3954
Boulevard Hôtel Inc.	3955
Branded Hosiery Mills Corporation	3955
Brian Enterprises Ltd.	3955
Café de l'Est Inc.	3955
Centre d'Achat Fabreville Inc.	3956
Cercle Social des Moose d'Arvida Inc. (Le)	3956
Chambly Realities Ltd.	3956
Champion Bowling Equipment Corporation	3956
Charbonneau (Lucien) Limitée	3957
Chauffage Rouanda Inc.	3971
Chemicals Refineres Corp.	3957
Chequers Corporation (The)	3957
Clerk Windows Limited	3957
Club de Curling St-Cyrille Inc. (Le)	3957
Club de l'Union Nationale (district de Montréal) Inc. (Le)	3958
Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc. (Le)	3958
Club Nautique de la Batture (Le)	3958
Club Nautique de la Matapédia Inc.	3958
Consolidated Halliwell Limited	3959
Constructions Deschênes Ltée (Les)	3959
Continental Discount Corporation	3959
Corporation de Valeurs Trans-Canada	3975
Cyclorama de Jérusalem Inc.	3959
De Lair Food Ltd.	3960
Demers (J. L.) Ltée	3960
Deschênes Construction Ltd.	3959
Desjardins (Charles) & Cié Ltée	3960
Desjardins (Charles) & Co. Ltd.	3960
Drummond Automotive Supplies Inc.	3960
Drummond Ready Mix Ltd.	3961
Dynamic Industries Inc.	3961
Éditions HMM, Ltée	3961
Fabreville Shopping Center Inc.	3956
Fenêtres Clerk Limitée (Les)	3957
Ein (Jack) Inc.	3961
Encore Mart Inc.	3962
Entreprises Balamy Ltée (Les)	3962
Entreprises LaSalle Inc.	3962
Fondation Bertrand (La)	3962
Fort Investments Ltd.	3963
Fournisseurs Laurentiens Inc. (Les)	3963
Grand'Mère Mills Inc.	3963
Gray Autograph Canada Ltd.	3963
Green Publication Inc. (The)	3964
Huronne, Limitée (La)	3964
Hygrade Food Products Incorporated	3964
Imprimerie Yamaska (L')	3964
Industries Treco Inc. (Les)	3965
Inter-Press, Inc.	3965
Inter-Press, Inc.	3965
Lacroix & Frères Inc.	3965
La Pérade Food Products Inc.	3971
Lemay Construction Ltée	3965
L'Heureux (Pierre) Inc.	3966
Loisirs St-Gérard Inc. (Les)	3966
MacDonald Tobacco Inc.	3966
McNamara Quebec Limited	3966
Mesco Inc.	3967

MINISTÈRES	DEPARTMENTAL		
Affaires municipales	Municipal Affairs		
Ile Jésus, Corporation Interurbaine.....	4001	East-Angus, ville - town, comm. scol.- school comm.....	4023
Saint-Méthode-de-Frontenac.....	4001	Granby, cité - city.....	4024
Agriculture	Agriculture	Lac Mégantic, ville - town (<i>Corr.</i>).....	4018
<i>Industrie laitière:</i>	<i>Dairy Industry:</i>	Pierrefonds, ville - town.....	4025
Order No. 61-Sp-I (<i>Re: Quotas in Mont- real</i>).....	4001	Pintendre, comm. scol.- school comm.....	4026
Order No. 11-61 (Region of Drummond- ville).....	4003	St-François-de-Sales, comm. scol.- school comm.....	4028
Ordonnance No. 61-Sp-I (<i>Re: Quotas à Montréal</i>).....	4001	St-Gabriel, comm. scol.- school comm.....	4029
Ordonnance No. 11-61 (Region de Drummondville).....	4003	St-Jérôme, cité - city.....	4021
Finances	Finance	St-Maurice-de-Bois-Filion, comm. scol. - school comm.....	4018
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>	St-Paul l'Ermite, par.....	4020
Adanac General Insurance Company of Canada.....	4905	SYNDICATS	SYNDICATES
Forteresse, Compagnie d'Assurance sur la Vie (La).....	4904	Coopératifs	Cooperative
Fortress Life Insurance Company (The)	4904	Coopérative d'Habitation de Sherbrooke (La) - (<i>Fond.- Found.</i>).....	4930
Instruction publique	Education	RCAF Meisic Credit Union (<i>Fond.- Found.</i>).....	4930
<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>	Synd. Coopératif d'Aqueduc de L'Alver- ne (<i>Fond.- Found.</i>).....	4031
Gentilly (<i>Acc.- Grant.</i>).....	4006	Synd. Forestier de Guyenne (<i>Fond.- Found.</i>).....	4931
Inverness (Cath.) (<i>Acc.- Grant.</i>).....	4006	Professionnel	Professional
Louiseville Diss. (<i>Dem.- Appl.</i>).....	4908	Association des Employés de l'Indus- trie de l'Auto-Voiture de Drummond- ville (<i>Exist. term.</i>).....	4031
Mont-Joli Diss., village (<i>Dem.- Appl.</i>).....	4007	VENTES	SALES
Pierrefonds (<i>Dem.- Appl.</i>).....	4007	Effets non-réclamés	Unclaimed Goods
Rawdon (<i>Acc.- Grant.</i>).....	4006	Canadian Pacific Express Company...	4031
Sawyer ville (Cath.) (<i>Acc.- Grant.</i>).....	4007	SHÉRIFS	SHERIFFS
St-Alphonse-de-Castagnier (<i>Dem.- Appl.</i>).....	4005	Arthabaska	Arthabaska
St-Damien de Buckland (<i>Dem.- Appl.</i>).....	4006	Lemaire vs Pelletier et al.....	4031
St-Hilaire, par. (<i>Dem.- Appl.</i>).....	4005	Kamouraska	Kamouraska
Ste-Agathe-des-Monts (<i>Acc.- Grant.</i>).....	4007	Compagnie de Pouvoir du Bas St- Laurent (La) vs Dumont.....	4032
Vallée (<i>Acc.- Grant.</i>).....	4007	Québec	Quebec
Terres et Forêts	Lands and Forests	Banque d'Économie de Québec vs Héri- tiers F. X. Auger.....	4032
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	Quebec Savings Bank vs Heirs of F. X. Auger.....	4032
Mégantic, village.....	4008	Richelieu	Richelieu
Sault au Récollet, par.....	4008	Central Mortgage and Housing Corpo- ration vs Larivière et al.....	4033
St-Antoine de Longueuil, par.....	4008	Société Central d'Hypothèque et de Logement (La) vs Larivière et al.....	4033
St-Vincent de Paul, par.....	4008	Rimouski	Rimouski
Travail	Labour	Office du Crédit Agricole du Québec (L) vs Bauliane.....	4033
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>	Quebec Farm Credit Bureau vs Bau- liane.....	4033
Alimentation au détail, Ile de Montréal et un rayon de 10 milles (<i>Avis</i>).....	4012	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Alimentation au détail, St-Hyacinthe (<i>Mod.</i>).....	4010	Payeur vs Laquerre.....	4033
Building, Hull (<i>Appr.</i>).....	4009	Western Savings and Loan Ass. vs Krancevic.....	4034
Coiffeurs pour hommes, Montréal (<i>Appr.</i>).....	4010	Saint-François	Saint Francis
Construction, Hull (<i>Appr.</i>).....	4009	Banque Canadienne de Commerce (La) vs Roy.....	4035
Construction, Province (<i>Mod.- Amend.</i>)	4009	Canadian Bank of Commerce (The) vs Roy.....	4035
Food Products, Retail Trade, Island of Montreal and a radius of 10 miles (<i>Notice</i>).....	4012	Filliault vs Couture et al.....	4034
Food Products, Retail Trade, St-Hyacin- the (<i>Amend.</i>).....	4010	Terrebonne	Terrebonne
Hairdressers', Montreal (<i>Appr.</i>).....	4010	Levesque et al vs Y. Manzo Ltée.....	4035
OFFICE	QUEBEC	Turcotte vs Bélanger.....	4036
des marchés agricoles	Agricultural	Trois-Rivières	Trois-Rivières
du Québec	Marketing Board	Trudel vs McKenzie et al.....	4037
Portneuf Pulpwood Producers (The) - (<i>Receipt</i>).....	4017		
Producteurs de bois de Portneuf (<i>Ré- ception</i>).....	4017		
SOUSSIONS	TENDERS		
Baie-des-Sables, comm. scol.- school comm.....	4022		